

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

**L'Influence
des Conditions d'Après-Guerre
sur l'Exportation
des Cotonnades Britanniques
aux Indes**

Thèse pour le Doctorat de l'Université de Paris

PRÉSENTÉE PAR

C. D. PANDÉ

Maître de Conférences à Kashi Vidyapith
(Université Nationale de Bénarès)

...

PARIS
JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**L'Influence
des Conditions d'Après-Guerre
sur l'Exportation
des Cotonnades Britanniques
aux Indes**

Thèse pour le Doctorat de l'Université de Paris

PRÉSENTÉE PAR

C. D. PANDÉ

Maître de Conférences à Kashi Vidyapith
(Université Nationale de Bénarès)

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



AVANT-PROPOS

Aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles les cotonnades et les soies de l'Inde avaient acquis en Angleterre une telle vogue que le Parlement se vit obligé d'en interdire l'usage, car l'industrie anglaise du coton, d'origine toute récente, était incapable de tenir tête à l'industrie indienne solidement établie depuis des siècles.

Au ^{xix}e siècle, à la suite de la révolution industrielle, ce fut au contraire l'Angleterre qui inonda le marché indien de ses tissus de coton à bon marché, auxquels, bien entendu, ne pouvait résister le produit des métiers indigènes. C'était condamner à mort l'antique industrie indienne. Cependant un pays tropical tel que l'Inde, où les tissus de coton forment l'unique article de vêtement, ne pouvait longtemps se passer d'une industrie cotonnière. Vers la fin du ^{xix}e siècle celle-ci revint à l'existence, armée cette fois d'instruments de production mécanique. Mais jusqu'à la guerre ses progrès furent très lents : l'industrie indienne demeurait une quantité négligeable par rapport à celle du Lancashire.

La guerre avec ses multiples influences communiqua un essor indispensable à l'industrie textile de l'Inde et de l'Extrême Orient. Cette circonstance devait avoir une influence durable sur la suprématie commerciale de l'Angleterre en Asie en général et dans l'Inde en parti-

culier. Le débit des cotonnades, cette pierre angulaire du commerce britannique dans l'Inde, se trouva particulièrement atteint.

Le but de la présente étude est de faire un examen objectif des principaux facteurs qui ont exercé une influence durable sur le commerce des cotons britanniques dans l'Inde. L'auteur a été amené à se poser cette question aussi bien par ses études précédentes du développement économique de l'Inde que pour avoir suivi de très près le mouvement pour l'indépendance nationale de ce pays et, en particulier, le mouvement de boycott. Le chapitre sur la population et les conditions de son existence est fondé sur les recherches personnelles de l'auteur dans l'Inde. Pour le reste de sa documentation il a largement puisé aux fonds de l'India House, de la London School of Economics, du British Museum, de la Bibliothèque Nationale, de la Chambre de Commerce de Paris et de la Fondation Carnegie. Ce lui est un devoir agréable de remercier ici l'administration et le personnel de ces institutions.

Il m'est difficile d'exprimer comme il convient la profonde reconnaissance que je dois à mon maître vénéré, M. Henri Hauser, dont le profond savoir et l'inépuisable bonté m'ont guidé et encouragé au cours de mon travail. Qu'il veuille bien m'excuser si mes moyens de réalisation n'ont pas été à la hauteur de son précieux enseignement. Je remercie de tout cœur M. Sylvain Lévi dont l'intérêt amical m'a inlassablement soutenu pendant tout mon séjour à Paris, ainsi que M. Albert Demangeon dont j'ai hautement apprécié les doctes et aimables conseils. Mme Nadine Stchoupak m'a beaucoup aidé pour la rédaction définitive de mon ouvrage; je

lui adresse ici mes très sincères et affectueux remerciements.

Enfin, j'exprime ma profonde gratitude à mon Alma Mater, l'Université Nationale de Bénarès (Kashi Vidyâpith), grâce à laquelle j'ai pu faire mes études à Paris, ainsi qu'à l'Institut de Civilisation Indienne à la Sorbonne qui a bien voulu m'accorder, sur la Fondation de S. A. le Maharaja Gaekwar de Baroda, une aide matérielle pour la publication de la présente étude.

C. D. P.

INTRODUCTION

M. André SIEGFRIED, dans son ouvrage bien connu (1) a mis en pleine lumière la crise britannique de nos jours. La présente étude, sans prétendre à être exhaustive, cherche à montrer, dans un domaine restreint mais extrêmement typique, à quel point l'impérialisme économique de la Grande-Bretagne se trouve affaibli à la suite de la guerre. Sa situation s'aggrave d'une année à l'autre. De faibles rayons d'espoir alternent avec de sombres nuages gros de menaces. Les facteurs solides qui puissent justifier un espoir durable manquent. Les forces qui ne cessent de saper les fondements de la suprématie britannique sur le marché mondial ont par contre, un caractère permanent. Les palliatifs auxquels on recourt, tels que le protectionnisme, la rationalisation et la concentration de l'industrie, peuvent tout au plus ralentir le mouvement de descente ; quant à remonter la pente il ne semble pas qu'il y ait lieu d'y compter. C'est par euphémisme qu'on peut donner à cette situation le nom de « crise » ; il s'agit, en réalité, d'un déclin déterminé par des forces aussi invincibles que celles qui, pendant plus d'un siècle ont maintenu la Grande-Bretagne au sommet de la puissance économique.

Aucune industrie britannique ne donne un tableau aussi

1. La crise britannique au xx^e siècle.

saisissant de cette situation que l'industrie cotonnière du Lancashire. On sait dans quelle immense mesure cette industrie a contribué naguère à la prospérité de l'Angleterre. Le charbon et le coton ont été les deux piliers sur lesquels reposait tout l'édifice industriel de ce pays. Parmi ses industries manufacturières celle du coton tient une place prééminente. Même dans les périodes de dépression, plus de 80 % du produit de cette industrie ont été exportés, — chiffre qui n'a pas son pareil dans tout l'ensemble du commerce extérieur des produits manufacturés.

L'Inde est, sans nul doute, le plus gros client du Lancashire. Dans les années normales, elle absorbait 35 % de tous les cotons d'Angleterre, ou plus de 43 % des exportations totales des cotonnades britanniques. Mais cet état de choses appartient désormais au passé.

Les années 1913 et 1929 peuvent être considérées comme « normales » et cependant quelle différence entre les bilans respectifs de leur rendement industriel et de leur commerce extérieur (1) ! Entre temps l'exportation britannique des tissus de coton est tombée de 7.075 millions de yards à 3.600 millions et la baisse de ses importations dans l'Inde est un peu plus sensible que dans les autres pays. N'empêche, avons-nous dit, que 1929 ait été une année « normale ». Que dire de 1931 qui a été une année de crise mondiale ?

Quelles sont les forces qui ont déterminé cette baisse catastrophique de la branche la plus importante du commerce britannique ? Dans quelle mesure ces forces sont-elles le résultat de la guerre mondiale ? Sont-elles temporaires ou permanentes et y a-t-il moyen de parer à leur action ? L'étude que nous présentons ici cherche à répondre à ces questions.

Les influences qui, au lendemain de la guerre, tendent à détruire la priorité mondiale de l'industrie britannique peu-

1. En 1913, l'Inde absorba 43,2 % des cotonnades britanniques exportées ; en 1929, elle n'en absorba que 34 %.

vent être classées sous deux rubriques : ce sont, d'une part, les influences d'envergure mondiale, qui portent sur toutes les industries et sur tous les pays où l'industrialisation s'est faite beaucoup plus tôt que dans les pays arriérés de l'Asie et de l'Afrique. L'ensemble de ces influences peut être désigné comme une « agression économique » engendrée et alimentée par le régime colonial, — souvent politique et quelquefois économique. Les obstacles qu'opposent à cette « agression économique » le réveil du sentiment national et l'industrialisation des pays traités jusqu'à présent comme des champs d'exploitation illimitée sont les principales causes des difficultés économiques de nos jours.

Les influences de la deuxième catégorie sont d'ordre technique et local. Leur efficacité varie selon les différents pays et les différentes industries. C'est dans cette catégorie qu'il faut ranger les difficultés de rationalisation de l'industrie cotonnière, son prix de revient élevé, le système défectueux de ses méthodes commerciales, la capitalisation excessive, la « maldistribution » de l'or, le poids de l'imposition et bien d'autres facteurs auxquels on attribue généralement l'échec des produits britanniques du coton. Ces facteurs contribuent certainement dans une grande mesure à la situation critique où le Lancashire se trouve actuellement. Mais on exagérerait leur importance en affirmant qu'une fois ces défauts éliminés le Lancashire reprendrait sa situation d'avant-guerre. Personne ne saurait contester que l'industrie du coton britannique est aujourd'hui virtuellement aussi productive (efficient) qu'elle l'était en 1913, sinon davantage. Comment expliquer alors qu'elle ait perdu son importance commerciale ?

Ce sont les influences que nous avons rangées dans la première rubrique qui ont fait perdre au Lancashire ses marchés de naguère. La prééminence de la Grande-Bretagne dans l'industrie du coton, comme partout ailleurs, a été due à une raison historique : dans ce pays la révolution in-

dustrielle s'est produite plus tôt que dans le reste du monde. L'industrie du coton fut la première à en profiter. Il en résulta qu'elle conquît et maintint pendant longtemps une suprématie indiscutable sur le marché mondial. Partie la première, elle bénéficia naturellement de cette avance. Mais cet avantage devient inopérant à une époque d'industrialisation rapide de tous les pays du monde.

Il semble étonnant que la priorité de la Grande-Bretagne dans le commerce des cotons ait duré si longtemps. La pénétration victorieuse des produits britanniques sur les marchés d'Asie et d'Afrique, facilitée par la domination politique et l'empire des mers, a découragé les autres pays d'entrer en compétition avec l'Angleterre alors même qu'ils auraient pu prétendre à une place non moins importante dans le commerce des cotons. Des pays tels que la France, les Etats-Unis d'Amérique, et l'Allemagne se bornaient à développer une industrie cotonnière qui suffit aux besoins de leurs marchés intérieurs. On comprend, dans ces conditions que, l'hégémonie de l'Angleterre sur les marchés de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud se soit maintenue jusqu'au moment où elle se fut trouvée en présence d'un nouvel adversaire : la concurrence intérieure des pays exploités.

C'est ainsi que l'essor de l'industrie cotonnière dans l'Inde, au Japon et en Chine a provoqué le déclin du Lancashire. Jusqu'à 1900 celui-ci a été le plus grand centre de l'industrie du coton : 70 % de toute la production mondiale provenaient de cette province anglaise. C'est ce que nous avons essayé de montrer dans notre chapitre IV.

La « décentralisation » de l'industrie cotonnière a commencé en 1854, date de la fondation d'une première filature à Bombay. Mais le progrès de l'industrie indienne du coton a été extrêmement lent, faute de développement technique et d'initiative capitaliste de la part des Indiens, mais aussi en raison des obstacles que lui opposaient les industriels britanniques. Le Japon, en tant que pays industriel, n'apparaît

en lice qu'au début du xx^e siècle ; l'essor de l'industrie chinoise administrée en grande partie par des Japonais et des Européens est encore plus récent.

Jusqu'au commencement de la guerre mondiale l'industrie du coton des pays asiatiques s'est développée avec une extrême lenteur. En 1913, ils ne comptaient dans l'ensemble que neuf millions de broches et moins de 200.000 métiers à tisser. En d'autres termes, la puissance de production de tous les pays d'Asie ne représentait que 17 % de la puissance britannique. Tel était le résultat acquis en un demi-siècle de développement.

C'est alors que survint la guerre mondiale. Personne ne contestera l'effet qu'elle exerça sur l'industrie et le commerce du monde entier. Elle accéléra l'industrialisation de certains pays qu'elle ne touchait pas de façon directe. C'est sous l'effet de la guerre et de ses conséquences immédiates que le Lancashire a perdu sa suprématie industrielle. Sa suprématie sur le marché mondial avait déjà été menacée avant, notamment par l'Allemagne. Et voici que l'industrie du coton indienne, sans être encore assez forte pour offrir une concurrence effective, manifeste des symptômes d'une menace latente. L'Angleterre sort victorieuse de la guerre, son redoutable rival est terrassé et cependant sa suprématie tant politique que commerciale est plus que jamais menacée. Dans le domaine des finances ce sont les Etats-Unis qui conduisent le monde : Wall-Street l'emporte décidément sur Lombard-Street. Le Japon prend pied sur les marchés de l'Extrême-Orient que l'Angleterre avait maintenus sous son empire depuis la révolution industrielle. Les manufacturiers indiens ont profité de l'excellente occasion pour fortifier leurs positions dans l'industrie du coton.

La victoire a valu à l'Angleterre sa suprématie commerciale. Inutile de dire que la guerre même n'a pas été un accident historique fortuit. Elle fut une phase inéluctable de la lutte pour les marchés aux quatre coins du monde. Tôt

ou tard, la catastrophe devait se produire. L'ironie tragique de l'histoire est que le monde ne semble pas avoir tiré de cette catastrophe une leçon suffisamment salutaire. Les forces qui ont rendu la guerre possible n'ont rien perdu de leur virulence, leur empire sur l'esprit des nations reste aussi puissant qu'avant. A certains égards elles semblent même être plus agissantes qu'elles ne l'étaient à la veille de juillet 1914.

La guerre a communiqué un essor vigoureux à l'industrie cotonnière de l'Inde, du Japon et de la Chine. Cette industrie avait besoin d'un champ libre pour accélérer son développement. La guerre lui en fournit l'occasion. L'industrie britannique, subordonnée aux nécessités de la guerre, ne pouvait régulièrement alimenter les marchés de l'Inde et de l'Extrême-Orient. Il en a résulté que dans les quinze ans de guerre et d'après-guerre les trois pays asiatiques en question ont doublé l'ensemble de leur production industrielle.

Outre l'influence directe de la guerre, d'autres facteurs sont intervenus qui, il est vrai, existaient déjà avant, mais qui ne se sont pleinement manifestés qu'au lendemain de la grande mêlée. C'est en premier lieu la situation géographique des pays, leur proximité des régions productrices du coton d'une part, et des grands marchés de coton, d'autre part. Les manufactures indiennes travaillent pour la plupart le coton, de qualité inférieure cultivé dans l'Inde même, ce qui réduit de beaucoup leurs frais de fabrication en comparaison avec le Lancashire qui fait venir ses cotons plus fins d'Egypte et des Etats-Unis. Ainsi donc, en ce qui concerne les matières premières, l'industrie indienne possède un avantage incontestable sur sa rivale anglaise. Il en est de même pour la main-d'œuvre. Les conditions de vie dans les pays asiatiques réduisent énormément le prix du travail humain. Au Japon où le minimum de subsistance est plus élevé que dans l'Inde et en Chine, les manufactures textiles emploient exclusivement des jeunes filles et réalisent de ce fait des économies de salaires auxquelles ne pourraient songer les fabriques du Lancashire.

L'absence de syndicats ouvriers actifs dans les trois grands pays asiatiques permet aux capitalistes de régler comme bon leur semble les conditions du paiement et de la durée du travail. Dans l'Inde par exemple, la loi des fabriques (factory law) admet des semaines de travail de 60 heures (1). Il en est de même en Chine et au Japon.

Outre les conditions géographiques et économiques un facteur qui intervient puissamment dans la concurrence est le sentiment national de chacun des pays en question. L'ancienne division en pays agricoles, d'une part, industriels, d'autre part, ne satisfait plus personne. Chaque pays veut désormais tirer parti de toutes ses ressources, de son sol autant que de son industrie. La première raison de cette tendance c'est qu'il existe une trop grande différence entre les bénéfices de l'agriculture et ceux de l'industrie mécanique. C'est pourquoi chaque pays voit la source possible de sa prospérité dans ses usines et fabriques plutôt que dans la culture des champs. La grande guerre, loin de mettre un terme au principe d'entière indépendance économique, a plutôt fortifié dans chaque pays le désir de se suffire à lui-même en produisant tout ce qu'il lui faut dans les limites de son territoire national. C'est ainsi que nous assistons aujourd'hui à des campagnes en faveur de la protection de l'industrie cotonnière en Suisse et de l'agriculture en Angleterre.

Dans le domaine économique l'esprit nationaliste se manifeste par des tarifs protectionnistes ; d'autre part, contrairement aux intérêts des consommateurs individuels, le sentiment national veut qu'on substitue aux produits étrangers les produits de fabrication locale, fussent-ils plus chers. Dans l'Inde cette dernière tendance est plus agressive qu'ailleurs ; elle se traduit par le boycott des marchandises importées dont une des formes les plus originales est le « picketing », — ce dernier consistant à surveiller les magasins qui vendent des

1. La Commission royale du travail (1930) a recommandé de réduire les heures du travail à 54 heures par semaine.

articles étrangers et à empêcher, par des moyens de persuasion, le public de s'y approvisionner.

C'est contre cette force du nationalisme économique que les produits du Lancashire doivent lutter.

L'Angleterre a établi et maintenu son commerce gigantesque à une époque où il n'y avait dans l'Inde ni conscience politique et nationale, ni barrières douanières, ni boycott. La concurrence de l'Inde était insignifiante, ses manufactures dans la mesure où elles existaient, n'étaient pas protégées. Le Lancashire n'y trouvait aucune rivalité énergique et organisée comme celle du Japon de nos jours.

Les facteurs que nous venons d'énumérer ne sauraient être taxés de momentanés. La perte par le Lancashire du marché indien peut donc être considérée comme définitive.

Le Lancashire a mis son dernier espoir dans la réorganisation et le perfectionnement technique de son industrie, dans la réduction de ses salaires, dans la constitution de vastes organismes centralisés destinés à réduire le nombre des intermédiaires. Ces mesures peuvent jusqu'à un certain degré réduire le coût de la fabrication. Mais peut-on reconquérir les marchés perdus par des réformes qui n'entament que superficiellement le gigantesque problème ? Des réformes analogues sont envisagées par les industriels du Japon et de l'Inde. Ils prennent les mêmes mesures pour réduire leurs frais de revient. Dans l'Inde, certes, la rationalisation ne sera pas de sitôt aussi efficace qu'au Lancashire ; mais le Japon à cet égard fait autant que l'Angleterre, sinon davantage.

Le véritable problème qui se pose devant le Lancashire, comme devant tout autre pays industriellement développé, est de savoir s'il est possible d'arrêter le processus de l'industrialisation qui se développe avec une rapidité menaçante dans tous les pays récemment acquis à la fabrication mécanique, tels que l'Inde, le Japon, la Chine et la Russie. Ces pays constituaient naguère la base de la prospérité écono-

mique des grands pays industriels. Aujourd'hui les consommateurs deviennent producteurs et les débouchés se font plus rares. Et, ce qui aggrave le problème, la capacité d'achat des populations n'augmentant pas d'une façon appréciable, le débit ne peut pas aller de pair avec le rendement de plus en plus grand des établissements industriels plus nombreux qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Le seul moyen de résoudre le problème serait d'améliorer la situation économique des consommateurs du monde entier et notamment dans les pays asiatiques où le niveau de l'existence est honteusement bas.

La question de savoir dans quelle mesure on peut aboutir à cette solution sans recourir à l'industrialisation des pays encore arriérés n'entre pas dans les cadres de la présente étude.

PREMIÈRE PARTIE

*La Situation de l'Industrie et du Commerce
britanniques et indiens
du Coton jusqu'à la guerre.*

CHAPITRE PREMIER

ESQUISSE HISTORIQUE

L'industrie indienne du coton avant l'introduction des machines

L'industrie cotonnière considérée dans son ensemble, c'est-à-dire comprenant la culture, la fabrication et le commerce, est certainement une des plus importantes industries manufacturières de nos jours.

Dans presque tout pays industriellement avancé, les manufactures de cotonnades occupent une place prépondérante. Et même les petits pays, comme la Suède, la Suisse et la Finlande, qui n'ont pas de colonies et qui sont très éloignés des régions productrices de coton, possèdent une industrie cotonnière plus ou moins développée.

Fait remarquable, dans aucune autre industrie, il n'existe un tel écart entre les sources des matières premières et les lieux de la fabrication. En 1927, plus de 70 % (1) des broches dans le monde entier appartenaient aux pays où le coton ne peut vivre que dans les serres. Quelqu'étrange que puisse paraître ce phénomène, il s'explique facilement par le fait que la révolution industrielle et l'amélioration des moyens de communication ont réduit la part de la matière première dans le prix de revient total. Une bonne organisation des procédés de manufacture et de répartition peut largement compenser l'éloignement de la matière première. Il y a 200 ans une vision prophétique, si puissante qu'elle fût, n'aurait pu prédire que l'Angleterre serait un jour le plus grand producteur de cotonnades. A cette époque elle importait de grandes quantités de cotonnades de l'Inde, et Man-

1. TOWN, « Cotton World ».

chester n'était qu'une petite ville habitée par des tisserands de laine.

L'histoire de la manufacture du coton est aussi ancienne aux Indes qu'elle est récente en Europe. Elle se perd dans la plus grande antiquité, et il est difficile de dire quand et où le premier fil fut filé, la première pièce d'étoffe tissée. On suppose généralement que l'art du tissage devait être très développé dès l'époque où le *Rig-Veda*, l'œuvre la plus ancienne de l'Inde, fut composé. Nous y trouvons constamment des allusions à la filature et au tissage. Les noms d'instruments et des diverses opérations relatives au tissage, tels que fuseau, métier, navette, trame, chaîne, teinture, etc., apparaissent de chapitre en chapitre. Dans les profondes discussions philosophiques il n'y a point de métaphore qui soit plus employée que la trame et la chaîne des tisserands, Dieu le Créateur étant le tisserand suprême.

A l'époque védique, la filature aussi bien que le tissage étaient des occupations essentiellement domestiques et la connaissance de cet art était considérée comme le trait le plus important d'une bonne maîtresse de maison. Des historiens ou écrivains étrangers tels qu'ARRIEN, PLINIE ou PTOLÉMÉE (1) témoignent éloquemment que l'art de la filature et du tissage fut pratiqué aux Indes à une époque où les autres pays n'avaient pas encore entendu parler de coton (2). ARRIEN écrit que les cotonnades simples et teintées étaient connues aux Indes au temps d'Alexandre le Grand. Les cotonnades hindoues, dit-il, étaient aussi renommées que les toiles d'Egypte.

Les Babylo niens furent le premier peuple qui fit connaître

1. BAINES, *History of Lancashire*, vol. II, p. 409.

2. Les fouilles de Mohenjo-Daro, dans la vallée de l'Indus, dont Sir John Marshall vient de publier les résultats, ont révélé des preuves incontestables de l'existence d'une industrie bien développée de filature et de tissage de coton quelque 3.000 ans avant J.-C. C'est, dans l'espèce, le témoignage le plus ancien que nous possédions. Il semble en résulter que l'industrie du coton a existé dans l'Inde bien avant la date en question. (V. JOHN MARSHALL, *Mohenjo-Daro and the Indus Civilization*. London, 1931, vol. I, p. 33.)

les cotonnades de l'Inde aux Grecs et aux Assyriens. Le célèbre assyriologue, M. SAYCE, cite à l'appui de ce fait le mot *sindhu* par lequel les Babyloniens désignaient la mousseline de l'Inde.

En Grèce, les cotonnades étaient généralement connues sous le nom de *sindôn*, un dérivé du nom de l'« Indus ». Les belles mousselines étaient appelées *gangetiké*. Les Romains donnaient à toutes les étoffes de coton le nom de *carbassus*, mot évidemment apparenté au sanscrit *kârpâsa*, coton. Ce fut environ cent ans avant J.-C. que les Romains adoptèrent les cotonnades indiennes pour leurs vêtements. Ils payaient pour les mousselines de l'Inde et autres splendides étoffes travaillées d'or et d'argent des sommes si exorbitantes que PLINE y puisa un argument pour condamner le luxe et l'extravagance de ses compatriotes. Il estimait à 100 millions de sesterces ce que les étoffes venant d'Orient coûtaient aux Romains. TIBÈRE rendit une loi défendant comme indécent le port des vêtements transparents. On trouve les cotonnades indiennes dans la liste des produits sur lesquels sont perçus des droits dans le *Digeste* de JUSTINIEN (552 après J.-C.) (1).

Bien que les Grecs et les Romains eussent bien connu les étoffes de coton, ils n'avaient point d'idée précise sur la véritable nature de cette « espèce particulière de laine ». HÉRODOTE décrit le coton comme une sorte de laine meilleure que celle des moutons. Lorsque les soldats d'Alexandre revinrent de leur campagne de l'Inde, ils racontèrent fièrement à leurs compatriotes qu'ils étaient allés dans un pays où il y avait des arbres à laine et à miel : coton et canne à sucre, quel étrange phénomène ! Cette conception a survécu dans le nom allemand du coton : *Baumvolle*. C'est du mot arabe *kutn* que les Français ont tiré le mot *coton* et les Anglais *cotton*. Il existe de nombreuses preuves que même dans les temps les plus reculés, il y avait un commerce de coton

1. PUNTAMBEKAR, *Handspinning and Handweaving*, p. 18.

florissant entre l'Inde et ses voisins d'Occident. Ceci n'est pas du tout pour nous surprendre ; il est naturel que l'Inde, où des rudiments de civilisation existaient plus tôt que dans la plupart des autres pays, et où la plante du coton croissait sans les efforts de l'homme, eût devancé les autres dans l'art de fabriquer les étoffes de coton. Il est aussi naturel que l'Inde ayant été le précurseur, ait maintenu sa supériorité jusqu'à l'époque où une révolution complète se fût produite dans les méthodes et les instruments de production. Alors que l'Inde était le pays où la manufacture du coton fut connue en premier lieu et où elle eut atteint la plus grande perfection que puisse atteindre un travail purement manuel (1), ce fut en Angleterre que se produisit d'abord la révolution industrielle.

En 150 ans, l'état de choses fut complètement renversé. Aujourd'hui l'Angleterre est de beaucoup le plus grand exportateur et l'Inde le plus grand importateur de cotonnades.

L'évolution de l'industrie cotonnière en Angleterre et sa disparition dans son pays d'origine, constitue un exemple remarquable du fait que le travail manuel, si habile et efficace qu'il soit, ne peut concurrencer la machine.

1. Il y a de nombreux témoignages en faveur de la beauté et de la finesse des cotonnades indiennes. Presque tous les Européens qui ont voyagé aux Indes à cette époque ont exprimé leur admiration et leur surprise à la vue de l'habileté du fileur et du tisserand indiens. Le grand voyageur français, BERNIER, raconte dans un de ses livres que l'Empereur mongol Aurangzeb fut grandement scandalisé de voir sa fille se promener devant lui sans vêtements. Lorsque l'Empereur la réprimanda pour son indécence elle répondit qu'elle avait enroulé sept fois autour d'elle son sari de mousseline.

Un autre voyageur, TAVERNIER, relate qu'un ambassadeur perse à la cour mongole envoya une fois à son roi une coquille de noix de coco incrustée de perles, de la dimension approximative d'un œuf d'autruche, et dans laquelle on trouva un turban de mousseline de vingt mètres de long. C'est un dicton courant dans l'Inde que dans l'ancien temps on pouvait juger de la finesse d'un turban en le faisant passer à travers une bague. Même à une époque aussi récente que 1836 les mousselines de Dacca, au dire du Dr Ure, étaient d'une telle finesse que l'habileté des Européens n'eût pu en faire de semblables. Le même auteur déclare ne pas pouvoir comprendre comment ce fil, beaucoup plus fin que le numéro le plus élevé filé en Angleterre, puisse être filé au fuseau et à la quenouille.

C'est en 1600 que fut fondée la *British East India Company*. Le principal objectif de cette Compagnie était le commerce des épices et des cotonnades. Les produits des tisserands et autres artisans de l'Inde devinrent pour elle des articles d'importation très avantageux.

Pendant quelques années les agents de la Compagnie achetaient des étoffes soit aux tisserands eux-mêmes, soit par l'intermédiaire des marchands indiens. Par la suite la Compagnie établit des comptoirs de tissage sous sa propre direction et ceci se montra d'un meilleur profit.

Les calicots des Indes eurent un tel succès en Angleterre qu'en 1665 les directeurs de la Compagnie invitèrent leurs agents à concentrer leurs efforts sur les calicots, ceux-ci étant les marchandises qui sont le plus demandées.

Le commerce du coton de l'Inde prit vite une grande extension. Les profits étaient si élevés qu'en 1676 chaque actionnaire de la Compagnie reçut comme boni un nombre d'actions égal à celui qu'il possédait et en plus un dividende de 20 % sur le capital primitif.

En 1677, les importations annuelles de calicots étaient estimées à 2 millions de pièces d'une valeur de 160.000 livres sterling (1). Ce chiffre est énorme si l'on considère la faible population de l'époque, estimée à moins de 5 millions, et la grande capacité d'achat de la livre.

L'extension du commerce des cotonnades indiennes fit naturellement naître une grande jalousie chez les lainiers d'Angleterre. Un grand mouvement fut créé afin d'empêcher la pénétration des étoffes indiennes en Angleterre. La Chambre des Communes fut requise de prohiber le port des soies et des cotonnades indiennes. En 1685, un droit de 10 livres sterling *ad valorem* fut imposé sur tous les calicots et autres toiles de l'Inde ainsi que sur le fil de coton importé en Angleterre. En 1690 cette taxe fut doublée.

Cependant les cotonnades indiennes étaient devenues si

1. PUNTAMBEKAR, *Handspinning and Handweaving*, p. 48.

populaires en Angleterre que, malgré le droit prohibitif de 20 %, les calicots continuèrent à être de plus en plus demandés.

LECKY relate dans son histoire d'Angleterre que l'aristocratie et la haute bourgeoisie s'étaient prises d'un tel engouement pour les mousselines et étoffes teintées ou imprimées de l'Inde que, quelqu'élevé que fût leur prix, on ne pouvait en empêcher la vente ni aider les manufacturiers de laine britanniques. Ceux-ci protestèrent avec véhémence contre la tendance des classes riches de l'Angleterre à donner la préférence aux produits indiens.

MACAULAY, dans son histoire d'Angleterre, décrit de façon vivante l'état d'esprit des manufacturiers britanniques à cette époque : « Les jours heureux sont passés où chaque robe, chaque habit, chaque lit, étaient faits d'une matière que nos propres troupeaux fournissaient à nos métiers, où les bonnes vieilles tentures d'Arras ornaient les propriétés seigneuriales du temps d'Elisabeth. N'est-ce pas une honte de voir un gentilhomme, dont les ancêtres n'ont connu d'autres étoffes que celles fabriquées par les mains anglaises, se pavanant dans un costume de calicot et avec une paire de bas de soie de Morshidabad ? ». En 1696, un pamphlet anonyme intitulé : *La Vérité nue* reprochait à la Compagnie orientale des Indes, comme un acte antipatriotique, d'importer des cotonnades de l'Inde. Le pamphlet condamnait aussi le public britannique qui achetait des produits étrangers. Il dit : « La mode est bien dénommée une sorcière, plus une chose est rare et chère, plus elle est à la mode. On paie 30 shillings le mètre pour les mousselines et l'on n'obtient qu'une ombre ».

Quelques années avant la publication de ce pamphlet, le Parlement avait passé une loi rendant obligatoire l'ensevelissement des morts dans un linceul de laine. Les manufacturiers de laine représentèrent au Parlement que cette obligation devrait aussi bien être étendue aux vivants.

Ce fut Daniel DEFOE qui se fit l'écho de la fureur du commerce local : « L'engouement du public pour les marchandises de l'Inde était tel, » écrit-il dans son langage pittoresque, « que les cretonnes et les calicots qui étaient employés auparavant à faire des tapis, des courte-pointes, etc., et à habiller les enfants et les gens du commun, servirent maintenant pour les robes de nos élégantes, et tel est le pouvoir de la mode que nous vîmes des personnes de qualité habillées de tapis de l'Inde que leurs femmes de chambre, il y a peu d'années, eussent considérés comme trop ordinaires pour elles ; la cretonne passa de leurs parquets sur leurs épaules, du tapis de pieds au jupon, et la reine elle-même se plut alors à paraître vêtue de Chine et de Japon, je veux dire de soie et de calicots. Et ce n'était pas tout, cela se glissa jusque dans nos boudoirs, nos chambres à coucher ; nos rideaux, nos coussins, nos sièges et enfin nos lits mêmes ne furent faits que de calicot et d'étoffes indiennes ; pour parler court, presque tout ce qui était fait de laine ou de soie en fait de costumes de femmes ou d'ameublement fut fourni par le commerce de l'Inde » (1).

Le mouvement contre les marchandises indiennes devint de plus en plus fort. L'attitude des artisans britanniques devint si violente qu'à un certain moment il y eut une émeute à Colchester. Les femmes portant des calicots furent bousculées et insultées.

A la fin le Parlement fut forcé de s'incliner devant l'opinion publique. En 1700 fut rendue une loi interdisant l'importation des cotonnades imprimées de l'Inde (2).

Les rigueurs de la loi furent aisément tournées par l'importation d'étoffes simples venant de l'Inde pour être imprimées en Angleterre. Afin de mettre fin à cet abus une loi fut rendue en 1721 prohibant l'importation de toutes cotonnades. Des amendes de 5 et de 25 livres sterling frappaient respective-

1. DEFOE, *Complete Prospects of British Trade*, p. 253.

2. William III, chap. X, act 11 et 12.

ment celui qui portait et celui qui vendait de telles marchandises (Georges I. C. I.).

L'usage des calicots continua cependant à cause de la « perversité féminine et de la passion de la mode ».

En 1773, on décréta (Georges III. C. 72) que les cotonnades vendues en Angleterre devaient être entièrement filées et tissées dans le pays. Sauf, dans le cas où il était entièrement destiné à l'exportation dans les autres pays d'Europe, le commerce de cotonnades indiennes par les navires britanniques fut absolument interdit.

Il n'y avait d'exception que pour les mousselines et les étoffes simples, mais elles étaient grevées de droits extrêmement élevés allant de 20 à 90 % *ad valorem*. Malgré ces difficultés, environ un million de pièces de calicot était importé chaque année en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle. D'après les chiffres cités par M. PUNTEMBEKAR, la valeur totale des cotonnades indiennes importées en Angleterre de 1770 à 1790, était d'environ 32 millions de livres. Ce chiffre s'accrut régulièrement jusqu'en 1820, date qui marque un commencement de déclin. Vingt ans plus tard les cotonnades indiennes disparurent de la liste des exportations de l'Inde.

Les économistes et les hommes politiques indiens, comme Dadabhai Noroji, R. C. Dutt et Lajpat Rai, ont beaucoup discuté, le protectionnisme excessif de la Grande-Bretagne écrasant l'industrie cotonnière de l'Inde au bénéfice de Manchester. Ils trouvent dans cette politique de protectionnisme britannique qui dura de 1690 à 1840 un magnifique argument en faveur de la protection de l'industrie indienne en général et de l'industrie cotonnière en particulier.

Ainsi donc, de 1680 à 1800, le Parlement britannique ne se contenta pas d'élever une barrière douanière exceptionnellement rigoureuse contre les denrées étrangères, mais, de plus, il appliqua des amendes au commerce d'importation et au port des cotonnades indiennes en Angleterre. Cependant il serait tout à fait erroné d'en déduire que ce fut cette poli-

tique de protectionnisme à outrance qui fit de l'Angleterre le plus grand pays industriel du monde pendant plus d'un siècle. Le protectionnisme seul n'eût pu ruiner l'industrie indienne et faire de l'Angleterre un fournisseur de cotonnades.

La campagne pour écarter les denrées étrangères commença en 1690, mais elle ne porta de fruits que cent ans plus tard. Pendant ce temps l'Angleterre importa de plus en plus de marchandises indiennes. Ceci démontre clairement que l'Angleterre ne pouvait effectivement concurrencer l'Inde aussi longtemps que l'industrie demeurait manuelle dans les deux pays. L'Inde qui possédait la matière première, une longue expérience et qui avait un minimum de subsistance plus bas, pouvait naturellement produire à meilleur marché.

De toute évidence un changement radical était nécessaire pour renverser la situation. Les inventions de WATT, ARKWRIGHT, HARGREAVES et STEVENSON, qui apportèrent une révolution d'abord dans le rouet puis dans le métier et enfin dans l'emploi de la vapeur dans l'industrie textile, donnèrent à Manchester un immense avantage sur les filateurs et tisserands indiens dont les instruments étaient en 1800 aussi simples et primitifs qu'ils l'avaient été deux cents ans avant J.-C.

Les effets de la révolution mécanique furent si considérables qu'en moins de 30 ans la situation tout entière fut changée. DUPIN, un ingénieur de Paris qui écrivait à la fin du XVIII^e siècle, déclare dans une adresse à la Société des Ingénieurs :

« Les inventions de WATT et ARKWRIGHT ont révolutionné l'industrie textile britannique et ont grandement aidé à la prospérité de la Grande-Bretagne... A présent, l'Angleterre exporte du coton filé et tissé au moyen d'un admirable système de machines, d'une valeur annuelle de 400 millions de francs ; les Indes si longtemps supérieures à l'Europe, les Indes qui inondèrent l'Occident de leurs produits et attirèrent la richesse de l'Europe, les Indes sont conquises à leur

tour. Le navigateur britannique va aux Indes, à 4.000 lieues, rapporte du coton, passe par tous les processus des machines d'ARKWRIGHT et autres et les revend aux Indes meilleur marché (1).

Les effets de la révolution industrielle se manifestent d'une façon frappante si l'on compare les chiffres de la production des cotonnades en Angleterre en 1760 et en 1830.

M. PERCIVAL de Manchester a estimé qu'en 1760 la valeur des cotonnades manufacturées annuellement dans la Grande-Bretagne était de 200.000 livres. En 1830, d'après les chiffres donnés par Edward BAINES, le coton filé en Angleterre était d'un poids de 247 millions de livres et d'une valeur de 36 millions de livres sterling. De 200.000 à 30 millions : quel progrès !

Les chiffres ci-dessous, extraits du livre de MANN publié en 1860, montrent comment, au début du XIX^e siècle, l'exportation des cotonnades indiennes en Angleterre diminua progressivement jusqu'à être définitivement éliminée par les produits de Manchester :

Années	Exportation des cotonnades britanniques aux Indes			Exportation totale des cotonnades britanniques en millions de £	Importation des cotonnades indiennes en Angleterre	
	Fil en millions de £	Tissus en millions de yards	Valeur en millions de £		En mille pièces	En millions de roupies
1820	—	—	0,8	16,5	—	8,6
1830	—	—	1,9	17,5	1.976	0,8
1840	6	145	3,9	24,7	379	0,5
1850	20	285	4,7	28,3	186	négligeable
1859	40	887	13,8	48,2	127	

1. Edward BAINES, *History of Lancashire*, vol. 2, p. 402.

CHAPITRE II

L'INDE SE MÉCANISE

A. — Développement de l'Industrie du coton mécanique aux Indes

Ce fut en 1818 qu'une première fabrique de coton, nommée *Bowriah Mill*, fut créée près de Calcutta sur l'initiative de quelques Anglais. Au bout de peu de temps elle fit faillite. Douze années s'écoulèrent sans que fût tenté aucun autre effort pour établir une industrie cotonnière mécanique. Le Gouverneur général, Lord William BENTICK écrit dans une de ses notes, en date du 30 mai 1829 : « Pour ceux qui déplorent si sincèrement la condition misérable des manufactures indiennes, ce sera une consolation de savoir qu'il existe en perspective des jours meilleurs, et l'espoir que cette industrie fondamentale du pays, la fabrication de coton, pourra encore être sauvée de la destruction. Un Anglais, M. PATRICK est en ce moment en train de créer une grande filature qui emploiera des machines à vapeur. »

Il apparaît d'après la note ci-dessus que l'industrie cotonnière indigène, purement manuelle, était en train de disparaître rapidement en raison de la concurrence faite par les marchandises importées d'Angleterre. Le gouvernement aussi bien que les industriels sentaient combien il était important d'introduire des procédés nouveaux, tels que le machinisme moderne et l'usage de la vapeur, dans la production des cotonnades. La nécessité de mécaniser l'industrie de filature était beaucoup plus grande que dans le cas du tissage. Le tissage à la main soutenait efficacement la concurrence des produits étrangers ; aujourd'hui encore le métier tient

tête aux fabriques de Bombay et de Manchester pourvues d'un outillage mécanique perfectionné. Dans un chapitre ultérieur nous étudierons en détail pourquoi, contrairement au rouet, le métier à main n'a pu être supplanté par le machinisme moderne.

Pendant près de 40 ans à partir du jour où la première fabrique fut fondée aux Indes, toutes les entreprises de ce genre se consacrèrent à la filature. Elles faisaient du fil et le vendaient au tisserand indigène. En 1830, il y avait une fabrique de coton à Pondichéry, dans l'Inde française. Elle était dirigée par une société par actions au capital de 5 millions de francs, possédait de 454 métiers et 22.800 broches et comptait 2.000 ouvriers (1). Aucune de ces entreprises n'eut de succès. La commission nommée en 1833 par la Chambre des Communes pour présenter un rapport sur les affaires de l'Inde, mentionne que des fabriques avaient été établies il y a peu de temps dans les environs de Calcutta. Elles semblent être mortes sitôt nées.

En 1840, la Chambre des Communes nomma une nouvelle Commission spécialement chargée de faire une enquête sur les conditions industrielles de l'Inde.

Dans sa déposition M. Henri GANGES, déclara qu'il dirigeait des fabriques de coton près de Calcutta. Ses établissements subissaient des pertes dues au manque de moyens de transports convenables dans le pays. Nous ne trouvons pas trace de ces fabriques quelques années plus tard. Vers 1850, nous arrivons à une période où les cotonnades indiennés ont complètement cessé d'être exportées. A part quelques régions éloignées, où la filature et le tissage à la main subsistaient encore dans une certaine mesure, chaque mètre d'étoffe employée aux Indes était tissé avec du fil fabriqué dans le Lancashire. La révolution industrielle, qui avait commencé à la fin du XVIII^e siècle, allait complètement envahir le mar-

1. BHARUCHA, *Développement of Indian Cotton Industry*, p. 38.

ché indien. Vers 1850, l'Inde importait du Lancashire 265 millions de yards d'étoffe d'une valeur totale de 6 millions de livres sterling et 18 millions de livres de fil.

Bien que les essais pour établir des fabriques de coton dans le pays même eussent échoué, il y avait dans l'Inde un vaste marché qui ne pouvait rester indéfiniment tributaire des marchandises étrangères. La demande portait sur les étoffes grossières qui ne pouvaient être manufacturées au Lancashire à des prix aussi bas que le pouvaient les fabriques de l'Inde, qui possédaient une main-d'œuvre et des matières premières à meilleur marché. Tôt ou tard l'industrie cotonnière devait se développer. Ce qui manquait à l'Inde était une main-d'œuvre habile et une organisation industrielle. Jusqu'à cette époque-là, toutes les fabriques avaient été fondées aux environs de Calcutta. Or, cet endroit ne convenait nullement à l'industrie cotonnière. Il n'y a pas de champs de coton dans un rayon de cinq cent milles autour de Calcutta. A l'époque où tous les transports étaient effectués au moyen de chars à bœufs, les fabriques de Calcutta devaient naturellement payer un prix disproportionné pour les matières premières. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient fait faillite après quelques années d'existence. Le seul endroit où les machines pouvaient être importées plus facilement et où l'on pouvait trouver du coton brut à une distance raisonnable, était Bombay. Par-dessus tout, le climat de Bombay convenait fort bien à la culture du coton. A l'époque où l'arrosage artificiel n'avait pas atteint son développement actuel, l'humidité atmosphérique était un facteur essentiel pour le choix de l'emplacement des fabriques. Ainsi donc, Bombay offrait toutes les conditions essentielles requises par l'industrie cotonnière. Depuis longtemps les marchands Parsis de Bombay songeaient à créer des fabriques de coton. En 1854, ils fondèrent le Bombay Waring and Spinning Mill qui avait 2.600 broches et 500 métiers et occupait 500 ouvriers. C'était une entreprise privée. Elle eut

beaucoup de succès, et l'exemple fut bientôt suivi. En moins de six ans il y eut à Bombay quatre filatures avec, au total, 127.000 broches et 1.900 métiers.

Vers 1860, l'industrie du coton indienne avait toutes les raisons de compter sur un développement rapide. La révolte féodale de 1857 avait été victorieusement réprimée par la Compagnie des Indes britanniques. Pour la première fois depuis la mort d'Aurangzeb, le pays jouissait d'une paix intérieure. Les communications ferroviaires et télégraphiques, si indispensables pour le développement de l'industrie et du commerce, s'améliorèrent rapidement. La construction des ponts et des chaussées facilitait les transports et contribuait à étendre le débit des produits manufacturés. Bref, l'Inde était prête à s'industrialiser, et l'industrie du coton, en particulier, avait toutes les chances de se développer.

PROGRÈS DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE AUX INDES.

Années	Nombre des usines	Nombre des broches en Millions	Nombre des métiers	Main- d'œuvre	Consommation du coton en millions de balles de 392 livres	Production de cotonnades en millions de yards
1870	13	0,29	4.100	—	—	—
1900	193	4,9	40.000	160.000	1,45	479
1913	273	6,6	94.000	253.000	2,09	1.164
1920	253	6,7	119.000	311.000	1,95	1.650
1925	337	8,5	154.000	367.000	2,22	1.954
1930	348	9,1	179.000	384.000	2,39	2.742

Cependant la guerre civile aux Etats-Unis exerça, par contre-coup, une influence considérable sur la toute jeune industrie de l'Inde. A la suite de la « famine de coton » que cette guerre provoqua dans les Etats du Sud, producteurs de coton, les affaires des établissements industriels indiens devinrent particulièrement lucratives. Jusque-là le coton indien, de très mauvaise qualité, n'avait aucun débit au Lancashire. A présent, à défaut d'autres matières premières, les prix du coton indien s'élevèrent de 5,5 à 22 et 28 shillings la livre.

C'était pour le négociant indien une excellente occasion de faire fortune dans le commerce du coton. Toutes les autres entreprises moins lucratives furent négligées, y compris l'industrie du coton dont le progrès s'en trouva naturellement ralenti. En cinq ans il ne fut fondé que deux nouvelles fabriques. Cependant, à la longue, cette industrie même bénéficia des conséquences de la guerre civile aux Etats-Unis.

Cette guerre terminée, le coton indien fut de nouveau banni du marché anglais et le commerce de coton cessa d'être avantageux. Mais pendant les cinq années précédentes des capitaux importants s'étaient accumulés dans les coffres-forts des commerçants de Bombay, et ils furent employés à fonder une industrie textile solide. La période entre 1865 et 1870 marque une activité et une expansion intenses dans ce domaine. En 1870, il y avait à Bombay 13 filatures avec un total de 291.000 broches et 4.100 métiers.

A partir de ce moment, l'industrie cotonnière se développe d'une façon continue, en dépit de tous les efforts du Lancashire pour la réprimer (1). Le tableau suivant en donne un aperçu :

Années	N. des usines	Broches en millions	Métiers
1870	13	3,3	4.100
1900	193	4,9	40.000
1913	272	6,6	94.000
1925	337	8,5	154.000
1931	348	9,1	179.000

Soixante-dix ans ont passé depuis la fondation de l'industrie cotonnière de l'Inde, les résultats acquis sont, certes, appréciables. Cependant, la véritable concurrence entre l'Inde et le Lancashire ne commence qu'au lendemain de la guerre mondiale. Pour s'en faire une idée, il ne suffit pas seulement de considérer les nombres de broches et des métiers.

1. Cette période a été étudiée en détail dans le chapitre sur le Lancashire et l'industrie du coton indienne.

Même en 1900, alors que les fabriques indiennes avaient déjà acquis une situation honorable dans l'industrie du coton mondiale, leur production d'étoffes était insignifiante en regard des besoins effectifs du marché indien. Les fabriques indiennes ont produit en 1900 environ 500 millions de yards de cotonnades (1), alors que le pays en a consommé, en cette année même, 3.480 millions de yards. Les importations du Lancashire constituaient 60 % de cette quantité ; les métiers à main en ont fourni 23 % et seuls 11 % provenaient des fabriques indiennes. On peut ajouter à ce dernier chiffre une certaine quantité de fil fourni par ces fabriques aux tisseurs ; toutefois beaucoup d'entre eux se servaient de fil étranger.

En 1913, les fabriques indiennes gagnent encore du terrain et leur attitude vis-à-vis du Lancashire devient plus déterminée. En cette année les produits importés, dont 98 % de provenance anglaise, constituent 59 % de toute la consommation d'étoffes ; les fabriques indigènes en assurent 20 %. La part relative des métiers à la main reste invariable ; l'exportation des tissus indiens diminue légèrement.

Cependant, comme la consommation de cotonnades ne cessait d'augmenter, le Lancashire pouvait ne pas s'inquiéter des 20 % de débit qui représentaient l'apport de l'industrie indigène, d'autant plus que celle-ci se bornait à fabriquer des étoffes de qualité inférieure. Ainsi malgré le développement des fabriques indiennes, le débit des tissus anglais augmentait rapidement. En 1904, le Lancashire a importé dans l'Inde 1.952 millions de yards de cotonnades ; en 1913, 3.042 millions.

Survient la guerre mondiale. Rien n'a pu, autant qu'elle, ébranler l'empire du Lancashire sur le marché indien. Nous verrons dans un chapitre suivant combien le Japon a

1. La production globale des fabriques indiennes de 1899 à 1904 a été de 493 millions de yards dont 115 millions ont été exportés en Chine, en Afrique, dans la Malaisie, etc.

profité de cette guerre. Mais elle fut encore plus avantageuse pour les manufacturiers indiens. L'industrie indienne suit son propre chemin sans posséder la puissance de production des fabriques japonaises ni leur excellente organisation commerciale. Certes, les produits indiens jouissent d'avantages géographiques, d'une protection douanière et d'un immense appui matériel qui est une forme du patriotisme indien. Cependant les filatures indiennes auraient été incapables de lutter contre l'importation britannique si la guerre ne leur avait donné sur cette dernière une avance de quatre ans pendant lesquels elles ont réussi à fortifier leur position. Lorsque, la guerre terminée, le Lancashire a pu songer à regagner le terrain perdu, les manufacturiers indiens se trouvaient protégés par le nouveau tarif et surtout par le boycott.

L'industrie du coton indienne a réalisé dans les dix-huit dernières années un progrès plus important que dans les 50 années précédentes, de 1860 à 1913. Le nombre des broches s'est élevé depuis 1913 de 6,5 à 9,25 millions, celui des métiers à tisser de 40 à 180 mille. L'augmentation du chiffre de fabrication des tissus est encore plus frappant. Au début de la guerre les manufactures indiennes produisaient 1.164 millions de yards d'étoffe, par an ; en 1930, leur rendement a été de 2.780 millions de yards, ce qui représente une augmentation de 140 % en moins de 20 ans. Ce progrès paraît encore plus significatif si nous prenons en considération, en plus de la fabrication mécanique, le développement appréciable du tissage à la main dont la production augmente également avec une rapidité extraordinaire. Dans la même période elle a passé de 1.068 à 2.136 yards (1).

En 1913, les métiers à la main absorbaient 267 livres de fil, en 1929 on estime leur consommation à 375 millions de

1. Les chiffres relatifs au tissage à la main ne sont pas très exacts, car ils sont calculés d'après la consommation de fil en dehors du tissage mécanique.

livres. En regard de la consommation globale de fil tant mécanique que filé à la main, la part du fil importé est très réduite. En 1929, l'Inde n'a importé que 43 millions de livres de fil, soit 5 % de sa consommation. Etant donné que 24 millions de livres de fil indien sont destinés à l'exportation, on peut dire que les filatures indiennes sont arrivées à satisfaire dans leur totalité les besoins intérieurs du pays. Elles ont complètement banni du marché indien le fil étranger des numéros 20 à 30. En ces derniers temps elles se sont mises aussi à fabriquer du fil plus fin et il y a lieu d'espérer que d'ici peu elles pourront gagner le marché du fil allant jusqu'au numéro 40. C'est pour les qualités plus fines que l'Inde est tributaire du Lancashire et du Japon. Les filatures chinoises fournissent certaines sortes de fil inférieur. Le tableau suivant montre dans quelle mesure le produit indien est en train de se substituer au fil étranger des numéros inférieurs :

(En millions de livres.)

Années	Production indienne globale	Le fil importé	
		Fil au-dessous du n° 30	Fil au-dessus du n° 30
1913	678	5,8	38,4
1924	715	8,6	47,3
1928	652	1,8	41,9
1929	831	2,7	41,2
1930	1.027	1,7	21,9

A la différence des tissus étrangers, le fil étranger est très peu taxé. Son importation a été libre jusqu'à 1922, date à laquelle il a été imposé d'un droit d'entrée de 5 % *ad valorem*. En 1927 il a été frappé d'un droit spécifique d'un demi-anna par livre. Cette mesure avait été prise vu l'importation grandissante de fil chinois de qualité inférieur. Le fil grossier à bon marché se ressent moins de l'imposition *ad valorem* que de l'imposition spécifique. Actuellement les deux modes d'imposition sont en vigueur. Pratiquement, le droit spéci-

fique frappe le fil chinois et japonais et le droit *ad valorem* celui du Lancashire. C'est là un moyen indirect de favoriser l'industrie britannique.

Malgré toutes les difficultés et tous les obstacles opposés à l'industrie du coton indienne, elle est devenue un concurrent redoutable du Lancashire, surtout depuis la grande guerre. La perte par l'Angleterre du marché indien est due au développement de l'industrie nationale beaucoup plus qu'à la concurrence de fraîche date du Japon et de la Chine.

B. — Les points faibles de l'industrie indienne

Le moyen le plus facile de justifier ses torts ou ses défauts est d'en rendre responsable son adversaire. Le public, généralement, se laisse persuader, surtout lorsque cet adversaire détient comme par hasard le pouvoir politique. Dans l'Inde, le public trouve une consolation singulière en attribuant tous les maux dont il souffre — maux sociaux, économiques, etc. — à la domination étrangère. Les industriels indiens n'ont jamais hésité à recourir à ce moyen aisé de justifier leur propre incompetence. Les hommes politiques de l'Inde, inconsciemment influencés par les industriels qui ne sont pas uniquement hindous, ont appuyé toutes leurs prétentions. A l'heure actuelle le gouvernement a fait dans ce sens les concessions les plus larges, et les industriels n'ont à peu près aucune raison de se plaindre de la législation commerciale : outre la protection douanière, ils tirent le plus grand avantage du sentiment patriotique des consommateurs. Cependant, les industriels n'ont ni acquis la compétence nécessaire, ni amélioré les conditions de travail. Or, s'ils n'arrivent pas à mieux utiliser le double avantage de leur situation actuelle, ils ne pourront jamais, quel que soit le sort du Lancashire, s'assurer un avenir bien brillant. Les manufacturiers indiens sont responsables dans une grande mesure de la faiblesse de l'industrie cotonnière de leur pays.

Certes, le gouvernement britannique n'a jamais été bien tendre pour les manufactures indiennes et ce n'est que sous l'influence de l'agitation politique qu'il est allé au-devant de leurs intérêts. Nous avons essayé de montrer dans un autre chapitre comment, au nom du libre commerce, les marchandises anglaises avaient été imposées au marché indien, et comment le développement de l'industrie indigène s'en trouva longtemps paralysé. L'histoire du commerce anglo-indien offre d'innombrables exemples dont il est permis de conclure qu'il ne s'agissait pas dans l'occurrence d'une simple inertie du gouvernement, mais d'une tendance délibérée pour empêcher l'industrialisation du pays, client du Lancashire. Les dirigeants de la politique britannique n'ont jamais dissimulé cette tendance. Beaucoup d'entre eux ont agi en conséquence ; les plus francs d'entre eux — ceux qu'on a surnommés les « jingo » — pour avoir énoncé des vérités désagréables, — ont ouvertement reconnu que le but du peuple anglais était de tenir le peuple indien sous une domination économique perpétuelle. Lord BRENTFORD (alors Sir William Joynson Hicks, ministre d'Intérieur), le leader conservateur bien connu s'est exprimé dans ce sens avec une franchise absolue : « Nous n'avons pas conquis l'Inde pour le bien des Indiens », a-t-il déclaré dans un discours. « Je sais que dans les réunions de missionnaires on dit que le but de notre conquête est d'élever le niveau des Indiens. Ce sont là des propos de bigots, nous avons conquis l'Inde par le glaive et c'est par le glaive que nous la gardons. Nous la gardons comme le meilleur débouché pour les produits britanniques en général et pour ceux du Lancashire en particulier (1). » On ne saurait exprimer plus sincèrement l'attitude des impérialistes anglais ; aussi les manufacturiers indiens devaient-ils, dès le début, être prêts à lutter contre un adversaire puissant.

Le gouvernement de l'Inde, bien qu'il ne fût ni vraiment

1. Cité d'après le livre de SUNDERLAND : *India in Bondage*, p. 71.

indien quant à ses sympathies, ni particulièrement soucieux de la prospérité du pays, n'a pas hésité à se déclarer mécontent de l'attitude du gouvernement britannique vis-à-vis du développement industriel de l'Inde. On lit dans le *Report on the material and moral progress of India* de 1921, publication à moitié officielle : « Peu avant la guerre certaines tentatives pour encourager les industries indiennes à l'aide de fabriques modèles et des subventions du gouvernement ont été en fait contrecarrées par Whitehall ».

Il est permis de conclure de ces quelques faits que la grande faiblesse de l'industrie indienne du coton était due en grande partie au régime politique. Tant que l'Angleterre mettait au-dessus de tout les intérêts du Lancashire on ne pouvait espérer qu'elle contribuât délibérément au développement des fabriques indiennes, une grande partie de l'industrie de Bombay fût-elle entre les mains des Anglais.

Inutile de dire que les industries de nos jours ne peuvent se maintenir par leurs seuls moyens sans un appui efficace des gouvernements respectifs. En fait, les intérêts des Etats se confondent de plus en plus avec les intérêts de leurs principales industries. Celles-ci ont toujours besoin de protection, de subsides et d'appui financier des banques nationales. L'industrie cotonnière du Japon bénéficie d'un ample concours du gouvernement de Tokio. La commission du coton, envoyée au Japon par le gouvernement britannique, le constate en ces termes : « il (le gouvernement) appuie constamment les opérations bancaires (de l'industrie) ; il lui prête de l'argent à un taux d'intérêt très bas chaque fois qu'elle en a besoin, et il encourage la fondation des sociétés d'exportation dont il subventionne les opérations... » Depuis 1925 la loi autorise le gouvernement à prêter une aide directe au commerce d'exportation.

Cet appui actif du gouvernement manque à l'industrie du coton indienne.

De plus, cette industrie souffre des défauts intérieurs dont la responsabilité incombe d'une part aux industriels eux-mêmes et qui, d'autre part, sont dus au manque général d'habileté technique, à l'éducation arriérée des ouvriers et à la mauvaise qualité du coton indien.

1. ORGANISATION DÉFECTUEUSE. — L'administration des établissements industriels reste à un niveau très bas, surtout à Bombay où se trouve concentré plus d'un tiers de l'industrie indienne, avec 3,5 millions de broches, 75.000 métiers et un capital de 200 millions de roupies. Le vice fondamental du système est l'administration des fabriques par l'intermédiaire des agences. Les fabriques sont tributaires et généralement débitrices de telle ou telle maison de commerce qui se livre à toutes sortes de transactions telles qu'affrètement de navires, opérations bancaires, exportations, importations, etc., et dont les directeurs sont chargés de la gestion des fabriques. Ces maisons de commerce ne s'intéressent à l'industrie que dans la mesure où un créancier est intéressé à la prospérité de son débiteur. Les directeurs n'ont aucun contact immédiat avec les fabriques situées loin de leurs bureaux. Toute l'industrie de Bombay est administrée par 40 agences dont chacune touche 1 % ou 4,5 % des bénéfices. Faute de connaissances techniques et d'intérêt personnel, les directeurs en question, surchargés de besognes les plus diverses, sont absolument incapables d'assurer une administration satisfaisante des fabriques. Ce sont des commerçants qui ne s'occupent que subsidiairement d'industrie. Ils manquent d'initiative et n'ont aucun désir de se conformer aux nécessités générales du développement industriel. Dans d'autres centres de l'industrie cotonnière, tels qu'Ahmadabad, Nagpur et Sholapur, l'administration des manufactures est directement assurée par les propriétaires, personnellement intéressés à en relever le rendement ; malheureusement ici encore ils manquent

de largeur de vues si indispensable dans l'organisation de l'industrie moderne. Les procédés d'exploitation sont économiques, mais primitifs ; les connaissances techniques font également défaut.

2. INSUFFISANCE DE DÉVELOPPEMENT MÉCANIQUE ET D'HABILETÉ TECHNIQUE. — L'industrie indienne du coton comme toutes les industries qui se servent de machines, est entièrement tributaire des pays étrangers qui lui fournissent ses instruments de travail. Après les étoffes ce sont les machines et les métaux qui constituent la plus grande partie des importations indiennes. Il y a dans l'Inde 350 manufactures de coton, à peu près autant d'autres manufactures textiles et des centaines d'autres établissements industriels grands ou petits, et tout leur outillage mécanique, des chaudières aux aiguilles, est importé du dehors. Même une entreprise aussi puissante que l'usine sidérurgique de Tata, à Jaushedpur, qui fabrique des rails et autres articles d'acier n'est pas tout à fait indépendante des importations étrangères. L'absence d'une industrie nationale de construction des machines oblige les fabriques et les usines à payer des prix excessifs pour l'outillage importé et, de plus, les fait constamment dépendre des techniciens étrangers. Il y a dans l'Inde bien peu d'entreprises de quelque importance qui n'aient à leur service des ingénieurs étrangers dont les émoluments sont nécessairement très élevés. Les petites fabriques dont les ressources ne leur permettent pas d'employer des techniciens expérimentés ont de ce fait un rendement très inférieur. Inutile de dire que la cherté de l'outillage et du personnel compétent augmente hors de toute proportion le prix de revient.

Un simple mécanicien du Lancashire obtient dans l'Inde un poste d'ingénieur. Avec un personnel de second ordre, importé de l'étranger, on ne peut s'attendre à un perfectionnement de l'outillage. Loin de les renouveler les fabriques

indiennes emploient des machines, des métiers, des broches, regardés comme périmés dans les autres pays. Alors que dans le Lancashire les perfectionnements techniques permettent à un seul ouvrier de faire marcher huit métiers à tisser, dans l'Inde, la proportion moyenne est de deux métiers par ouvrier. Dans la plupart des fabriques il faut avoir un ouvrier par métier.

Cependant si imparfait qu'il soit, l'outillage de l'industrie indienne lui coûte très cher. D'après les calculs de Miss UTLEY, l'installation d'une filature avec 50.000 broches revient 280 % plus cher qu'au Lancashire. Il faut y ajouter un taux d'intérêts plus élevé sur le capital. A Bombay le capital vaut environ 50 % plus cher qu'à Manchester. L'absence d'industrie mécanique est un obstacle grave pour le développement industriel de l'Inde, et l'industrie du coton souffre le plus de cet inconvénient.

3. MAIN-D'ŒUVRE DÉFECTUEUSE. — On suppose généralement que la main-d'œuvre à bon marché est un grand avantage de l'industrie du coton indienne. Le gain journalier d'un ouvrier indien est en effet de beaucoup inférieur à celui d'un ouvrier anglais. A Bombay où les salaires sont plus élevés que dans les autres centres industriels de l'Inde, un tisserand habile gagne en moyenne 35 roupies (315 francs au pair) par mois, c'est-à-dire pour 260 heures de travail. Un tisserand de Burneley (Lancashire) en gagne autant par semaine de 48 heures. La différence est, certes, frappante. Reste à savoir si elle exerce une influence effective sur le prix de fabrication. Cette question, paradoxale à première vue, est parfaitement justifiée si l'on tient compte de la différence non moins frappante entre la qualité et le rendement du travail dans l'un et dans l'autre pays. Or, si la qualité du travail est infiniment inférieure à Bombay ce n'est certes pas la faute des ouvriers, mais celle des fabricants qui ne se soucient pas d'améliorer l'outillage de leurs

établissements et la préparation professionnelle de leur main-d'œuvre.

Les défauts du travailleur indien sont la conséquence de la pauvreté et d'un système social périmé. Et ces défauts, à leur tour, augmentent la pauvreté du travailleur. Les conditions dans lesquelles il vit sont plus responsables de la mauvaise qualité de son travail que sa prétendue indolence innée dont on parle si souvent.

L'ouvrier indien est prisonnier des coutumes et des règles de caste. Il ne reçoit aucune instruction primaire. Le fatalisme qui lui a été inculqué pendant des siècles lui ôte toute ambition. Ses conditions de logement sont loin d'être satisfaisantes, même au point de vue indien. Les mesures d'hygiène et le contrôle sanitaire n'existent pas pour lui. La misère perpétuelle qu'il voit autour de lui le rend inaccessible à tout espoir d'améliorer son existence. Découragé, il s'adonne à la boisson ou à d'autres habitudes néfastes et n'attache aucune importance à son devoir professionnel. Il gaspille le matériel de la fabrique, il évite le travail difficile. Seules des amendes rigoureuses mettent un terme à son incurie.

4. MAUVAISE QUALITÉ DU COTON. — Une autre raison importante qui s'oppose au progrès de l'industrie cotonnière de l'Inde est que la qualité du coton indien est absolument impropre à la fabrication de fil fin. Le défaut du coton indien est d'avoir des soies extrêmement courtes. Dans les dernières 25 années le Comité Central du coton (Indian Central Cotton Committee) a fait de grands efforts pour en améliorer la qualité. On a pu réaliser un certain progrès, mais il ne suffit pas encore pour permettre de se passer de coton d'Égypte et d'Amérique. La meilleure sorte de coton indien (le carnool-cambodia) a des soies de $7/8$ de pouce, alors que la longueur moyenne des soies égyptiennes est de 1 pouce $1/2$. Même avec le meilleur coton indien on ne peut fabriquer du fil de 35 filaments. Les filatures indiennes se rendent

compte de plus en plus de la nature défectueuse du coton indigène. Il ne pourra être question d'une concurrence efficace avec le Lancashire tant que la qualité du coton indien ne sera pas améliorée. Le coton importé d'Egypte et d'Amérique est imposé à l'entrée d'un droit de 5 %. Dans ces conditions la fabrication de produits fins est à peu près impossible. L'émancipation de l'industrie indienne est étroitement liée à l'amélioration de ses matières premières.

Lorsque, en 1922, on eut imposé un droit de 5 % sur le fil importé, les manufactures indiennes estimèrent qu'il leur était plus avantageux d'acheter leur coton à l'étranger et de le filer dans l'Inde. Depuis ce temps les importations de coton ont augmenté à vue d'œil. En 1927-1928 on en a importé pour 68 millions de roupies. Malgré cela les filatures indiennes ne sont pas encore à même de fabriquer du fil fin. En 1928-1929 elles ont produit 648 millions de livres de fil dont seulement 10 millions de livres de fil au-dessus du numéro 40. En 1931 la production totale s'est élevée à 867 millions de livres dont 27 millions au-dessus du numéro 40.

L'Inde importe jusqu'à ce jour plus de fil fin (au-dessous du numéro 40) qu'elle n'en fabrique elle-même.

CHAPITRE III

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT A L'ÉGARD DE L'INDUSTRIE INDIENNE

A. — La politique douanière

La domination politique d'un pays par un autre attire beaucoup plus l'attention que l'exploitation économique, plus puissante bien que moins palpable, exercée par la nation dirigeante. Or, cette exploitation économique du pays assujéti a toujours été le motif implicite de toutes les conquêtes politiques. Même dans les périodes les plus reculées de l'histoire humaine on trouve à peine une exception à cette formule qui est d'une application universelle. Certes, cet aspect de l'impérialisme était autrefois moins évident qu'il ne l'est aujourd'hui. La gloire personnelle des souverains avides de conquêtes et, souvent, le désir d'expansion religieuse et culturelle ont joué un rôle décisif dans la fondation d'un grand nombre d'empires. A l'époque moderne, tous les autres facteurs sont devenus de simples auxiliaires des visées économiques. Depuis l'avènement de la révolution industrielle les considérations d'ordre économique sont les principaux mobiles dont s'inspirent les gouvernements des pays conquérants. Le système industriel de nos jours exige impérieusement une extension continuelle des débouchés pour les produits manufacturés, des réserves sûres de matières premières, ainsi qu'un champ illimité pour le placement des capitaux disponibles et du surplus de la population. A ce point de vue, la conquête de l'Inde a contribué dans une mesure fort appréciable au développement des industries britanniques et tout particulièrement de l'industrie cotonnière du Lancashire.

L'accusation la plus grave qu'on puisse formuler contre la domination britannique dans l'Inde est, sans nul doute, d'avoir étranglé les industries indigènes et cherché à réduire ce pays à l'état de servitude économique. Avant l'établissement du pouvoir britannique l'Inde était un pays qui non seulement pouvait se suffire à lui-même au point de vue industriel, mais exportait à l'étranger de grandes quantités de produits manufacturés dont l'Angleterre elle-même était un important acheteur. Dans les cent cinquante dernières années le gouvernement britannique a usé de son pouvoir politique pour établir une série de mesures au bénéfice de sa propre industrie et au détriment de l'industrie indienne.

Il en est résulté un conflit perpétuel tel qu'il se produit nécessairement entre les intérêts d'un pays exploiteur et ceux d'un pays exploité. Nous avons vu dans notre premier chapitre par quelles mesures draconiennes on a cherché à interdire l'accès des Iles Britanniques au coton indien afin de protéger les tisserands anglais. Le fait de se vêtir de tissus indiens était passible de punition, leur importation et leur vente en Angleterre considérées comme un délit qui entraînait l'emprisonnement du coupable. Ces mesures de rigueur devaient aboutir à la suppression complète des importations de cotonnades indiennes en Angleterre. D'autre part, on facilitait par tous les moyens l'introduction des produits britanniques dans l'Inde. En moins d'un demi-siècle, la balance commerciale fut complètement renversée : l'Inde cessa d'être exportatrice de coton et devint le débouché le plus important pour les marchandises du Lancashire. Non seulement celles-ci étaient librement importées, mais elles étaient imposées à l'Inde au détriment de l'industrie cotonnière du pays qui, à cette époque, était sur le point de prendre un nouvel essor à base de procédés de fabrication modernes.

Jusqu'à 1860, l'industrie du coton n'avait pas atteint dans l'Inde une importance suffisante pour opposer une con-

currence sérieuse aux marchandises britanniques ; mais peu après cette date, les filatures indiennes se mettent à progresser avec une rapidité surprenante. Vers 1870, le pays comptait vingt filatures avec un demi-million de broches. Les industriels du Lancashire qui, depuis bien des années, avaient entièrement dominé l'immense marché indien, voyaient d'un œil inquiet ce développement de l'industrie cotonnière locale.

Les marchandises britanniques jouissaient d'une situation privilégiée vis-à-vis des importations de divers autres pays étrangers. Ces dernières étaient frappées d'un droit d'entrée de 7 % *ad valorem*, alors que les produits importés d'Angleterre ne payaient que 3 1/2 %. Mais ce privilège même ne paraissait pas suffisant aux filateurs du Lancashire. En janvier 1874, la Chambre de Commerce de Manchester adressa au secrétaire d'Etat pour l'Inde deux mémoires demandant l'abolition immédiate des droits d'importation. Les auteurs de ces mémoires affirmaient qu'un droit d'entrée de 3 1/2 % était une mesure protectionniste qui lésait les intérêts du Lancashire et favorisait l'industrie de filature de l'Inde. « Les droits sur le coton dans l'Inde, disaient-ils, ont pour conséquence de provoquer dans ce pays le développement rapide d'une industrie protégée au détriment du commerce des soussignés. » Pour donner à leur protestation un caractère moral, ils invoquaient aussi les intérêts **du** pauvre consommateur indien. C'est pour le bien du paysan indien que les fabricants du Lancashire réclamaient l'abolition des droits d'entrée sur leurs produits.

A cette époque, la doctrine du libre commerce gagnait du terrain en Angleterre. Pour un pays aussi développé au point de vue industriel que la Grande-Bretagne c'était, sans nul doute, une doctrine bienfaisante. Mais cet évangile de BRIGHT et de COBDEN n'était rien moins que désastreux pour le développement des industries indiennes. D'autre part, une taxation de 3 1/2 % ne pouvait certes être considérée comme une mesure de protection.

Le gouvernement britannique, entièrement acquis aux prétentions du Lancashire, ordonna au gouvernement de l'Inde de supprimer aussi vite que possible les droits en question. L'état des finances indiennes n'était pas de nature à pouvoir se passer du revenu constitué par les droits d'importation sur les cotonnades, mais la sacro-sainte doctrine du libre commerce fut invoquée pour justifier cette infraction aux intérêts de l'Etat. Dans sa dépêche le secrétaire d'Etat pour l'Inde s'exprima en ces termes : « Le Parlement, lorsque son attention sera attirée sur cette question, ne permettra pas que le seul vestige de protectionnisme qui subsiste dans la législation du gouvernement britannique soit une taxe protectionniste qui, dans la mesure où elle agit, est hostile aux intérêts du fabricant anglais et tend à prêter un appui aux fabricants indigènes. Ceci est incompatible avec la politique que le Parlement a sanctionnée après mûre délibération et que le gouvernement de Sa Majesté ne saurait laisser abandonner sans raison spéciale dans aucune partie de l'Empire placée sous son contrôle direct. »

En fait, la démarche des fabricants britanniques en faveur de l'abolition des droits de 3 1/2 % était due à l'importance exagérée qu'on attribuait aux effets d'une taxation aussi faible. La concurrence effective entre les marchandises anglaises et les marchandises indiennes était fort insignifiante. La valeur des marchandises menacées ne dépassait pas 400.000 roupies. Le gouvernement de l'Inde lui-même avait quelques doutes quant à l'efficacité de la suppression d'une taxe qui n'était qu'un élément de revenus.

« On craint, écrivait dans sa dépêche le Vice-Roi, qu'au cours des discussions qui auront lieu on ne mette en avant les intérêts contradictoires de l'Angleterre et de l'Inde ; que le Parlement n'insiste sur l'abrogation des droits de douane et qu'il n'en résulte dans ce pays une irritation inévitable. Il est de notre devoir de considérer la question en tenant compte des intérêts de l'Inde ; nous ne croyons pas que la

suppression des droits d'importation sur les produits de coton soit compatible avec ces intérêts ; nous ne pensons pas non plus qu'elle puisse avoir une grande importance pour les fabricants d'Angleterre. »

Comme le gouvernement britannique insistait sur l'abolition de la taxe, lord NORTHBROOK, Vice-Roi de l'Inde, fit nommer une commission spéciale (Tariff Commission) chargée d'examiner la question en partant des mémoires présentés par le Lancashire. La commission, qui n'était composée que d'Anglais, vint à conclure que les tarifs existants étaient justes et équitables. Après un examen minutieux, le gouvernement de l'Inde promulgua le Tariff Act de 1875 aux termes duquel les droits d'importation étaient maintenus, mais la méthode d'estimation des marchandises modifiée, ce qui diminua les revenus de l'Inde de 90.000 livres sterling par an (1).

Le mémoire anglais mentionnait que les filatures indiennes importaient du coton égyptien et américain pour fabriquer du fil plus fin, et c'est surtout pour cette catégorie de marchandises que les fabricants du Lancashire redoutaient la concurrence de l'industrie indienne. Pour donner suite à cette réclamation, le coton importé d'Egypte et d'Amérique fut frappé d'une taxe spéciale de 5 % *ad valorem*. Cette mesure porta un coup cruel à l'industrie cotonnière de l'Inde. Les filatures de Bombay se trouvèrent dans l'impossibilité de tenir tête à la concurrence des marchandises du Lancashire. C'était évidemment un acte d'immense injustice à l'égard de l'industrie indienne. Le Vice-Roi y fut sensible. Il protesta énergiquement contre cette mesure législative imposée au gouvernement de l'Inde par le gouvernement anglais lequel, pratiquement, ne faisait qu'obéir aux industriels du Lancashire. Mais l'avis du Secrétaire d'Etat de l'Inde, lord SALISBURY, l'emporta sur celui du Vice-Roi. Celui-ci dut

1. *Times*. London, 6 septembre 1875.

laisser agir l'influence toute-puissante du Lancashire aux yeux duquel les intérêts de son industrie primaient tous les autres. Le Vice-Roi n'y put rien ; il donna sa démission pour protester contre cette injustice flagrante. La vice-royauté des Indes fut confiée à lord LYTTON, impérialiste avéré et partisan de l'abolition immédiate de tous les droits d'entrée sur les produits britanniques importés dans l'Inde. Cependant, la famine de 1877 avait considérablement réduit les revenus du pays, on jugea donc indispensable de maintenir les taxes d'importation à titre de mesure financière. Mais en 1882, lorsque la situation fut redevenue normale, tous les droits d'entrée sur les marchandises anglaises furent abrogés.

Désormais les manufacturiers britanniques étaient libres d'exploiter un marché immense. Pendant dix ans ils n'eurent à payer aux Indes aucun droit d'importation.

L'année 1894 marque dans l'histoire des tarifs indiens une nouvelle page d'âpres conflits. En cette année, on suspendit la libre frappe de la roupie, monnaie d'argent au titre légal, qui resta cependant la monnaie officielle. Les financiers et les économistes indiens protestèrent énergiquement contre une politique qui tendait à provoquer un déséquilibre entre la roupie et sa valeur-or. Or, cette innovation eut pour conséquence naturelle de réduire la valeur de la roupie, vis-à-vis de la livre sterling. Comme le gouvernement de l'Inde avait à payer tous les ans des sommes importantes de *home-charges* (1), il en résulta pour lui une crise financière très grave. Le seul moyen de parer au déficit de son budget était de recourir à une taxation générale des importations. Or, les produits de coton ont toujours constitué la majeure partie des importations indiennes. C'est pourquoi le gouvernement

1. On appelle *home-charges*, la somme que le Gouvernement de l'Inde verse annuellement à Londres pour payer les traitements, les pensions et les frais d'entretien de l'India Office. Cette somme qui représente près d'un tiers de tout le budget indien (en 1931, elle s'est élevée à 31 millions de livres sterling) comprend les intérêts des dettes publiques de l'Inde.

de l'Inde se vit obligé de frapper ces produits d'une taxe modique de 5 % *ad valorem*. Mais l'influence du Lancashire, qui avait déjà imposé sa contrainte au gouvernement de l'Inde, s'opposa, une fois encore à toutes les mesures susceptibles de restreindre la libre importation des marchandises britanniques. Il était évident qu'une taxe de 5 % ne pouvait d'aucune manière constituer un danger pour le commerce du Lancashire. Cependant les industriels anglais eurent de nouveau gain de cause.

Alors que toutes les marchandises importées étaient imposées au taux général de 5 %, le Secrétaire d'Etat obéissant au doigt et à l'œil aux commerçants de Manchester, se refusa à admettre la moindre taxation des produits de coton. Aucun arguments ne saurait justifier cette politique du gouvernement britannique intervenant dans la politique financière et fiscale de l'Inde. Le gouvernement n'a jamais hésité à user de son pouvoir politique pour écraser l'industrie indigène. En particulier lorsque les intérêts du Lancashire étaient en jeu, l'Angleterre ne se bornait pas à poursuivre une politique meurtrière à l'égard de la jeune industrie cotonnière de Bombay, mais ne tenait non plus aucun compte des nécessités financières et budgétaires du gouvernement indien.

Les années 1894 et 1895 ont été marquées dans l'Inde par de graves difficultés financières. Pour diverses raisons les revenus du gouvernement avaient considérablement baissé et la dépréciation de la roupie avait compliqué la situation. Le gouvernement de l'Inde se trouva donc dans un embarras extrême. Toutes les sources possibles de revenu étaient épuisées. Il ne restait qu'un seul article d'importation qui pût fournir les ressources indispensables : les produits de coton. Le gouvernement de l'Inde fit par conséquent une nouvelle démarche auprès du gouvernement britannique en vue d'étendre à ces produits la taxe d'importation de 5 %. Mais le Secrétaire d'Etat prit de nouveau la défense des intérêts du Lancashire. Il prétendit que toute imposition des cotons

ferait tort à l'industrie anglaise et que la taxe en question serait une mesure protectionniste en faveur de l'industrie cotonnière de l'Inde. Cependant, comme il n'y avait pas d'autre moyen d'équilibrer le budget, le Secrétaire d'Etat soumit de son côté un projet qui devait augmenter les revenus du gouvernement sans léser le commerce de Manchester dans l'Inde. Il proposa notamment que les cotons importés dans ce pays fussent assujettis à la taxe de 5 %, mais à condition que tout le produit des filatures indiennes fût frappé, à titre de réciprocité, d'un impôt de 5 %. Cette taxe imposée aux fabriques indigènes est connue sous le nom de « droit d'accise » (excise duty). Les économistes indiens la considèrent comme un acte de pure violence, commis par la nation dirigeante pour imposer ses marchandises à la nation assujettie et en détruire de ce fait l'industrie.

Le gouvernement de l'Inde s'empressa d'accepter une telle solution. Aux termes de la nouvelle loi, une taxe d'importation de 5 % devait être imposée sur les marchandises à la pièce, une taxe de 3 1/2 % sur le coton filé et un droit d'accise de 3 1/2 % sur tout le fil de coton au-dessus du n° 24.

La limite établie pour la qualité du coton filé avait sa raison d'être : les tissus fabriqués avec du fil plus gros que le n° 24 étaient au-dessous de la concurrence des manufactures anglaises. Le gouvernement voulait avant tout assurer le marché indien aux produits anglais de qualité plus fine. Le résultat de cette mesure se fait encore sentir de nos jours : les filatures indiennes sont incapables de fabriquer du fil fin, c'est-à-dire au-dessus du n° 40, et le commerce de ce dernier reste dans l'Inde le monopole des filateurs du Lancashire.

Cependant, le projet élaboré par les fonctionnaires anglais et qui lésait de la façon la plus grave les intérêts indiens, ne pouvait satisfaire les industriels britanniques, ni le Secrétaire d'Etat pour l'Inde, leur porte-parole. Ce dernier rejeta le projet et en fit aggraver les termes : le droit d'accise devait être porté à 5 % au lieu d'être à 3 1/2 % et le numéro limite

du coton filé fixé à 20 et non à 24 comme l'avait proposé le gouvernement de l'Inde.

Cette loi entra en vigueur au commencement de 1895. L'opinion publique de l'Inde était profondément hostile à cette façon d'imposer aux consommateurs du pays les marchandises anglaises. Cependant la cupidité des industriels du Lancashire était trop grande pour que cette mesure même réussit à les satisfaire. Leurs prétentions et leurs griefs semblaient inépuisables. Depuis que la loi avait établi une distinction entre les cotons filés plus fins et plus gros, le marché indien, affirmaient-ils, marquait une préférence pour les tissus plus grossiers. Le débit des marchandises britanniques s'en trouverait réduit. Les gens du Lancashire suggéraient aussi que le droit d'accise sur le fil devrait être remplacé par un droit analogue sur les tissus de coton, car la taxe sur le fil avait moins d'effet sur le prix de fabrication global que n'aurait la même taxe imposée sur le tissu même. Or, comme il était pratiquement impossible de distinguer avec précision le numéro du fil tissé, il était indispensable d'étendre le droit d'accise à toutes les sortes de cotonnades tissées dans les ateliers indiens.

Une fois de plus le gouvernement de l'Inde sacrifia les intérêts de l'industrie cotonnière du pays pour satisfaire jusque dans les détails à toutes les exigences des fabricants du Lancashire. Un droit d'accise de 5 % fut perçu sur toutes les marchandises fabriquées dans l'Inde. Au bout d'un an, lorsque les industriels anglais se furent persuadés qu'ils pouvaient rester maîtres du marché indien même avec un droit d'accise moins lourd, ils recommandèrent au gouvernement de l'Inde de réduire ce droit à 3 1/2 %. Cette mesure ne fut prise que pour stimuler d'une façon générale le débit des produits de coton en permettant d'en réduire les prix de vente.

Pendant trente ans le droit d'accise fit l'objet d'âpres polémiques dans la presse et dans les réunions publiques. Ce grief économique ne tarda pas de prendre l'allure d'une ques-

tion politique. L'Inde y vit l'expression la plus éloquente de la cupidité de ses dirigeants. Les hommes politiques et les industriels s'aperçurent qu'ils avaient un ennemi commun à combattre. Aux yeux des économistes et des publicistes indiens, le droit d'accise est un acte d'injustice flagrante commis par la nation exploitante à l'égard de sa victime. Ils estiment que rien ne peut le justifier, mais pour eux l'explication en est fort simple : le peuple assujetti doit être exploité et il ne ferait que perdre son temps à vouloir démontrer l'injustice de ses maîtres.

La commission fiscale nommée par le gouvernement en 1921 a recommandé l'abolition immédiate des droits d'accise. La réforme du gouvernement de l'Inde, réalisée en 1919, avait accordé au peuple indien une certaine autonomie fiscale. Il devint donc impossible de maintenir la taxe en question. Elle fut définitivement abrogée en décembre 1925. Ce fut la fin d'un chapitre d'histoire rempli de controverses amères et dont les générations futures garderont un pénible souvenir.

B. — La politique monétaire du Gouvernement et son influence sur l'industrie indienne du coton

Le problème du change et de la politique monétaire rappelle de très près celui des tarifs douaniers. Ici encore la ligne de conduite du gouvernement fut de nature à disposer contre lui l'opinion publique de l'Inde. Mais alors que depuis la guerre le gouvernement a décidément changé d'attitude dans la question des tarifs et que l'adoption d'une politique franchement protectionniste ait calmé le mécontentement des fabricants indiens, les questions du change et de la monnaie sont devenues au contraire plus vexatoires qu'elles ne l'étaient avant la guerre, lorsque l'Inde ne connaissait pas encore d'autonomie fiscale. La politique monétaire a eu une grande influence sur l'industrie indienne du coton et en a certainement ralenti le développement.

Ses premiers effets dans ce sens remontent à 1893. Depuis 1870 les fabriques indiennes se développaient d'une façon continue. Non seulement elles avaient conquis sur les Anglais une certaine partie du marché intérieur mais elles s'étaient assuré des débouchés considérables dans les pays voisins et notamment en Chine. Vers 1890 les manufactures de Bombay envoyaient dans ce dernier pays environ 200 millions de yards d'étoffes. Le monométallisme qui existait dans les deux pays (l'argent seul, étant admis dans l'un et dans l'autre) facilitait leur commerce. Mais cette situation ne dura pas longtemps et l'exportation des produits indiens pour la Chine commença bientôt à baisser.

Vers la fin du xix^e siècle le prix-or de l'argent diminua rapidement. Le change devint donc extrêmement défavorable aux pays dont le système monométalliste n'admettait que l'argent.

Le gouvernement de l'Inde ayant à verser à Londres des sommes importantes en livres-or, destinées à payer les home-charges (1), son équilibre financier s'en trouva gravement menacé. Une commission fut nommée, chargée d'étudier la question de la monnaie indienne. Elle proposa la suspension de la frappe libre de la roupie et la fixation du taux de change à 15 roupies la livre sterling. Ces propositions furent acceptées et mises en vigueur en 1894 (2). La valeur de la roupie, par rapport à l'or, était diminuée, mais du moment que la loi fixait le change extérieur à 15 roupies la livre sterling, les produits indiens se mirent à perdre leurs débouchés étrangers.

L'opinion publique de l'Inde est unanime et persistante

1. Voir *supra*, p. 44.

2. Jusqu'à 1893, la frappe de la roupie fut *libre et gratuite*. N'importe qui pouvait apporter à la Monnaie une quantité déterminée d'argent fin et faire frapper des roupies. Ce système ne cessait d'affecter l'équilibre entre la valeur-argent de la roupie et la valeur de l'or. La roupie était une monnaie légale, avec un change automatiquement établi vis-à-vis des pays à étalon-or.

en ce qui concerne l'établissement de la monnaie-or. L'Inde en a besoin. Actuellement la situation singulière de la roupie ne se prête pas à lui assurer une stabilité de change. La roupie est une monnaie d'argent pesant 180 troys, mais ne contenant que 165 troys d'argent. C'est la monnaie légale sans limites. Dans l'Inde elle tient lieu d'étalon, bien qu'elle ne soit qu'une monnaie conventionnelle, sa valeur intrinsèque ne répondant qu'à la moitié environ de sa valeur nominale. Au change extérieur sa valeur est fixée à 18 pence. Quelle que soit sa valeur à l'intérieur du pays le gouvernement de l'Inde est tenu à payer 18 pence chaque roupie envoyée à l'étranger. Ce système qui consiste à maintenir artificiellement la roupie à un taux fixé, sans tenir compte des fluctuations commerciales, s'appelle « Sterling Exchange Standard ».

Le changement introduit dans le système monétaire et dans le change de l'Inde par la loi de 1893, a provoqué un vif mécontentement dans les milieux financiers et industriels du pays. En 1899, le gouvernement de l'Inde nomma une nouvelle commission qui se prononça nettement pour l'établissement d'une monnaie-or. Le gouvernement de l'Inde, de son côté, était convaincu que cette mesure était particulièrement apte à stabiliser le change avec l'étranger. Mais le Secrétaire d'Etat pour l'Inde s'y opposa. Il était en ceci parfaitement logique, du moins au point de vue du gouvernement britannique. Si l'Inde adoptait la monnaie-or, son « fond de réserve du change-or » (gold exchange reserve fund), toujours conservé à Londres, irait dans l'Inde et le crédit de l'Angleterre s'en ressentirait. En 1913 et 1920 deux nouvelles commissions furent chargées de réexaminer la question (1). Le Comité BABINGTON SMITH, en 1920, a formulé une remarque très significative, d'où il ressort qu'en déterminant le

1. En 1913, la Commission présidée par Sir Austin CHAMBERLAIN ; en 1920, le Comité présidé par M. Babington SMITH.

taux de change de la roupie, le gouvernement britannique considère en premier lieu les intérêts de la Grande-Bretagne, fût-ce au détriments des intérêts indiens (1) :

« Dans l'intérêt de l'empire britannique il est désirable que le système monétaire de l'Inde soit tel qu'il facilite et stimule les échanges commerciaux à l'intérieur de l'empire plutôt qu'en dehors de l'empire et, ajoutons-nous (il est désirable) de retenir dans le cycle de l'empire britannique les finances du commerce indien. »

L'année 1919-1920 marque une date mémorable dans l'histoire du change indien. Le gouvernement essaya de maintenir la roupie au prix de 2 shillings. Cette tentative causa aux banquiers indiens une perte de 350 millions de roupies, rien que sur le change (2). Le taux officiel de la roupie était de 2 shillings bien qu'elle ne valût à Londres que 16 pence. Finalement, en 1925, lorsque l'Angleterre eut adapté la livre à sa valeur-or, une nouvelle commission présidée par HILTON YOUNG fut chargée d'étudier les questions du change et de la monnaie de l'Inde et de formuler des projets en vue d'en améliorer la stabilité. Cette commission est la plus importante de toutes celles qui avaient procédé à des enquêtes analogues, non seulement parce que son rapport a exercé une très grande influence sur le commerce et l'industrie de l'Inde, mais aussi parce qu'elle a donné lieu à de violentes controverses ; aujourd'hui encore certaines propositions de cette commission sont âprement discutées. Si les financiers de Bombay soutiennent l'agitation anti-britannique dont le Congrès National s'est fait le porte-parole, une des principales raisons de leur attitude est le mécontentement provoqué par la politique monétaire du gouvernement en 1926-1927.

La Commission HILTON YOUNG a formulé trois propositions principales :

1. Babington Smith Committee Report, § 56. Cité d'après LEROI, *La politique monétaire anglaise dans l'Inde*, p. 72.

2. *Vidyapith*, 1931, n° 9, p. 119.

1^o Substitution d'un étalon-or (sans monnaie-or courante) à l'étalon de change sterling.

2^o Fixation de la roupie à 18 pence au lieu de 16 pence qui en a été le taux invariable depuis 1893.

3^o Etablissement d'une Banque de Réserve en vue de la libre conversion de la roupie en or au taux fixé (400 onces d'or pour 22.650 roupies).

La première et la dernière de ces trois propositions n'ont pas encore été réalisées (1). La controverse porte donc sur la fixation de la roupie à 18 pence puisque ce point seul du rapport a été en toute hâte érigé en loi malgré l'opposition du pays entier. Il semble étrange que cette mesure ait provoqué des protestations unanimes : un taux de change plus élevé n'est pas nécessairement contraire aux intérêts de toute la population de l'Inde. Mais il existe deux raisons pour lesquelles le pays entier tient si obstinément à la roupie à 16 pence au lieu de 18 pence. D'abord l'expérience des dernières années a montré que le taux « naturel », c'est-à-dire automatiquement adapté au mouvement commercial, était de 16 pence. Le gouvernement a essayé à plusieurs reprises d'élever le taux de change afin de trouver dans l'Inde un marché favorable. Le public indien est hostile à toutes les tentatives de modifier le taux de change naturel. L'opinion publique est devenue à tel point susceptible dans cette matière, qu'elle soupçonne quelque intrigue ténébreuse chaque fois que le gouvernement cherche à fixer le taux du change, même lorsqu'il veut le faire dans les meilleures intentions et sans nulle arrière-pensée.

En deuxième lieu l'augmentation du taux de change de 16 à 18 pence implique pour les manufacturiers indiens une concurrence plus difficile. Le prix des marchandises britan-

1. Aussi longtemps que la livre était appariée à l'or il n'y avait aucune différence entre l'étalon-or et l'étalon sterling. Mais depuis le 22 septembre 1931, la roupie est appariée au « sterling » et non à l'or.

niques dans l'Inde diminue de 12,5 %. Les manufactures de coton ont été particulièrement atteintes par cette mesure. Jusqu'en 1927, date à laquelle le nouveau taux entra en vigueur, les cotonnades anglaises ne payaient que 11 % de droit d'importation. En raison du change favorable, non seulement l'effet de cette imposition était en quelque sorte annulé, mais les produits du Lancashire bénéficiaient encore d'une différence de 1,5 % en leur faveur. Ces conséquences du change auraient complètement ruiné l'industrie du coton, si les droits d'importation n'avaient été portés à 20 % pour les produits britanniques, à 25 % pour les autres. De plus le mouvement du boycott communiqua un essor vigoureux à l'industrie nationale.

Au point de vue du consommateur un change plus élevé aurait dû être considéré comme une mesure favorable : on pouvait désormais acheter à meilleur compte les marchandises importées de l'étranger. Cette mesure ne lèse pas non plus les intérêts des producteurs des matières premières, puisque ces producteurs jouissent en fait d'un monopole presque absolu en ce qui concerne leurs principaux produits, tels que thé, riz, jute, etc. Au contraire, ils tirent un avantage d'un change plus élevé. Ainsi donc, à l'exception d'un petit nombre de fabricants et tout particulièrement des fabricants de coton, le pays entier aurait dû faire au nouveau change un accueil favorable. Mais il n'existe pas dans l'Inde de véritable opinion publique, fondée sur les intérêts économiques des masses. Ce sont toujours les fabricants indiens qui communiquent au public leur propre point de vue. Les économistes, les journalistes, les hommes politiques sont les instruments dociles de cette propagande. Le nationalisme pousse même les éléments pensants de la population à se rallier à la doctrine du protectionisme exercé sous toutes ses formes en faveur des fabricants indigènes. Bref, la conséquence naturelle d'un régime étranger est que le point de vue du producteur est malheureusement un point de vue « national ».

Quant à la déviation de la livre de sa valeur-or elle ne trouble en rien le marché cotonnier de l'Inde. Puisque la roupie est appariée au sterling et non à un étalon-or, la situation demeure sans changement en ce qui concerne les marchandises britanniques. Le Japon, cet autre grand fournisseur des cotonnades s'est également écarté de l'étalon-or ; dès lors il lui est indifférent que l'Inde en ait fait autant. Les importations, d'ailleurs insignifiantes, de l'Italie et de la Tchécoslovaquie auront plus de difficulté à se maintenir dans l'Inde et y perdront probablement au cours de cette année une certaine partie du marché.

CHAPITRE IV

A. — Le rôle de la Grande-Bretagne dans l'industrie mondiale du coton.

Jusqu'au commencement de la guerre mondiale la Grande-Bretagne occupait la première place dans toutes les principales industries de base à l'exception des industries du naphte et du caoutchouc, dans lesquelles cependant, les capitaux britanniques jouaient également un rôle important. Moins de vingt ans se sont écoulés depuis la date fatidique de 1914 et déjà l'Angleterre se voit échapper cette suprématie naguère incontestée. Dans les industries du charbon, du fer, de l'acier, du naphte et du caoutchouc, comme dans la construction des machines et des navires elle se trouve supplantée par son rival, les Etats-Unis d'Amérique. Outre les industries extractives, la Grande-Bretagne détenait virtuellement le monopole d'un grand nombre d'industries manufacturières, et notamment de l'industrie du coton. Plus de 80 % des produits du coton exportés dans tous les marchés du monde provenaient des manufactures britanniques. D'autres pays, tels que l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, l'Inde, la Russie, la Belgique et la Suisse possédaient aussi, il est vrai, des industries cotonnières d'une certaine importance. Mais aucun d'eux n'exportait de produits de coton en quantités appréciables. Le débit de leurs manufactures était presque entièrement réservé aux marchés intérieurs. Aujourd'hui encore, ces huit pays, bien que possédant 40 % de toutes les filatures du monde, n'occupent qu'une place insignifiante dans le commerce d'exportation des produits de coton.

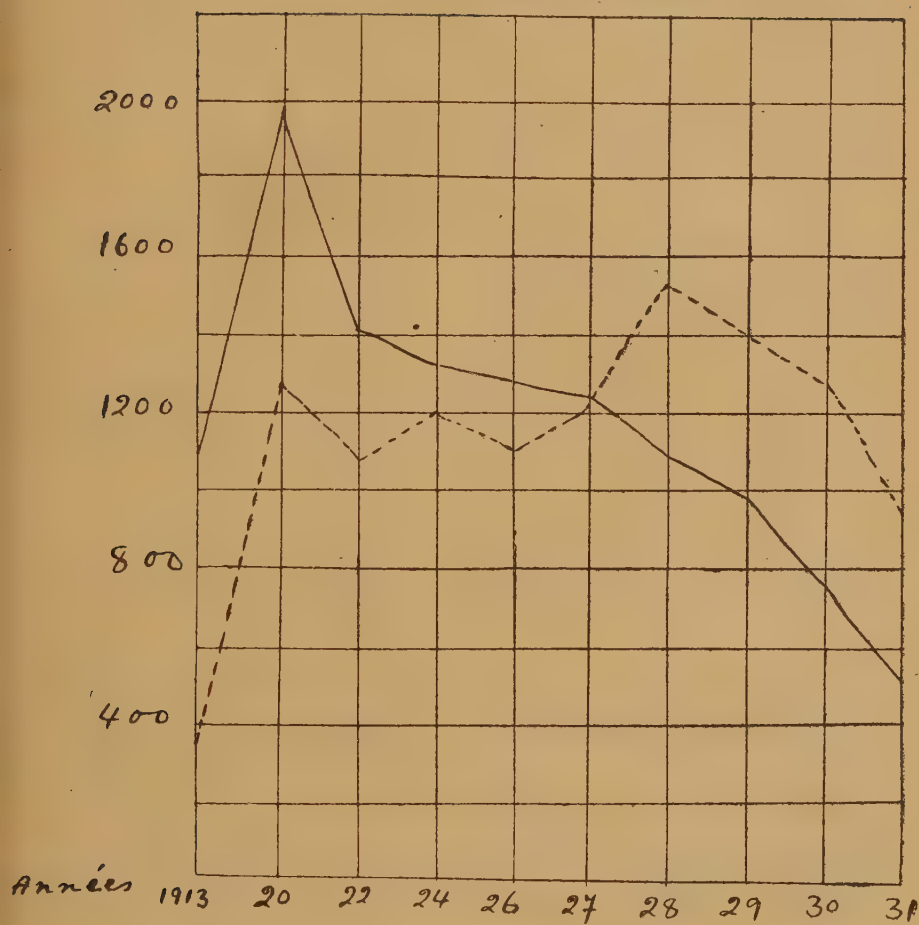
En 1913, la Grande-Bretagne avait exporté 89 % du pro-

duit de ses manufactures ; en 1924, ce chiffre est tombé à 86 % et en 1930 à 80 %. En d'autres termes, le chiffre de ses exportations baisse d'une façon continue et la part relative de la consommation intérieure augmente à l'avenant, ce qui, cependant, n'implique pas une augmentation appréciable de la quantité globale des marchandises fabriquées. D'autre part étant donné que dans les dix années, 1920-1930, la production des cotons dans le monde entier a augmenté de 13 %, on peut dire que la place de la Grande-Bretagne sur le marché mondial s'est réduite dans des proportions encore plus grandes que ne l'indiquent les chiffres relatifs à ses exportations.

Malgré cette baisse rapide déterminée par les conditions d'après-guerre, l'industrie du coton tient aujourd'hui encore une place très importante dans la vie économique de la Grande-Bretagne. Dans le monde entier, tout en gardant encore sa place de premier rang, cette industrie britannique a beaucoup perdu de sa prédominance d'avant-guerre. Examinons, par exemple, le nombre des broches dans les principaux pays concurrents. A la fin du xix^e siècle, en prenant comme moyenne les chiffres de 1895-1899, la Grande-Bretagne possédait plus de broches que tous les autres pays pris ensemble. En 1929, elle en possède 56 millions sur les 166 millions qu'on en compte dans le monde entier. Malgré cette immense réduction relative, les filatures britanniques demeurent encore les plus importantes du monde. Certes il leur est impossible d'utiliser toutes les broches dont elles disposent ; cependant l'Angleterre conserve à présent un immense avantage qui protège son industrie en lui assurant plus d'importance que ne semblent l'indiquer les chiffres en question : c'est que, de tous les pays du monde elle fabrique la plus grande proportion de fil fin. Sur ce domaine, bien des dizaines d'années devront passer avant qu'aucun pays du monde réussisse à l'emporter sur le Lancashire.

Le trait le plus marquant de la période d'après-guerre en

(en millions de roupies).



LA RÉPARTITION DE L'IMPORTATION DES INDES.

La part de l'Angleterre : —————

La part des autres pays : - - - - -

(Or et argent non compris).

ce qui concerne l'industrie du coton, est la hausse de la production et du rendement au Japon, dans l'Inde et en Chine, qui s'accuse au détriment de l'industrie britannique. Le tableau ci-dessous montre le mouvement progressif de l'industrie du coton dont le centre de gravité se déplace de l'Ouest à l'Est, en d'autres termes, des pays manufacturiers vers les pays consommateurs. L'exemple du Japon, lequel, d'ailleurs, est devenu dès à présent un pays exportateur plutôt que consommateur, fait ressortir de plus en plus cette tendance vers le développement de la production nationale, susceptible de satisfaire par elle-même aux besoins du pays.

MOUVEMENT DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE VERS L'ASIE.

Années	Indes, Japon et Chine		Europe	
	Broches en millions	Métiers en mille	Broches en millions	Métiers en mille
1900	6,2	46	—	—
1913	8,6	137	99,5	1.758
1920	11,1	185	101,2	1.775
1925	16,4	241	104,5	1.789
1930	19,6	283	103,8	1.813
Augmentation de 1900 à 1930			Augmentation de 1913 à 1930	
	216 %	515 %	3,9 %	3 %

Ces chiffres, témoins éloquentes du développement rapide de l'industrie cotonnière de l'Extrême-Orient, ne suffisent pas, cependant, à donner une idée exacte de l'importance réelle de cette rivale du Lancashire. En Chine et au Japon toutes les machines disponibles sont continuellement actives, fonctionnant pendant 20 à 22 heures par jour ; dans l'Inde, aucune machine ne chôme et la semaine de travail est de 60 heures.

Il convient de noter que la dépression de l'industrie cotonnière dans les autres pays européens n'a pas la même gravité qu'au Lancashire. Au contraire, la plupart d'entre-eux augmentent continuellement le nombre de leurs broches. Seule l'Allemagne en a aujourd'hui moins qu'elle n'en avait

en 1913 et c'est seulement en raison du fait que les broches alsaciennes ont passé dans la statistique française (1). Le développement de l'industrie cotonnière depuis la guerre est dû dans les pays du continent européen, à l'état de leurs marchés respectifs. Avant la guerre la Grande-Bretagne fournissait à ces pays, les Etats balkaniques non compris, 390 millions de yards de coton ; en 1930, ce chiffre est tombé à 210 millions et encore cette baisse est-elle relativement moins forte que la baisse générale des exportations sur les marchés du monde entier. C'est que l'Angleterre envoie sur le continent européen des cotons de qualités les plus fines dont il est difficile de se passer. D'autre part, en même temps qu'ils réduisent leurs importations, les pays européens, notamment l'Italie, la Tchécoslovaquie, la France et la Belgique, augmentent leur commerce d'exportation. L'Italie et la Tchécoslovaquie font une concurrence efficace aux marchandises britanniques dans l'Inde, en Egypte, en Afrique du Nord, en Amérique du Sud, dans le proche Orient et en Asie centrale. La France les a presque entièrement supplantées en Algérie et au Maroc. Dans les Pays balkaniques, dans le proche Orient et en Asie centrale les cotons britanniques ont perdu en ces vingt dernières années environ 75 % de leur débit.

La valeur relative de pièces de coton exportées par les principaux pays a été calculée ainsi que suit par le Bureau statistique du commerce de coton auprès de la Chambre de Commerce de Manchester.

	Angleterre	Japon	France	Etats-Unis	Italie	Tchécoslovaquie
	%	%	%	%	%	%
1924	54,6	10,8	7,40	6,3	5,9	4
1929	44,20	17,5	7,2	7	6,2	4,7

La part de la Grande-Bretagne a sensiblement diminué dans les deux dernières années. Nous ne possédons pas les

1. L'Alsace compte à présent 1,9 million de broches à filer et à retordre.

chiffres relatifs au commerce du coton mondial en 1931, mais en ce qui concerne la Grande-Bretagne il n'est pas difficile de se rendre compte qu'elle perd de plus en plus sa suprématie dans ce domaine. En 1929 elle assurait 44 % de toutes les exportations de coton, pour une valeur globale de 136 millions de livres sterling ; en 1931 ce dernier chiffre est tombé à 56 millions. Ce simple fait permet de juger à quel point l'Angleterre a perdu du terrain sur le marché mondial des produits de coton.

B. — La place des cotonnades dans le commerce de la Grande-Bretagne

Bien que la suprématie de la Grande-Bretagne dans le domaine du commerce extérieur soit de nos jours sérieusement disputée par d'autres nations rivales, on ne saurait contester que pendant les 150 dernières années ce pays ait gardé sur le marché mondial une position prépondérante. Il est vrai que certains pays plus petits, tels que le Canada, le Danemark, la Hollande, etc., ont un commerce d'exportation plus important *per capita* que celui de la Grande-Bretagne ; cependant, aujourd'hui encore, celle-ci devance de beaucoup tous ses véritables adversaires politiques et commerciaux, les Etats-Unis d'Amérique exceptés.

Les chiffres suivants définissent la place du commerce extérieur de l'Angleterre dans le commerce mondial de 1927 (1).

Pays	Commerce per capita en £	Volume en millions de £	% d'exportation mondiale des prod. manufacturés (1925)
Etats-Unis	15,4	1.836	15,8
Grande-Bretagne	42,1	1.805	25,5
Allemagne (2)	19,9	1.192	14,7
France	21,7	873	11,4
Canada	49,1	483	»
Japon	6,5	401	4,0
Inde	1,2	429	2,7

1. *Encyclopaedia Britannica*, 14^e édition, 1929.

2. Sans compter les prestations en nature.

Les Etats-Unis, le plus grand rival de la Grande-Bretagne dans tous les domaines, devraient avoir un commerce d'exportation trois fois plus grand pour pouvoir égaler celui *per capita* de l'Angleterre. D'autres grandes puissances, telles que la France, l'Allemagne et le Japon, dont le commerce d'exportation est bien inférieur, auront un long chemin à parcourir avant de pouvoir rejoindre ce rival heureux.

Dans l'exportation étendue de la Grande-Bretagne les cotonnades occupent une place prépondérante. En fait, le coton est l'élément fondamental de son industrie et constitue l'article le plus important de son commerce extérieur. En ce qui concerne le nombre des employés et le chiffre de rendement, l'industrie cotonnière ne peut entrer en comparaison qu'avec des organismes aussi vastes que ceux des industries du fer, de l'acier, et des industries mécaniques. Elle n'a pas de rivale en ce qui concerne la part qu'elle prend au commerce extérieur.

Avec de légères variations de temps à autre, les cotonnades britanniques ont conservé cette prépondérance dans le commerce d'exportation tout entier : dans les vingt dernières années, les cotonnades ont formé invariablement le quart des exportations, ce chiffre s'est élevé à 32 % en 1918 ; il est tombé à 18,5 % en 1929, chiffre le plus bas qui ait été constaté.

PLACE DU COTON DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR
DE LA GRANDE-BRETAGNE.

(D'après les chiffres officiels du *Board of Trade* en millions de livres sterling.)

Années	Importation nette			Export. des produits britanniques		
	Total	Coton brut	% du coton brut	Total	Cotonnades	% des cotonnades
1907	554	60	11	426	110	26
1910	574	62	11	430	106	25
1913	659	62	9	525	127	24
1918	1.285	150	12	501	158	32
1920	1.701	113	13	1.334	401	30
1925	1.167	115	10	773	199	26
1929	1.320	126	9	729	135	18,5
1930	1.043	81	8	656	87	13,5
1931	862	—	—	453	56	12,5

L'importance de l'industrie cotonnière de l'Angleterre repose entièrement sur l'exportation à l'étranger. On a calculé que, dans la production hebdomadaire du Lancashire, le rendement d'une seule journée suffisait à la consommation intérieure. Faute de chiffres exacts, il est difficile d'estimer l'importance relative du commerce intérieur et extérieur. D'après les données du recensement de la production en 1924, on estime que 85 % de toutes les cotonnades fabriquées sont exportées et le reste consommé à l'intérieur du pays. En 1907, cette proportion était de 89 %. Il semble donc que, relativement, la part des exportations n'ait que très peu diminué. Ceci indique clairement que la consommation des cotonnades dans les Iles Britanniques est en fait plus importante qu'elle ne l'était en 1907. Mais en dehors de l'accroissement de la population, une hausse de la consommation intérieure des cotonnades est peu probable. On peut donc affirmer que l'avenir de l'industrie du coton britannique repose entièrement sur la faculté de la Grande-Bretagne de garder ses marchés à l'étranger.

C. — Importance de l'Inde parmi les marchés cotonniers de la Grande-Bretagne

L'Inde est un vaste pays avec une population de 350 millions d'habitants. Ses ressources sont énormes, ses industries peu développées. On comprend donc que l'Inde soit pour la Grande-Bretagne d'une importance capitale, et comme fournisseur de matières premières et comme consommateur de ses produits manufacturés. Bien que le monopole des manufacturiers britanniques décline régulièrement d'une année à l'autre, ils sont cependant dans une situation bien supérieure à celle de leurs concurrents. En 1913, la Grande-Bretagne fournissait 66 % des marchandises importées dans l'Inde. En 1930, ce chiffre est tombé à 37 %. Mais le total des importations aux Indes ayant augmenté, cette baisse n'est que rela-

tive. Fort au-dessous de la Grande-Bretagne se placent dans la liste des fournisseurs de l'Inde les Etats-Unis dont l'apport se maintient régulièrement, aussi bien dans les périodes de prospérité et dans celles de crise économique, entre 7 % et 9 %.

PART RESPECTIVE DES PRINCIPAUX PAYS DANS LE COMMERCE
D'IMPORTATION DE L'INDE.

Années	Grande-Bretagne	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France
—	—	—	—	—	—
	%	%	%	%	%
1921-22	57	8	5	3	1,4
1930-31	37	9	9	7	1,5

Dans un pays tropical comme l'Inde où le minimum de subsistance est extrêmement bas, les seuls produits industriels qui puissent trouver des débouchés sont les cotonnades. En partie en raison du soleil perpétuel et de la chaleur, en partie à cause de la pauvreté, 50 % de la population de l'Inde ne se couvrent que dans la mesure strictement indispensable. Le reste de la population, qui est à même de s'habiller convenablement, achète des cotonnades. Seule une partie très insignifiante de la vaste population a les moyens de ne pas se contenter de deux maigres repas par jour et d'une dizaine de mètres d'étoffe autour des hanches. Ainsi, après les aliments, les cotonnades sont naturellement l'élément qui répond au besoin le plus important de l'Inde. Les fabriques et les métiers manuels de l'Inde fournissent environ 68 % de ses cotonnades ; les 32 % qu'elle achète à l'extérieur forment la majeure partie de ses importations.

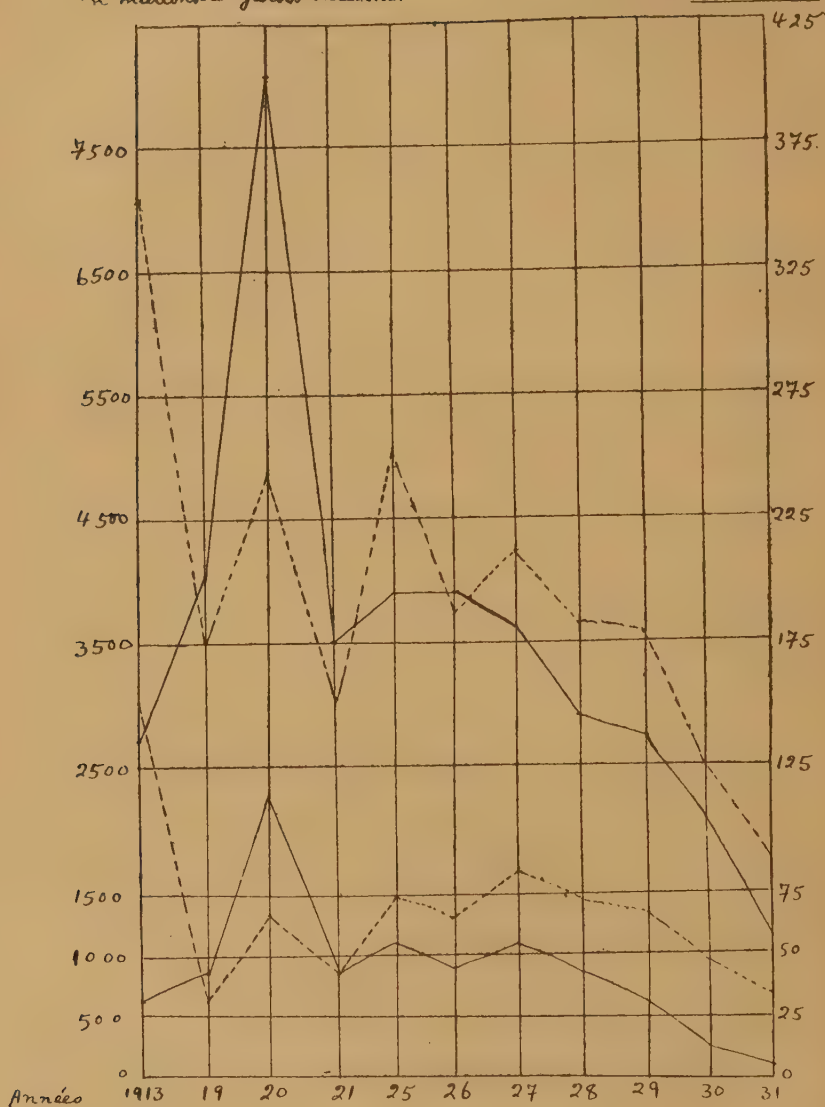
Le tableau suivant montre la part prépondérante des cotonnades dans les importations de l'Inde :

(En millions de roupies.)

	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32
Importation totale...	2.310	2.490	2.530	2.400	1.640	1.269
Importation des co-						
tonnades.....	700	710	670	630	316	145
% de cotonnades....	30	29	27	26	19,5	12

en millions de 'yards'

en millions de livres sterling



Exportation totale des Cotonnades britanniques. — Quantité -----

„ „ „ Prix —————

Exportation des Cotonnades britanniques aux Indes. — Quantité -----

„ „ „ Prix —————

Ainsi les cotonnades constituaient invariablement environ 30 % du total des importations. Dans ces dernières années, y a tendance à une diminution constante de ce chiffre. En 1930-1931, il est tombé à 19 % en raison du boycott que nous examinerons par la suite. Avant la guerre l'importation des cotonnades était monopolisée par la Grande-Bretagne. Elle n'avait pas de concurrents et sa position semblait inattaquable. Le marché de l'Inde était la base la plus solide de l'industrie de Manchester. Il n'est pas étonnant qu'à la suite de la diminution du chiffre des exportations des cotonnades britanniques le Lancashire se trouve complètement paralysé. Il est à peu près impossible que la Grande-Bretagne puisse trouver un autre débouché aussi considérable. En 1913, l'Angleterre a exporté 7.075 millions de yards de tissus de coton, dont 3.057 millions étaient destinés à l'Inde seule. En 1931, ce chiffre est tombé à 900 millions. Mais la baisse des exportations pour l'Inde n'est pas exceptionnellement rapide. L'Angleterre a perdu des débouchés dans toutes les parties du monde. En 1929, son exportation totale des cotonnades est tombée à 3.700 millions de yards, ce qui représente une baisse de 46 % en regard de 1913. Le tableau suivant montre le rôle de l'Inde dans les exportations des cotonnades de la Grande-Bretagne.

(En millions de yards.)

Pays	Années							
	1913	1924	1925	1926	1927	1929	1930	1931
Inde	3.057	1.553	1.335	1.460	1.546	1.268	792	576
Chine, Jap. et Hong-K.	773	340	202	204	128	221	—	—
Inde hol., Ceylan, etc.	539	300	407	300	326	310	—	—
Amérique du Sud.....	582	412	492	384	376	412	—	—
Europe (s. les Balkans)	477	366	432	299	277	340	—	—
Balkans et Pr.-Orient.	389	500	554	380	413	273	—	—
Afr. du Nord, du Sud et Afrique Occidentale.	721	600	753	620	582	598	—	—
Australie et Nouv.-Zél.	211	184	204	211	221	207	—	—
Etats-Unis et Canada..	157	213	135	97	93	72	—	—
Mexique et Am. Centr.	167	97	95	80	76	86	—	—
Total.....	7.075	4.685	4.585	4.637	4.116	3.765	2.412	1.767

Ainsi donc, bien que le commerce des cotonnades britanniques avec l'Inde soit considérablement inférieur à ce qu'il était avant la guerre, l'Inde conserve sa place relative parmi les autres clients du Lancashire. Pour juger de l'importance de la baisse, il suffit de dire qu'aujourd'hui la Grande-Bretagne exporte dans tous les pays réunis moins de cotonnades qu'elle n'en exportait dans l'Inde seule en 1913.

En cette année 1929, qui fut une année plus ou moins normale, l'Inde acheta presque 36 % de l'exportation britannique de cotonnades. En comparant ces chiffres à la production totale des cotonnades britanniques on peut dire que l'Inde achète 31 yards d'étoffe sur chaque centaine de yards produits dans le Royaume-Uni. Les autres clients de la Grande-Bretagne achètent bien moins que l'Inde. Il n'y a pas un seul pays du monde où le débit des cotonnades anglaises soit aussi important que dans l'Inde. Il est donc évident que tout l'avenir de l'industrie cotonnière de l'Angleterre est étroitement lié aux marchés de l'Inde.

Outre les étoffes, le Royaume-Uni exporte aussi d'importantes quantités de coton filé. Cette exportation dans son ensemble n'a pas diminué avec autant de rapidité que celle des étoffes de coton. En 1913 il a été exporté 210 millions de livres de fil dont 37 millions seulement étaient destinés à l'Inde, alors qu'en 1929, ce dernier chiffre a été de 21 millions de livres.

DEUXIÈME PARTIE

Les conditions d'après-guerre.

CHAPITRE V

A. — Le Japon entré en ligne

L'ascension du Japon au rang de puissance politique de premier plan est un phénomène surprenant et plus encore sa rapide industrialisation. Ce que l'Europe a accompli en 150 ans, le Japon l'a effectué dans les trente dernières années. Il a appliqué à ses industries toutes les connaissances de l'Europe et a complètement révolutionné toutes ses méthodes de travail. Le Japon n'a aucune raison spéciale d'avoir une industrie cotonnière. Il ne produit pas de coton et sa population n'emploie pas uniquement des vêtements de coton. Comme celle de l'Angleterre, l'industrie du Japon dépend de l'exportation pour les marchés étrangers qu'elle trouve en abondance chez ses voisins industriellement plus arriérés. Il est assez curieux que la première fabrique de coton ait été créée l'année même (1868) où le Japon secoua le vieux joug léthargique des Togkugawa Shogunat. Mais ses premières tentatives d'industrialisation ne donnèrent pas de résultats appréciables jusqu'au début du ^{xx}e siècle.

En 1895, le Japon ne possédait encore que 70 fabriques mal équipées munies d'un demi million de broches, nombre tout à fait insignifiant en comparaison avec l'outillage global de l'industrie du coton dans le monde entier. En 1896, à la suite de l'épidémie de peste qui s'était déclarée à Bombay, les fabriques indiennes ne purent envoyer leurs produits en Chine. Ce fut pour le Japon une occasion de créer sa propre industrie et de s'emparer du marché vacant. Au bout de peu d'années le Japon devint un pays exportateur.

Le tableau suivant donne quelques chiffres relatifs à l'importation en Chine de fil de coton provenant d'Angleterre, de l'Inde et du Japon. On voit le progrès réalisé par ce dernier pays en moins de dix ans aux dépens des importations britanniques.

IMPORTATION EN CHINE DE FIL DE COTON
(EN BALLES DE 400 LIVRES ANGL.).

Années	Angleterre	Inde	Japon
1896.....	20.000	487.000	34
1900.....	10.000	328.000	157
1904.....	2.700	542.000	212

En 1904, éclata la guerre russo-japonaise. Au début les perspectives de l'industrie ne furent pas brillantes ; mais l'importation des capitaux étrangers et les commandes de matériel de guerre donnèrent un essor vigoureux à l'activité commerciale ; l'industrie, celle du coton en particulier, profita énormément de cette situation et les dividendes allèrent de 20 à 50 %.

Ce fut ensuite la grande guerre européenne. Le Japon lui est redevable d'avoir gagné du terrain dans l'industrie. Les fabriques européennes, en raison des restrictions variées, de la disette des matières premières et de l'insuffisance des moyens de transport ne pouvaient envoyer leurs produits au delà du Canal de Suez.

Ceci entraîna par voie de conséquence naturelle une énorme demande de produits japonais. Le marché oriental fut entièrement tributaire de la production indienne et japonaise. Les fabriques nipponnes firent d'énormes profits qui leur permirent de constituer d'importants fonds de réserve, de payer de grosses sommes, de distribuer des dividendes élevés. Au lendemain de la guerre l'industrie se trouva établie sur des bases solidement fortifiées.

Le tableau suivant montre le développement de l'industrie de la filature du coton au Japon de 1900 à 1928.

Années	Nombre des usines	Nombre des broches en mille	Rendement du fil (en 1.000 balles de 400 livres
1900.....	80	1.267	654
1905.....	78	1.426	905
1910.....	136	2.100	1.135
1915.....	161	2.800	1.720
1920.....	198	4.100	1.817
1925.....	243	5.700	2.437
1928.....	260	7.200	2.460

En 1919, le capital versé était de 166 millions de yens, il s'éleva à 420 millions en 1928 ; durant la même période les réserves s'élevèrent de 140 à 250 millions de yens.

L'industrie cotonnière de la Chine, comme celle du Japon, se développa avec une rapidité surprenante. Aujourd'hui, non seulement la Chine suffit à ses propres besoins, mais elle exporte aussi des cotonnades dans différents pays de l'Orient.

Les fabriques des cotons en Chine appartiennent à des Chinois, à des Japonais ou à des Anglais. En 1928, il y avait en Chine 120 fabriques dont 74 avec deux millions de broches appartenaient à des Chinois, 43 avec un million quatre cent mille broches à des Japonais, et 3 seulement avec 150.320 broches à des Anglais. Les fabriques de coton chinoises et japonaises sont les concurrentes les plus dangereuses du Lancashire. Non seulement elles ont enlevé à la Grande-Bretagne ses débouchés mais leur concurrence s'affirme dans des pays où l'Angleterre et l'Inde possédaient jusqu'alors un monopole absolu. En ce qui concerne le nombre des broches et des métiers, les fabriques japonaises et chinoises ne peuvent entrer en comparaison avec l'industrie britannique et indienne. Mais comme nous allons le montrer plus loin cette infériorité apparente est largement compensée par une excellente organisation du travail et par de nombreux avantages qui manquent à l'Inde et même à l'Angleterre.

Les premiers progrès de l'industrie du coton japonaise dont nous venons de parler dans les pages précédentes ont suffi à bannir les marchandises britanniques du marché du Japon

et en grande partie de la Chine. La pénétration sur le marché indien n'a commencé que dans ces dernières années. Ici encore l'industrie japonaise a réalisé des progrès rapides s'affirmant d'une année à l'autre dans des proportions alarmantes pour ses concurrents anglais et indiens.

Le tableau ci-contre montre la position des produits japonais sur le marché de l'Inde :

On voit que la part du Japon dans le commerce indien était avant la guerre tout à fait insignifiante. Plus de 97 % des importations de l'Inde provenaient de la Grande-Bretagne et le Japon n'en fournissait qu'à peine 1 %, c'est-à-dire que sur une importation totale de 2.632 millions de yards le Japon n'envoyait qu'environ 3 millions de yards. Mais la guerre donna une impulsion si forte à l'industrie japonaise que la moyenne de ses exportations est à présent 32 fois plus grande qu'elle ne l'était avant la guerre. Par rapport à l'Angleterre elle s'exprimait avant la guerre par une proportion de 5 à 100. Même après la guerre, la conquête par le Japon du marché de l'Inde continua rapidement. A tel point qu'en 1929-1930 le Japon y parvint à égaler la Grande-Bretagne. C'est surtout dans le commerce du fil que sa concurrence s'est manifesté d'une façon continue et frappante. Dans ces deux dernières années la Chine et le Japon ont exporté dans l'Inde chacun de son côté, plus de fil que la Grande-Bretagne. Les récents mouvements politiques ont été particulièrement favorables aux produits japonais dans l'Inde. Bien que le Congrès National ait ordonné le boycott de toutes les étoffes étrangères, le peuple a généralement attaché plus d'importance au boycott des étoffes britanniques. C'est pourquoi, alors que l'importation des cotonnades britanniques a diminué de 58 % pour les étoffes et de 50 % pour le fil, la part du Japon s'est réduite seulement de 31 % et 36 % respectivement. Il faut noter qu'une baisse aussi considérable n'est pas seulement due au boycott. La crise mondiale a paralysé d'une manière générale la capacité d'achat

Années	Cotonnades japonaises		Cotonnades britanniques		Importation totale		% de la part japonaise du total	
	Fil en millions de livres	Tissus en millions de yards	Fil en millions de livres	Tissus en millions de yards	Fil en millions de livres	Tissus en millions de yards	Fil	Tissus
Moyenne d'avant-guerre :								
1910-1914	458	3,1	37	2.563	44,7	2.632	négligeable	négligeable
Moyenne pendant la guerre :								
1914-1919	7.424	97,6	24.6	1.702	34	1.841	22 %	5 %
1919-1928 (Moyenne)	16.786	113,4	25.700	1.200	44,7	1.352	37 %	9 %
1929-1930	10.870	562	20.112	1.248	43,9	1.919	25 %	9 %
1930-1931	6.900	321	16.315	523	29,1	890	23 %	36 %

des producteurs de matières premières, en particulier des producteurs agricoles.

Ainsi donc, la part de la Grande-Bretagne sur le marché des cotonnades dans l'Inde diminue aussi bien relativement qu'absolument. En 1919, elle fournissait 95 % des étoffes importées aux Indes. Dix ans plus tard ce chiffre est tombé à 65 % ; pour le fil de coton la baisse est encore plus prononcée : ce commerce est tombé de 87 % à 35 %.

D'un autre côté, le Japon parti d'une situation très insignifiante est arrivé à presque égaler la Grande-Bretagne. Le marché que celle-ci avait créé avec tant de soins pendant 150 ans, le Japon le lui a arraché dans les dix dernières années, en dépit des tarifs nettement défavorables. Les cotonnades britanniques jouissent d'un régime de préférence douanière, et néanmoins elles sont en train de perdre du terrain.

Voici la situation relative des cotonnades anglaises et japonaises sur les principaux marchés d'Extrême-Orient :

Années	Inde		Chine		Indes néerlandaises	
	Angleterre	Japon	Angleterre	Japon	Angleterre	Japon
	%	%	%	%	%	%
1913	97	1	50	33	45	1
1921	87	10	27	57	36	19
1925	86	13	26	36	35	25
1929	70	28	21	66,5	—	—
1930-31	65	31	—	—	—	—

B. — La puissance de l'industrie japonaise du coton et le marché indien

L'extraordinaire rapidité avec laquelle l'industrie cotonnière du Japon a étendu la zone de son influence mérite un examen détaillé. Non seulement elle menace de ruiner complètement le commerce britannique et indien sur les marchés de l'Extrême-Orient et de l'Inde, mais elle met sérieusement

en danger les exportations de la France et de la Hollande pour leurs colonies respectives de l'Est. Le développement industriel du Japon est donc un problème qui concerne tous les pays exportateurs.

Dans les quinze dernières années une véritable révolution s'est accomplie dans l'organisation industrielle du Japon. En matière de production et de commerce il peut désormais tenir tête à n'importe quel autre pays. Son organisation commerciale est décidément supérieure à celle de ses concurrents. De plus, il possède un grand nombre d'avantages géographiques qui en font « l'atelier de l'Orient ». Le Japon se trouve actuellement dans l'heureuse situation dont l'Angleterre avait joui au commencement du ^{xix}^e siècle. En effet, la Grande-Bretagne avait été le précurseur de la révolution industrielle dans le monde entier ; l'avance qu'elle réussit à gagner sur ses futurs concurrents lui permit de garder une situation prépondérante pendant plus d'un siècle. Le Japon obtient le même succès en Asie. Cet immense continent qui compte environ la moitié de toute la population du monde et où la concurrence de la production intérieure est à peu près inexistante, offre à l'initiative japonaise un champ d'action incomparable. En tant que pays asiatique, le Japon a l'avantage d'être relativement près de ses débouchés. D'autre part, la perfection des procédés de fabrication occidentaux y va de pair avec le bon marché oriental de la main-d'œuvre et des matières premières. Toutes ces conditions, si favorables à l'industrialisation du Japon, lui permettent, non seulement de s'assurer une complète indépendance en matière de produits manufacturés, mais aussi de supplanter les fabricants européens et indiens sur les marchés de l'Asie et de l'Afrique du Sud.

Ici nous n'aurons à nous occuper que de la conquête par le Japon du marché de coton asiatique. Dans les pages qui précèdent nous avons essayé de retracer le rapide développement de l'industrie cotonnière au Japon et dans la Chine où

environ 30 % des filatures se trouvent entre les mains des Japonais. Ce succès, bien entendu, n'a pas manqué d'exciter la jalousie des concurrents étrangers. Jusqu'à ces derniers temps les économistes européens attribuaient la puissance de l'industrie japonaise à l'emploi du travail mal rétribué des femmes et des enfants ainsi qu'à de longues journées de travail. Mais cela seul ne pourrait suffire à expliquer comment l'industrie japonaise est arrivée à tenir tête à la concurrence des producteurs européens.

Nous allons donc essayer d'examiner ce qui fait la force de l'organisation industrielle du Japon en général et de son industrie cotonnière en particulier. En moins de dix ans ce pays a réussi à refouler des marchés de l'Extrême-Orient les produits britanniques, hollandais, français et indiens. Mieux que cela, il a supplanté les produits indiens dans l'Inde même. Cependant l'industrie indienne est assez bien protégée par le droit d'importation de 25 % sur les cotonnades japonaises. De même le commerce britannique dans l'Est baisse rapidement malgré les avantages politiques, la taxation de faveur et le droit d'ancienneté dont l'Angleterre jouit dans l'Inde et dans ses autres possessions orientales.

En ce qui concerne le nombre de ses machines, c'est-à-dire des broches et des métiers à tisser, le Japon occupe la sixième place dans l'industrie mondiale. En 1930, il avait à peine 7 millions de broches, nombre incomparablement inférieur à celui dont dispose la Grande-Bretagne. En France le nombre des broches est d'environ la moitié plus grand. Mais on ne peut juger de la puissance de l'industrie japonaise par la quantité de ses broches et de ses métiers. Pour s'en faire une idée juste, il faut avoir en vue, que dans les pays concurrents une grande partie du matériel reste inactive alors qu'au Japon toutes les machines fonctionnent sans interruption. Son matériel, de fabrication plus récente, est beaucoup plus perfectionné. Le rendement est bien supérieur à celui des machines introduites il y a un demi-siècle, telles qu'on les

emploie au Lancashire ou à Bombay. Au point de vue du rendement, 7 millions de « ring spindles » valent 9 millions et demi de mule-jennys.

La durée de la semaine de travail n'est pas non plus un facteur négligeable. En règle générale, toutes les filatures du Japon emploient deux équipes d'ouvriers, quelquefois trois équipes, ce qui fait évidemment moins d'heures de travail pour chacune. La semaine de travail, qui ne comporte pas de demi-journée de samedi en usage dans les autres pays, compte ainsi 60 heures complètes. Il résulte de ce système que le rendement des machines est à peu près triplé.

Ainsi, en prenant en considération la durée de fonctionnement et par conséquent, le rendement des broches, plutôt que leur nombre, on peut dire que le Japon possède une industrie cotonnière plus puissante que l'Allemagne, la France et l'Inde ; il se place à ce point de vue immédiatement après l'Angleterre et les Etats-Unis.

La raison fondamentale du progrès industriel du Japon est donc son excellente organisation du travail. Nul doute que la main-d'œuvre y soit moins chère qu'en Europe, mais elle n'est pas meilleur marché que dans l'Inde ou en Chine et les conditions de travail dont jouissent les ouvriers sont infiniment meilleures. Les bonnes conditions de travail ne sont pas nécessairement coûteuses. L'atmosphère générale et l'attitude du patron sont souvent plus importantes que le chiffre du salaire. Le manufacturier japonais traite ses ouvriers comme un fermier ses vaches. Il sait qu'il fait une bonne affaire en dépensant intelligemment l'argent qui leur assure de meilleures conditions de vie et de travail. Il y a 25 ans le recrutement de la main-d'œuvre pour les fabriques japonaises était un problème fort difficile. Les Japonais sont un peuple essentiellement agricole. Ils sont attachés à leurs maisons pittoresques en pleine campagne. Ils détestent la fumée des usines plus qu'un Ecossais ne déteste la brumeuse atmosphère du Lancashire.

Les organisateurs de l'industrie japonaise ont donc cherché à laisser subsister le moins de différence possible entre la vie de campagne et les conditions de travail dans leurs fabriques. Ils ont réussi à rendre les quartiers industriels moins sombres qu'ils ne le sont généralement, afin que les jeunes paysannes puissent s'y plaire. Il faut noter que l'industrie cotonnière du Japon emploie presque exclusivement des jeunes filles de 14 à 20 ans. Ce fait implique pour l'industriel une grande responsabilité, mais aussi, pour peu qu'il sache s'y prendre, de grandes facilités d'organisation. Chaque filature japonaise comporte des logements pour la main-d'œuvre. Les dortoirs sont entourés de petits jardins. Les ouvrières ont des cuisines communes. On s'occupe de leur culture physique et intellectuelle. La discipline est celle des bons collèges, elle n'exclut ni les distractions ni les sports. On cherche par tous les moyens à rendre moins sensible la séparation d'avec la maison familiale. L'administration japonaise dépense des sommes importantes pour assurer le bien-être de sa main-d'œuvre. Dans d'autres pays ces sommes servent à payer des salaires plus élevés. Or, le taux élevé des salaires et le bien-être effectif sont deux choses différentes. La seule comparaison des chiffres des salaires ne suffit pas à se rendre compte des conditions d'existence respectives. C'est l'état sanitaire et moral de l'ouvrier qui compte. D'ailleurs, le bien-être de la main-d'œuvre n'est pas seulement une question d'humanité : l'argent investi dans le matériel humain n'est jamais dépensé en pure perte.

Nous avons constaté que les salaires au Japon sont moins élevés que dans les autres pays d'Europe. Ceci est vrai dans la mesure où l'on compare les chiffres absolus. Mais si l'on tient compte de l'âge et du sexe de la main-d'œuvre employée ainsi que de la valeur réelle de l'argent dans les différents pays, on a peine à reconnaître que les ouvriers britanniques soient mieux payés que les japonais. Les salaires au Japon sont d'environ 10 % inférieurs à ceux que reçoivent

les ouvriers français, mais les sommes que les manufactures japonaises dépensent pour le bien-être de leurs salariés compensent cette différence.

M. ARNO PEARSE, ancien secrétaire de la Fédération Internationale des Filateurs de coton, qui a fait une étude approfondie des conditions du travail au Japon, estime qu'il faut ajouter aux salaires apparents des ouvriers une somme moyenne de 7 pence par jour, qui représente les avantages effectifs de leur existence, dont les frais sont assurés par le fabricant. Ce qui, à première vue, apparaît comme une charge supplémentaire pour l'industriel, devient pour lui, grâce à une organisation habile, un placement avantageux. La surveillance qu'il exerce sur les ouvrières logées à la filature permet d'améliorer leurs aptitudes professionnelles et le bien-être matériel qu'on leur assure a pour résultat un rendement plus élevé de leur travail. Il est généralement admis que les jeunes filles trouvent dans les dortoirs des filatures plus de confort que dans leurs propres familles. L'éducation qu'elles y reçoivent améliore leur état physique et moral, ce qui les rend beaucoup plus utiles que les ouvriers insuffisamment nourris et moins bien traités de Bombay et même du Lancashire.

On croit généralement que, faute d'organisations professionnelles puissantes, les ouvriers japonais se trouvent dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits vis-à-vis des patrons. Il est certain que les syndicats professionnels du Japon ont très peu d'influence et que les salariés sont entièrement à la merci des fabricants. Mais les filateurs n'abusent pas de ce manque de solidarité de leurs ouvriers. On ne saurait en dire autant des filateurs de Bombay.

Au Japon la nation entière forme une grande famille et les affaires sont réglées dans un esprit familial. La bienveillance de ceux qui exercent l'autorité a pour contre-partie l'obéissance et le dévouement des subordonnés. De même que dans

1. ARNO PEARSE, *Japanese Cotton Industry*, p. 4-5.

l'administration de l'Etat il existe en fait une démocratie qui ne lèse en rien le pouvoir absolu de l'Empereur, dans l'industrie, les ouvriers, sans être organisés, jouissent de tous les avantages d'une législation sociale. Les industriels japonais ont bien compris l'intérêt qu'ils ont à contenter leurs salariés.

Un autre facteur qui fait la force de l'industrie cotonnière du Japon, est l'excellence de ses méthodes commerciales. De même que l'Angleterre, le Japon achète ses matières premières dans des pays étrangers et, notamment, dans l'Inde. Les entreprises japonaises ont solidement organisé leurs opérations, depuis l'achat des matières premières jusqu'à la répartition des produits manufacturés sur les marchés lointains. Elles ont des agents dans tous les centres cotonniers de l'Inde. Ces agents se tiennent au courant de toutes les conditions du marché indien de coton. Ils pénètrent jusque dans les villages les plus lointains des provinces de Berar et de Bombay ; ils avancent aux cultivateurs les sommes nécessaires et leur assurent des conditions de vente avantageuses. Ils sont également chargés d'étudier les besoins des villages indiens. Par leur intermédiaire les fabricants japonais sont toujours renseignés sur les conditions des marchés de matières premières et de produits manufacturés.

Cette unité d'organisation de tout le commerce du coton, qui fait la force de l'industrie japonaise, manque totalement à l'industrie du Lancashire. Chaque opération successive s'y trouve entre les mains d'un organisme indépendant, chacun fait ses affaires à son point de vue étroit. Ce système cause le plus grand tort à l'industrie britannique et la met dans un état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents mieux organisés. L'intérêt de « l'Anglais moyen » intervient dans chaque affaire qu'on traite, depuis l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la répartition des tissus fabriqués. Le rapport de la Commission de Graham, en 1930, déplore profondément ce vice de l'industrie anglaise du coton. « Le commerce d'exportation des cotons », dit ce document, « le plus impor-

tant des commerces britanniques, tel qu'il s'est constitué et s'est continuellement développé dans le passé, justifiait cet individualisme excessif, cette absence de direction générale de la production et de la vente, qui le distingue de la plupart des autres industries prospères. Ce défaut est inhérent à la désorganisation naturelle qui convient à un grand commerce, mais, en présence des changements violents qui ont suivi la grande guerre, ce seul défaut détruit toutes les vertus de l'ancien système. La séparation entre les diverses étapes du commerce, entre le marché et la production et l'absence d'une direction générale empêchent le Lancashire d'accepter et d'imposer à tous ses membres les sacrifices qu'exige le changement radical des conditions réelles. Ce qui fut probablement le meilleur de tous les systèmes à une époque plus stable, menace de ruine à une époque des transformations radicales ».

Le bon marché des produits de l'industrie japonaise tient également, dans une grande mesure, à son excellent outillage. Les perfectionnements mécaniques les plus récents ont été mis à sa disposition. Le métier à tisser *Toyada* donne un produit d'une qualité exceptionnelle, un seul ouvrier peut surveiller 50 métiers.

Le rendement de fil et de tissu par unité de main-d'œuvre et de matériel est plus élevé que dans beaucoup d'autres pays. En matière de tissage le Japon est supérieur à tous les pays d'Europe grâce à la meilleure habileté technique des ouvriers et à leur connaissance intime des instruments qu'ils manient. Dans toute l'industrie organisée le nombre des métiers par ouvrier est en moyenne de 5, 5, ce qui fait un chiffre un peu plus élevé qu'au Lancashire et deux fois plus élevé que dans l'Inde. Le rendement de l'industrie japonaise a de quoi rendre jaloux tous ses concurrents. L'année dernière une commission de coton fut envoyée par le gouvernement britannique pour étudier la situation en Chine et au Japon. Dans ce dernier pays les délégués furent reçus avec autant de

froideur que de courtoisie. L'association des filateurs de coton refusa de leur laisser inspecter les filatures. La raison de cette attitude est claire. Elle était inspirée par la peur instinctive que l'objet de la mission ne fût hostile aux intérêts du Japon. Il fallait soigneusement cacher aux yeux ennemis les secrets des fabriques japonaises. Toutefois, grâce à l'intervention personnelle du baron TAKUMA-DAN, la mission put obtenir l'accès de six filatures. Voici en quels termes s'exprime le rapport des délégués britanniques : « Notre séjour à Tokio nous a permis de voir de nos yeux quelque chose de l'industrie et du commerce japonais, qui, sinon par le caractère effectif, du moins par le degré de développement, diffère de tout ce qui existe en ce genre dans tous les autres pays. Les entreprises de Krupp et de Stinnes en Allemagne, à leur meilleure époque, s'en rapprochent peut-être le plus, avec cette différence, cependant, que non seulement elles n'ont jamais eu la même extension, mais n'ont jamais été aussi intimement liées à toute la texture de la vie nationale que le sont les principales entreprises du Japon. L'entreprise de Mitsui en offre certes l'exemple le plus frappant. Les opérations de cette société qui s'étendent à tous les domaines, font comprendre que c'est là une des firmes les plus importantes de toutes celles qui prennent part au commerce international. » (1)

70 % de toute l'industrie de filature et 65 % de l'industrie de tissage sont réunis au Japon en neuf puissants consortiums. Les grands consortiums marquent une étape indispensable du développement de la grande industrie moderne. Ce n'est pas la place ici d'insister sur les avantages d'un tel système. Dans les industries du fer, de l'acier, du caoutchouc, des machines, il est devenu une nécessité, mais l'industrie du coton s'y est relativement peu prêtée. A cet égard le Japon possède des avantages tout particuliers sur ses concurrents du Lancashire. Les neuf consortiums règlent la politique que

1. *Report of the Cotton Commission*, p. 10.

doit suivre toute l'industrie cotonnière du pays. Ils disposent d'immenses crédits, de réserves importantes et peuvent financer les innovations les plus radicales. Ils achètent les matières premières, assurent les transports, établissent les devis et les modèles et répartissent les marchandises parmi les consommateurs. Ils interviennent auprès du gouvernement pour les affaires qui nécessitent l'appui de l'Etat. Le gouvernement japonais encourage l'industrie et surtout le commerce extérieur d'une façon remarquable. Il appuie continuellement leurs opérations de banque ; il leur prête de l'argent à un taux très bas. Il est évident que pour des questions de ce genre il est toujours plus facile d'avoir affaire à un nombre limité de consortiums qu'à de petits propriétaires individuels.

Mais par dessus tout il existe au Japon un puissant sentiment national dont le pays entier est pénétré. La jeune génération est consciente de la mission qu'elle est appelée à remplir lorsque son temps sera venu. L'éducation qu'elle reçoit aussi bien à la maison que dans les écoles lui apprend à subordonner ses intérêts personnels à la gloire du pays. La « Commission de coton » résumait ainsi que suit les résultats de ses observations : « Il a été impossible, durant notre séjour à Tokio d'échapper à la conviction que nous étions témoins de l'action d'un peuple dont la puissance dynamique s'inspire de l'unité de l'esprit et du sentiment national, qui le rend capable de surmonter n'importe quelle crise comme peu d'autres peuples l'auraient pu faire, d'un peuple qui, de plus, possède une imagination et un courage sans bornes avec, peut-être, une légère nuance de la foi du joueur dans sa chance. »

CHAPITRE VI

LE RÉVEIL NATIONAL DANS L'INDE

Point n'est besoin de chercher beaucoup pour démontrer que la suprématie économique de la Grande-Bretagne dans le commerce et l'industrie de l'Inde n'a été due qu'à sa domination politique. Depuis que le pouvoir britannique s'est établi dans l'Inde, l'Angleterre y est devenue pratiquement le seul importateur des produits manufacturés. En 1900 encore, 70 % de toutes les importations dans l'Inde provenaient de la Grande-Bretagne. En 1930, qui fut une année exceptionnellement mauvaise, le pays entier s'étant mis à boycotter les marchandises anglaises et la dépression du marché mondial ayant considérablement réduit la capacité d'achat de la population indienne, la part des importations britanniques a été de 37 %. Celles des autres fournisseurs importants de l'Inde, — les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne — demeurent, même dans leur ensemble, bien inférieures à ce chiffre.

Cependant, ce pouvoir politique qui avait assuré à la Grande-Bretagne sa place prépondérante dans la vie économique de l'Inde, deviendra la raison même qui fera perdre aux produits anglais cet immense marché dont l'accès, jusqu'à présent leur était grand ouvert. La domination politique d'un pays étranger provoque nécessairement dans l'esprit du peuple asservi un sentiment de haine et de révolte contre la nation dirigeante. De nos jours, alors que cette domination a pour objet principal l'exploitation économique, la lutte pour la liberté nationale revêt elle aussi un caractère nettement économique qui s'exprime en premier lieu par le boycott. Plus l'exploitation économique devient le motif dont s'inspire le peuple dirigeant, et plus le boycott économique devient une

arme puissante entre les mains du peuple assujetti, avide de reconquérir sa liberté.

Ce furent les Américains qui, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, usèrent de cette arme pour arracher à leur pays d'origine, l'Angleterre, la liberté de leur nouvelle patrie. Le boycott du thé apporté sur des navires britanniques et des timbres imposés par la nouvelle loi du timbre (Stamp Act) sont des exemples mémorables de la volonté ferme d'une nation décidée à résister à son exploitation économique. Le boycott économique a été non seulement une mesure de protestation contre le gouvernement étranger, mais aussi un moyen efficace d'affirmer la souveraineté nationale. Il parvenait à ses fins dans les cas même où la force armée était impuissante à faire lâcher prise aux dirigeants étrangers.

Depuis l'inoubliable guerre de l'indépendance américaine, les moyens d'action économique n'ont été négligés dans aucune des luttes successives pour l'émancipation nationale. Le boycott en temps de paix et le blocus en temps de guerre ont toujours été considérés comme les armes indispensables pour le succès de tout combat politique. La pression économique a prêté un appui précieux aux canons des champs de bataille.

L'efficacité des mesures économiques est incontestable. Mais leur importance est surtout incalculable dans une lutte qui exclut la violence, où l'usage de la force armée est religieusement et scrupuleusement interdit. Il ne sera donc pas exagéré de dire que dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde le seul moyen dont dispose le peuple indien est de frapper l'industrie anglaise. C'est pourquoi le boycott des marchandises britanniques est inscrit en tête du programme. La doctrine de non-violence sous sa forme abstraite aurait bien peu d'importance pratique pour venir à bout d'un puissant empire, si elle ne s'appuyait sur des moyens autrement palpables et efficaces : persuader le peuple de renoncer à

l'achat de produits britanniques. Les canons faisant défaut — pour des raisons philosophiques ou autres — il faut substituer à leur grondement le bourdonnement d'innombrables rouets.

Dans une année normale, comme 1929, l'Inde importait de l'Angleterre des marchandises pour environ 1.300 millions de roupies. La plus grande part de cette somme imposante était constituée par les produits de coton dont la valeur s'élevait à quelque 600 millions de roupies. Ces produits tiennent en effet une place exceptionnelle, de beaucoup la plus importante, dans la liste des marchandises importées dans l'Inde. Il est donc facile de comprendre le rôle que le boycott des cotons britanniques doit jouer dans la lutte pour l'indépendance indienne.

Au moment où l'Inde ressentit l'humiliation de son asservissement et que les chefs du mouvement politique se fussent mis à rechercher les moyens de reconquérir la liberté de leur pays, le boycott des produits de coton britanniques leur apparut comme l'arme la plus puissante. On peut trouver étrange que les hommes politiques indiens, en ces cinquante dernières années, aient attaché plus d'importance au boycott économique qu'à la force physique à laquelle on recourt partout ailleurs. Cependant l'évolution du sentiment politique dans l'Inde diffère singulièrement de ce qu'on a pu observer dans d'autres pays dans des circonstances analogues. Il ne sera peut-être pas inutile de donner ici une esquisse sommaire de ce réveil national de l'Inde.

L'extrême importance attachée au boycott n'est pas un effet du hasard. C'est la conséquence logique de la longue oppression économique exercée par le gouvernement.

Dans nos chapitres précédents, nous avons montré comment la Grande-Bretagne avait essayé, par diverses mesures, d'étrangler l'industrie et l'artisanat indigènes afin d'écarter un rival redoutable et, de ce fait, assurer le marché indien à ses propres marchandises ; nous l'avons vue ensuite s'effor-

cer à conserver le monopole du commerce d'importation dans l'Inde. Tout en paralysant les efforts de ses concurrents indiens, l'Angleterre a cherché à barrer la route aux autres pays industriels susceptibles de s'emparer des marchés indiens. Elle put y réussir à l'aide de diverses taxes. Les marchandises britanniques jouissent dans l'Inde d'une situation privilégiée. Les produits provenant d'autres pays, tels que l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon et la France, auraient trouvé un meilleur débit, n'était-ce le régime de faveur appliqué au commerce anglais.

Les économistes et les publicistes indiens ont toujours protesté avec énergie et souvent avec raison contre la politique commerciale de la Grande-Bretagne à l'égard de l'industrie de leur pays.

Le mouvement national dans l'Inde et les griefs qu'on y formule contre la nation dirigeante s'expliquent en premier lieu par des raisons économiques. Depuis l'avènement du pouvoir britannique dans l'Inde, ce riche marché n'a cessé d'exciter les convoitises du commerce anglais. C'est au milieu du XVIII^e siècle que l'Angleterre prit pied dans ce pays. Cette époque coïncide avec le commencement d'une révolution industrielle dans l'Inde. Il est vrai qu'en ce moment le problème du marché n'était pas encore aussi difficile qu'il le devint par la suite. La question des matières premières avait alors plus d'importance que le débit des produits manufacturés. Aussi l'Inde était-elle d'abord considérée comme une source certaine des matières premières ; ce ne fut que plus tard qu'elle prit de l'importance en tant que marché réservé aux produits fabriqués. La politique commerciale de l'Angleterre dans l'Inde a consisté, en résumé, à faire de ce pays un débouché pour les marchandises britanniques, entièrement soustrait à toute concurrence intérieure et extérieure, et en même temps à y puiser des réserves illimitées et à bon marché de matières premières.

Après la chute de l'Empire Moghol, l'Inde s'était divisée

en petites principautés (dont certaines, cependant, étaient aussi grandes que la France ou l'Allemagne). Les chefs de ces Etats n'avaient d'autre but ni d'autre ambition que de maintenir leur pouvoir personnel. Ils ne songeaient nullement à développer dans l'Inde un sentiment patriotique d'envergure nationale. Ils luttaient entre eux et recherchaient le secours des étrangers, tels que les Compagnies des Indes, britannique ou française, auxquelles ils accordaient, en échange, des concessions politiques et économiques. Pendant longtemps, il y eut une âpre compétition entre les établissements anglais et français. Jusqu'en 1751, les Français, sous l'énergique commandement de leur gouverneur général DUPLEIX, avaient conservé sur le continent indien plus de prestige et de pouvoir que les Britanniques. Pour diverses raisons et, surtout à la suite de l'indifférence du gouvernement français à l'égard de ses coloniaux, les Anglais réussirent à refouler de l'Inde le plus puissant de leurs rivaux. Les Français s'étant retirés, l'East India Company était libre d'agir à son gré. Elle ne laissa échapper aucune occasion de se mêler des affaires intérieures des princes indiens. Chacune de ses interventions lui rapporta de nouvelles concessions économiques et territoriales. En fin de comptes elle se trouva investie de tout le pouvoir, de toute l'autorité du Grand Moghol. Le pays entier fut désormais placé sous son contrôle immédiat ; ceux des princes qui reconnurent la souveraineté de la Grande-Bretagne, conservèrent leurs territoires à titre de vassaux.

En 1857, une tentative sérieuse fut faite par quelques éléments mécontents de la noblesse indienne pour secouer le joug étranger et reconquérir l'indépendance de leur pays. Ce fut la dernière tentative de lutte armée contre la domination anglaise. L'absence d'unité voua ce mouvement à l'échec ; les Anglais eurent vite fait de le briser et dès 1858 leur pouvoir s'affirma plus fort que jamais. Désormais la soumission de l'Inde fut complète, et il lui fallut renoncer à tout espoir

de se libérer par la force des armes. A partir de cette date commence la « modernisation » de l'immense continent. L'année 1857 marque la limite entre l'Inde médiévale et l'Inde moderne. L'évolution qui, en Europe, avait commencé 50 ans plus tôt, ne se dessina dans l'Inde qu'à la suite d'une tentative échouée pour reconquérir sa liberté nationale.

Cette évolution vers les formes modernes de l'existence était en 1860 bien différente de ce qu'elle est de nos jours. A cette époque-là elle tendait uniquement à créer de meilleurs moyens de communication et de production.

Ce ne fut qu'après la répression définitive de la grande révolte de 1857 que les différentes provinces de l'Inde furent reliées entre elles par des chemins de fer. En 1860 la longueur globale des lignes ferroviaires indiennes était de 700 milles. Pendant les dix années suivantes elle fut portée à 7.000 milles. Actuellement le réseau indien est le plus long de tous les réseaux asiatiques. En 1931 il couvrait un parcours de 44.000 milles, étendue un peu plus longue que celle des chemins de fer français. Cependant, étant donné les dimensions du pays, son réseau ferroviaire reste bien inférieur à ceux de l'Angleterre, de la France ou de l'Allemagne.

Le développement des communications télégraphiques avait commencé un peu plus tôt que celui des chemins de fer. Mais il ne s'affirme vraiment qu'à partir de 1860. En 1840 il ne fallait pas moins de deux mois pour transmettre les actes officiels ou la correspondance commerciale de Madras à Simla. En 1870 quelques heures suffirent pour faire connaître les événements de Calcutta dans les endroits les plus lointains de l'Inde. Aujourd'hui les villages les plus isolés sont reliés au monde entier par des lignes télégraphiques.

La construction des routes s'est développée avec autant de rapidité que les moyens de communication mécanique. Les villages situés en dehors du réseau ferroviaire sont reliés par des chaussées. Depuis la guerre, en raison de l'importance acquise par les transports automobiles, ces routes jouent un

grand rôle dans le commerce local et dans le transport des voyageurs à petites distances.

Les chemins de fer, les télégraphes et la construction d'usines et de fabriques modernes ont profondément révolutionné la vie sociale et économique du pays. Depuis des temps immémorables les différentes provinces de l'Inde étaient séparées entre elles par des barrières qui en faisaient autant d'unités nationales distinctes. Les relations entre les provinces étaient pratiquement inexistantes. Leur commerce était gêné par des droits d'octroi, autant que le commerce entre deux Etats étrangers.

Le régime britannique dans l'Inde, quels que fussent ses défauts et ses torts, a rendu au pays un service inappréciable en faisant naître dans toutes les provinces un sentiment d'unité nationale. Sous ce rapport, il a joué dans l'Inde le rôle que le régime de Napoléon I^{er} avait joué en Italie pendant la courte période de sa domination. Dans un passé lointain, l'Inde avait possédé les attributs essentiels de l'unité nationale qui trouvait son expression dans sa religion et dans sa culture. Mais dans les époques pour lesquelles on possède des témoignages historiques, elle n'a pas connu d'unité politique et administrative. On cite souvent, comme preuve du contraire, l'exemple des Empires d'Asoka et d'Aurangzeb dont le pouvoir s'étendait à toutes les parties de la péninsule indienne. Cependant, ces deux empires n'ont jamais assuré l'unité de l'Inde dans la mesure où l'a réalisée le régime britannique. Autrefois, chaque province était administrée par un vice-roi plus ou moins indépendant sur son territoire. Les administrations provinciales reconnaissaient la souveraineté du suzerain et, à l'occasion, lui payaient des tributs. C'était là le seul lien qui les unît au pouvoir central. Certes, les maîtres de l'Inde avaient essayé de créer une puissante administration centrale, mais un tel régime était impossible sans les moyens de communication modernes.

Ce qui n'a jamais pu être atteint autrefois, le gouvernement

britannique l'a réalisé en moins d'un siècle. Il avait été en mesure d'en faire bien davantage. L'unité dont l'Inde se rend compte aujourd'hui n'est pas le résultat d'un effort conscient de la part de ses dirigeants. Au contraire, leur vrai but fut continuellement de maintenir et d'aggraver tous les éléments qui s'opposaient à l'unité du pays. La diplomatie britannique n'a jamais perdu de vue le précepte classique : *divide et impera*. Mais l'exploitation des ressources économiques du pays exigeait impérieusement l'unité de l'administration et des moyens de communication rapides. Ainsi l'unité incontestable qui existe actuellement dans l'Inde n'est pas l'œuvre de l'administration britannique, mais s'est constituée en dépit de cette dernière, par la force des choses. C'est bien malgré lui que le régime anglais en est responsable.

Les moyens de communication modernes, résultat inéluctable du progrès scientifique de nos jours, ont été le facteur immédiat du réveil national. Indépendamment de la domination européenne, l'Inde, si riche en ressources économiques, devait entrer, tôt ou tard, dans la voie de la « modernisation ». L'exemple de la Chine et du Siam en sont une preuve.

Outre les moyens de communication, un autre facteur important de l'unification est le sentiment national même. Dans divers pays ce sentiment puissant est né à diverses époques. Lorsqu'une unité géographique, ayant une langue et des coutumes communes, entre en collision économique et politique avec une autre, le sentiment national surgit comme une force de ralliement contre l'ennemi, pour la défense ou pour l'attaque. En d'autres termes, le sentiment national est l'instinct qui pousse les gens de même race à s'unir contre un adversaire commun. La lutte pour l'existence ou pour une existence meilleure est la source constante du sentiment national.

Ce sentiment qui, au xvi^e siècle, avait fondu en une seule nation les quatre royaumes d'Espagne, qui, au xix^e siècle, avait créé l'Empire allemand et le Royaume d'Italie, s'est

manifesté dans l'Inde au commencement du xx^e siècle. Beaucoup de circonstances ont contribué à ranimer la haine latente dans l'esprit du peuple subjugué. L'éducation supérieure propagée par les universités récemment fondées, une vision plus large de la vie du monde, puisée dans les livres et les journaux, l'exemple des luttes pour la liberté et l'indépendance nationale, poursuivies dans d'autres pays, l'enseignement inspirateur des ouvrages des philosophes et des écrivains politiques tels que HOBBS, LOCKE, VOLTAIRE et ROUSSEAU, ou de la vie des héros nationaux tels que WASHINGTON, MAZZINI, KOSSOUTH et PARNELL, enflammèrent l'imagination des jeunes générations. Ces impressions allaient de pair avec le sentiment toujours vivace de l'humiliation provoquée par l'attitude des Britanniques à l'égard des Indiens.

Le réveil de la conscience nationale chez les intellectuels indiens se précisa à partir du moment où ils prirent contact avec la civilisation occidentale dans les universités d'Europe. Des milliers de jeunes gens qui de toutes les parties de l'Inde allèrent étudier dans les grandes écoles d'Angleterre, se sentirent de la grande humiliation d'appartenir à une race opprimée. A mesure qu'ils s'initiaient aux principes des sciences politiques, au fonctionnement des institutions parlementaires et démocratiques de l'Occident, ils rêvaient, naturellement, à des formes de gouvernement analogues pour leur propre pays. Ceux dont les vues politiques étaient plus avancées se réunissaient et formaient des associations pour discuter l'avenir de leur pays. Ils comparaient la liberté et la prospérité dont jouissaient les peuples occidentaux au misérable état de leurs frères indiens. La comparaison engendra le ressentiment. Il en résulta inévitablement une animosité envers les dirigeants. Ainsi furent semés les premiers germes du nationalisme indien.

L'exploitation économique ne pouvait non plus passer longtemps inaperçue. Les jeunes Indiens étudiaient les doc-

trines des économistes anglais, ils lisaient avec autant de zèle que d'admiration les ouvrages de BRIGHT, de COBDEN et de STUART MILL. Beaucoup d'entre eux étaient convertis à la doctrine du libre commerce. Ils ne pouvaient admettre l'impitoyable exploitation de leur pays, fondée non pas sur le libre jeu de la concurrence, mais sur la strangulation brutale des industries nationales, poursuivie sous le prétexte fallacieux du libre commerce. Pendant plus d'un siècle l'Angleterre avait pratiqué une politique de protectionnisme farouche. Tant que son industrie resta arriérée, elle ne se contenta pas d'imposer un droit de 100 % sur les cotons indiens, mais interdit sous peine des poursuites criminelles, l'importation et l'usage des tissus indiens. Lorsque, à la suite de la révolution industrielle, elle eut acquis une suprématie économique et éprouvé le besoin d'un débit illimité à l'étranger, elle se fit le champion du libre commerce.

Peut-on parler d'une simple coïncidence historique ? Il se peut que la sincérité et la loyauté des avocats britanniques du libre commerce soit hors de cause, il n'est pas moins certain que l'Angleterre a toujours su adapter ses théories économiques aux besoins de son économie nationale. Le droit d'importation de 50 % dont elle vient de frapper les produits étrangers en décembre 1931, en est une nouvelle confirmation.

Les griefs d'ordre politique associés à l'injustice économique ont été les principaux facteurs du réveil national de l'Inde ou, en d'autres termes, du mécontentement suscité par la domination étrangère. Les années qui suivirent immédiatement la révolte de 1857 marquent une période de calme et de reconstruction, sans la moindre trace d'agitation politique. Le peuple était plus occupé à jouir de la paix qui s'était établie dans l'Inde pour la première fois depuis la chute de l'Empire Moghol, qu'à chercher noise au gouvernement. L'éducation anglaise dans l'Inde était à ses débuts, et il y avait très peu de gens qui fussent allés en Angleterre. L'ambition

des intellectuels se contentait des emplois modestes qu'on leur accordait dans les services officiels. L'industrie commençait à peine à se développer et il lui manquait encore l'appui d'une classe moyenne cultivée qui détermine ce qu'on appelle l'opinion publique. Le reveil politique se faisait très lentement et il aurait certainement été encore plus lent si les dirigeants avaient exercé leur pouvoir avec plus de perspicacité et de prudence.

Ce fut en définitive le mécontentement de la classe moyenne qui fit naître le mouvement national. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle le principal grief des gens cultivés a été de n'avoir pas accès à de hautes fonctions officielles. Il y eut aussi d'autres doléances ; c'est pour les formuler que fut fondé en 1885 le Congrès National de l'Inde, devenu actuellement l'organisation politique la plus puissante du pays. Au début la constitution de cet organe fut accueillie favorablement par le gouvernement britannique. Parmi ses promoteurs il y avait beaucoup d'Anglais qui comprenaient la nécessité d'avoir un organe par le canal duquel le pouvoir central serait informé des sentiments politiques de l'Inde. Le Congrès demanda uniquement l'institution de conseils qui puissent recueillir et formuler les doléances de la population. Pendant vingt ans l'activité du Congrès se borna à voter des résolutions demandant au gouvernement d'accorder plus de postes officiels aux Indiens, à rédiger des mémoires en faveur de la séparation des pouvoirs exécutif et législatif, etc. La plus haute ambition du Congrès fut en ce temps-là l'autonomie de l'administration provinciale. Il n'était pas question de réclamer pour l'Inde le statut des Dominions ; un mouvement proprement politique ne se dessine qu'en 1905. Il est connu sous le nom du mouvement contre la division du Bengale (Bengal Partition Movement). Son but apparent était d'amener le gouvernement à supprimer la division administrative de cette province, introduite par Lord Curzon en dépit de l'opinion publique. Mais le mouvement qui en résulta dépassa

les limites d'une seule province et se répandit à travers toutes les parties de l'Inde. D'une simple protestation contre la division administrative du Bengale, il devint l'expression d'un mécontentement général, qui s'était accumulé peu à peu pendant les 50 dernières années.

Le mouvement de 1905 fut la première manifestation d'ordre économique, inspirée par la haine du gouvernement étranger. Mais si actif qu'il fût, il ne put exercer une influence appréciable sur le commerce britannique dans l'Inde. Sa durée avait été trop courte et il n'avait touché que la classe moyenne. La masse du peuple n'en fut pas atteinte, pas même superficiellement. De plus, ce mouvement s'était déclenché à une époque où la capacité d'achat du peuple indien était en train d'augmenter ; le développement des moyens de communication contribuait également à intensifier le débit des produits britanniques. Il n'en est pas moins certain que cette première tentative d'action économique habitua le peuple à l'idée de se suffire à lui-même et lui fit entrevoir la place importante que la régénération industrielle tient dans le développement national.

L'idée de la protection économique des industries indiennes, qui jusque-là n'avait été adoptée que par les milieux commerciaux et industriels et par certains économistes, pénétra désormais dans l'esprit de la nation entière. Aujourd'hui encore l'Inde est certainement acquise à la doctrine protectionniste.

Les années qui suivirent le mouvement Svadeshi marquent une période de calme et de prospérité relative ; aussi les importations britanniques dans l'Inde augmentent-elles d'une année à l'autre. Elles atteignent leur chiffre le plus élevé en 1912, année considérée généralement comme la plus normale de celles qui ont précédé la guerre. En particulier, le commerce des produits anglais de coton s'est élevé en cette année à un chiffre dont il ne s'est jamais rapproché depuis. Ce progrès aurait certainement continué, n'était-ce la guerre qui

porta un coup irrémédiable au commerce extérieur de la Grande-Bretagne. Quatre années d'intervalle ont fourni aux industries du coton indienne et japonaise une excellente occasion de fortifier leurs positions sur tous les marchés d'Asie. Pendant toutes ces années l'Angleterre s'était trouvée dans l'impossibilité d'envoyer ses marchandises dans l'Inde ; toute son énergie était absorbée par la fabrication du matériel de guerre ; les matières premières se firent rares et quand même on fabriquait une certaine quantité de produits destinés à l'exportation, on manquait de moyens de transport disponibles. L'exportation des produits de coton diminua de ce fait de 50 % en deux ans. Cette lacune fut comblée par les manufactures indiennes et, par la suite, jusqu'à une certaine mesure, par les manufactures japonaises.

La réduction du commerce britannique fut donc en ce temps-là, une conséquence immédiate de la guerre ; aucun mouvement politique, tel qu'il se produit actuellement, n'en était responsable. Au contraire, les chefs politiques indiens prêtèrent à la Grande-Bretagne tout leur appui. Aux heures critiques l'Inde demeura inébranlablement fidèle à la cause des Alliés. Mahâtma GANDHI lui-même se montra entièrement dévoué à l'Empire. Rien qu'en 1917 le gouvernement de l'Inde participa aux frais de la guerre pour la somme de 100 millions de livres sterling. L'Inde avait une foi tacite dans le sentiment de justice du pays suzerain. Elle mit à sa disposition toutes ses ressources en hommes, en argent, et en matériel. Elle avait espéré que la guerre victorieusement finie, l'Angleterre la récompenserait amplement de sa loyauté. Le 20 août 1917, M. MONTAGUE, Secrétaire d'Etat pour l'Inde déclara solennellement, au nom du gouvernement de Sa Majesté, qu'aussitôt la guerre terminée, l'Inde obtiendrait une large autonomie, à l'instar des autres Dominions, tels que le Canada, l'Australie, etc.

Mais les espoirs de l'Inde devaient être cruellement déçus. Certes, aussitôt après la guerre le gouvernement britannique

élabora un projet de mesures connues sous le nom de réformes de MONTAGUE-CHELMSFORD. Mais ces mesures répondaient si peu aux aspirations de l'Inde qu'elles furent boycottées. Alors même que ce projet était à l'étude, le gouvernement nomma une commission, sous la présidence du juge ROWLATT, chargée d'élaborer une nouvelle loi pour réprimer toute action politique du peuple. Cette loi suspendait dans l'Inde toute liberté de presse et de parole ; on pouvait être poursuivi et condamné à de longues années de détention pour avoir exprimé son opinion.

L'Inde attendait des réformes ; elle obtint la loi Rowlatt. L'opinion publique en fut exaspérée. Ce fut pratiquement le véritable point de départ de l'agitation. A cette époque-là GANDHI n'était pas encore aussi bien connu qu'il l'est actuellement, cependant il s'était déjà acquis une grande renommée par sa campagne de résistance civile dans l'Afrique du Sud. Ce fut lui qui prit la tête du mouvement pour exiger l'abrogation de la loi Rowlatt. On était au commencement de 1919. Le Mahâtma organisa à travers le pays entier de vastes manifestations qui étaient l'expression du profond mécontentement du peuple indien. Un *hartal* général, c'est-à-dire l'arrêt complet de tout travail, avait été proclamé pour le 6 avril. Des processions portant des drapeaux noirs parcouraient le pays entier. L'excitation était particulièrement grande au Penjab. Bien que ces manifestations fussent exemptes de toute violence, le gouvernement ne voulut pas les tolérer. Le 13 avril, les autorités essayèrent de disperser une réunion publique qui se tenait à Amritsar. Les assistants ayant refusé d'obéir, le général DYER fit ouvrir le feu : près de mille personnes furent tuées. La loi martiale fut ensuite proclamée dans toute la province du Penjab. Jusque-là le gouvernement avait réussi à réprimer le mouvement ; le déplorable incident d'Amritsar souleva l'indignation et la fureur du pays. Ce massacre d'une foule sans défense porta à son comble la haine du peuple indien pour ses dirigeants étrangers.

Dans des circonstances analogues, le peuple de tout autre pays aurait recouru à la violence. Il est difficile de dire si pareille méthode aurait réussi dans l'Inde. Le pays est entièrement désarmé, alors que les troupes britanniques sont en nombre et munies d'armes les plus perfectionnées. Il n'existe dans l'Inde aucune organisation capable d'engager la lutte armée. En partie pour cette raison, en partie sous l'influence du Mahâtma dont le credo religieux est la non-violence, le Congrès National de l'Inde décida d'user contre les Anglais d'autres moyens que les armes.

Le Congrès a adopté un programme détaillé de non-coopération, dont les principaux points sont les suivants : 1^o boycott des marchandises étrangères en général et des tissus anglais en particulier ; 2^o boycott des organes législatifs constitués aux termes du nouveau projet de réformes ; 3^o boycott des tribunaux, des établissements scolaires, des titres et des décorations britanniques. Le but de ce triple boycott est de refuser toute coopération aux autorités et de paralyser ainsi tout le mécanisme du gouvernement. La partie positive du programme comporte : 1^o la régénération du tissage et de la filature à la main ; 2^o la suppression de la catégorie des « intouchables », et 3^o la constitution dans les villages de comités d'arbitrage pour exercer la justice.

Dans la présente étude nous n'avons à nous occuper que du boycott des tissus anglais et de la renaissance de l'industrie du coton indigène sous l'action du mouvement national.

En 1920, l'année d'après-guerre la plus favorable au commerce britannique, l'Inde seule avait importé des produits de coton pour 85,5 millions de livres sterling. Le coton est l'article de beaucoup le plus important de tous ceux que l'Inde achète à l'étranger. D'autres articles, tels que les métaux, les machines et le sucre, qui dans la liste des importations suivent le coton, ont, en comparaison avec ce dernier, bien peu d'importance. Même en 1923, lorsque les importa-

tions de coton avaient considérablement diminué, elles constituaient encore 25 % de toutes les importations, alors que les métaux, les machines et le sucre n'en formaient respectivement que 10 %, 7 % et 6 %.

Les produits de coton ont toujours tenu une grande place dans le commerce indien d'importation. La part de lion de ce commerce revenait à l'Angleterre. On comprend donc que le Congrès National ait surtout insisté sur le boycott des tissus anglais. C'est sur ce domaine que des résultats appréciables pouvaient se faire sentir plus facilement. Pendant le mouvement de 1921, le boycott avait été considéré comme une sanction économique destinée à appuyer les revendications politiques. Cependant, certains économistes et hommes politiques indiens se refusent de voir dans le boycott une mesure temporaire subordonnée au programme politique, mais caressent l'espoir de voir les produits étrangers remplacés à jamais par des produits indiens. De plus, non contents de supplanter les produits étrangers, ils sont décidément hostiles à la filature mécanique dans l'Inde même. Actuellement le Mahâtma GANDHI est l'unique champion de cette tendance. Nous allons étudier dans le chapitre suivant cet aspect particulier du mouvement de boycott.

CHAPITRE VII

A. — Mouvement en faveur de la fabrication nationale (Svadeshi).

L'idée du Svadeshi est aussi ancienne que le sentiment national lui-même. C'est à la fois un programme économique et une arme aux mains des nationalistes, destinée à imposer leurs revendications politiques au gouvernement étranger. Dans un chapitre précédent, nous avons rappelé comment en 1905-1906, dès le début d'un mouvement national de quelque envergure, la doctrine du Svadeshi fut prêchée d'un bout à l'autre du pays. Mais l'agitation politique de cette époque fut de courte durée et, par conséquent, n'eut que peu d'influence sur le commerce britannique dans l'Inde. Les exportations britanniques augmentaient en dépit du boycott, à tel point qu'en 1913, c'est-à-dire à peine quelques années après le mouvement en question, nous voyons le débit des marchandises anglaises dans la péninsule indienne atteindre le maximum de son extension. Sur les 7.000 millions de yards de cotons exportés d'Angleterre, 3.000 millions de yards étaient vendus dans l'Inde, ce qui fait une moyenne d'environ 10 yards par tête de la population indienne. En 1931, cette moyenne est tombée à un peu plus de 2 yards.

Il n'est pas exagéré de dire que cette baisse prodigieuse est surtout due au boycott des marchandises britanniques. Mais il est non moins certain que le mouvement svadeshiste, soutenu par le boycott, a joué un rôle important dans l'expulsion de ces marchandises du marché indien. Ce mouvement, tel qu'il se présente aujourd'hui, est étroitement lié à la personne de Mahâtma Gandhi dont l'influence a largement contribué au succès du Svadeshi dans les masses. Gandhi a commencé

sa carrière politique dans l'Afrique du Sud où il a vaillamment mené une campagne de désobéissance civile destinée à faire améliorer la situation des Indiens dans cette colonie. La nouveauté de ses méthodes de lutte lui a acquis une certaine renommée dans sa patrie. Mais jusqu'en 1915, il fut relativement peu connu dans les milieux politiques de l'Inde. C'est en cette année-là qu'il prend l'initiative d'une campagne en faveur des paysans du district de Champaran cruellement exploités par les cultivateurs d'indigo anglais. Le succès de cette campagne lui assure un rang prééminent dans la vie politique de son pays. La faillite du projet de réformes et le massacre d'Amritsar offrent au Mahâtma une merveilleuse occasion de faire accepter son programme d'action. En 1920, il jouit d'une autorité incontestée. Son programme de triple boycott est voté avec enthousiasme par le Congrès de Nagpur (décembre 1920). Le point le plus important de ce programme était le boycott des cotonnades britanniques. Le Congrès invitait le peuple indien non seulement à boycotter les tissus anglais, mais à les brûler publiquement. Le boycott, tel que le concevait Gandhi, n'était pas seulement une manifestation politique de mécontentement ; il revêtait un caractère moral. Les économistes n'arrivaient pas à comprendre comment la destruction des étoffes anglaises que l'Inde avait déjà payées, pouvait améliorer la situation économique du peuple. Ils n'y voyaient qu'un gaspillage, en quoi ils avaient raison, puisque ces étoffes pouvaient être distribuées aux malheureux qui en manquaient. Mais le Mahâtma a sa conception personnelle des programmes politiques. Pour lui, il ne s'agissait nullement d'un acte de haine à l'égard des Anglais, mais d'un devoir moral qui commandait de bannir du pays les étoffes impures par définition, puisqu'elles provenaient du peuple dirigeant. Le prestige de Gandhi repose sur sa façon de parler aux masses en faisant appel à leur sentiment religieux et moral. Il voit dans l'assujettissement politique de l'Inde, non seulement le fait matériel d'une domination étran-

gère, mais aussi une dégradation morale. De même sur le terrain économique la corruption morale du peuple lui paraît plus dangereuse que la perte des biens matériels. C'est pourquoi il est si difficile de trouver une commune mesure entre son programme, tant économique que politique, et les principes formulés par un économiste. Mais son influence sur le peuple est si puissante que même les hommes politiques qui ne partagent pas sa manière de voir ou qui ne cherchent pas à s'élever à la hauteur morale de ses principes de non-violence et de vérité, sont amenés à adopter, sinon ses idées, du moins sa tactique.

Pendant toute l'année 1921, alors que le mouvement de non-coopération avait atteint son point culminant, les étoffes britanniques ont été boycottées et les gens qui en possédaient, invités à les brûler. Pour donner une idée des controverses de cette époque, qu'on nous permette de citer un article de GANDHI (*Ethique de destruction*), écrit en réponse à des critiques qui lui avaient été faites par un de ses admirateurs :

« Je demeure aussi convaincu de la nécessité de brûler le « tissu étranger. Il n'y a rien dans ce procédé qui doive « accentuer l'inimitié de race. J'aurais fait exactement de « même s'il se fût agi d'un cercle choisi et sacré de parents et « d'amis. Dans tout ce que j'entreprends, dans tout ce que « je conseille, je me pose cette question infaillible : « Que « ferais-je, s'il s'agissait de ce qui m'est le plus proche et le « plus cher ? » L'enseignement de la religion à laquelle « j'appartiens ne laisse aucune équivoque à ce sujet. Il ne « faut faire aucune différence entre les ennemis et les amis. « C'est à cette conviction que je dois l'assurance dans beau- « coup de mes actions qui étonne parfois mes amis. Je me « souviens d'avoir jeté dans la mer une superbe lorgnette « parce qu'elle était la cause de discussions constantes avec « un de mes meilleurs amis. Il a hésité tout d'abord à recon- « naître que j'avais raison, mais ensuite il s'est rendu compte

« qu'il était juste d'avoir détruit un objet de prix, même
« étant le cadeau d'un ami.

« L'expérience nous démontre qu'il faut détruire les dons
« les plus précieux sans hésitation et sans dédommagement,
« s'ils entravent notre progrès moral. Ne serait-ce point un
« devoir sacré de jeter au feu le plus précieux des héritages
« de famille s'il était infecté par la lèpre ? Je me souviens
« d'avoir brisé les bracelets de ma chère femme, étant jeune
« et aimé, parce qu'ils étaient entre nous un sujet de dis-
« corde. Si je m'en souviens, ils lui avaient été donnés par
« sa mère. Je ne les détruisis point par haine mais par amour
« ignorant, je m'en rends compte à présent que j'ai atteint
« l'âge mûr. Cette destruction servit à nous rapprocher encore.

« Si l'on attachait à tous les objets étrangers la même im-
« portance, la mesure serait en effet étroite, mesquine et
« malfaisante ; mais il ne s'agit que du tissu étranger et la
« restriction fait toute la différence. Je ne désire en aucune
« façon interdire l'entrée dans l'Inde des montres anglaises
« ou des laques japonaises ; mais je dois détruire les vins les
« plus recherchés de l'Europe, même s'ils ont été fabriqués et
« conservés avec le plus grand soin. Les pièges de Satan sont
« disposés avec une grande ruse, et d'autant plus attrayants
« que la ligne de démarcation entre le bien et le mal est si
« mince qu'elle est invisible. Mais elle existe cependant,
« rigide, inflexible : toute tentative pour la traverser amène
« une mort certaine.

« Le sentiment de race est très fort dans l'Inde aujour-
« d'hui. C'est avec la plus grande difficulté que je parviens à
« contenir les mauvaises passions du peuple. La masse est
« remplie de rancune, parce qu'elle est faible et extrêmement
« ignorante de la façon de se débarrasser de cette faiblesse.
« Je transfère sur les choses la rancune des gens.

« L'amour du tissu étranger a été cause de la domination
« étrangère, de la misère, et, ce qui est pire, de la honte dans
« mainte famille. Le lecteur ignore peut-être que des cen-

« taines de tisserands *intouchables* de Kathiawad ayant
« perdu leur métier, il y a peu de temps, se firent boueurs de
« la municipalité de Bombay. Et l'existence de ces hommes
« est si pénible qu'un grand nombre perdent leurs enfants
« et deviennent des épaves physiques et morales, d'autres
« deviennent les impuissants témoins de la déchéance de
« leurs filles et de leurs femmes. Le lecteur ignore peut-être
« que bien des femmes de cette classe dans le Gujerat, faute
« d'occupation domestique, se sont mises à travailler sur les
« routes où, sous la contrainte, elles sont obligées de vendre
« leur honneur. Le lecteur ignore peut-être que les fiers tis-
« serands du Pendjab, il y a quelques années, faute d'occupa-
« tion s'enrôlèrent et, obéissant aux ordres de leurs officiers,
« furent responsables de la mort de fiers Arabes innocents,
« et ceci non pas dans l'intérêt de leur pays, mais simple-
« ment pour ne pas mourir de faim. Il est difficile de per-
« suader ces mercenaires abusés et de les soustraire à leur
« profession criminelle. Ce que l'on considérait autrefois
« comme un métier artistique et honorable, ils le considèrent
« à présent comme un métier honteux. Et pourtant les tisse-
« rands du Deccan ne devaient pas avoir une si mauvaise répu-
« tation lorsqu'ils tissèrent leur subnum célèbre dans le monde
« entier. Faut-il s'étonner à présent si je considère comme un
« crime de toucher aux tissus étrangers ? Ne serait-il pas cri-
« minel pour un homme de digestion délicate de se nourrir
« de mets trop lourds ? Ne doit-il pas les détruire ou les don-
« ner ? Je sais comment je m'y prendrais pour en faire passer
« l'envie à un fils malade, je me les ferais apporter ; et, bien
« que moi je puisse les digérer, je les détruirais devant lui,
« afin de bien lui démontrer la faute qu'il eût commise en les
« mangeant.

« Si la destruction du tissu étranger est une saine résolu-
« tion au point de vue moral le plus élevé, la possibilité d'une
« augmentation de prix du tissu Swadeshi ne doit pas nous
« effrayer. Détruire est la meilleure façon de stimuler la

« production. Il faut, par un effort suprême et par une destruction rapide, réveiller l'Inde de sa torpeur et de sa paresse forcée. Voici ce qu'en 1905 le rédacteur de la *Gazette d'Assam* écrivait sur Kamrup. « Depuis quelques années, les vêtements importés deviennent à la mode, innovation qui n'a pas grand' chose en sa faveur car le temps que l'on consacrait autrefois au métier n'est employé à aucune autre occupation. »

« Les Assamais, auxquels j'ai parlé, reconnaissent à leurs dépens la vérité de ces paroles. Le tissu étranger est pour l'Inde ce que sont dans les corps les matières étrangères ; il faut les détruire sans demi-mesure une fois reconnue la nécessité immédiate du Swadeshi. Nous n'avons pas à craindre non plus qu'en développant l'esprit du Swadeshi nous développions un esprit étroit et exclusif. Avant de protéger la sainteté d'autrui il faut nous protéger nous-mêmes des effets de nos passions. L'Inde n'est aujourd'hui qu'une masse inerte que fait agir la volonté d'un tiers. Qu'elle devienne vivante en se purifiant, c'est-à-dire par l'abnégation et par la maîtrise de soi, et elle deviendra une bénédiction pour elle-même et pour l'humanité...

« Pour qui croit au Swadeshi il ne saurait y avoir, de satisfaction pharisienne à porter du khadi. Un pharisien est un protecteur de la vertu. Celui qui porte du khadi est, du point de vue du Swadeshi, comme un homme qui respire avec ses poumons. C'est un acte naturel et obligatoire qu'il faut accomplir, même si les autres l'accomplissent pour des raisons mauvaises ou s'en abstiennent totalement parce qu'ils n'en voient pas la nécessité ou l'utilité » (1).

Ce serait pure illusion de s'imaginer que le pays était vraiment pénétré du haut sentiment moral dont s'inspirait la doctrine de destruction préconisée par GANDHI. On ne peut pas prétendre non plus que le peuple n'ait éprouvé aucune

inimitié vis-à-vis de ses dirigeants dont il brûlait les produits avec un joyeux sentiment de délivrance. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui jetaient leurs vêtements dans les flammes des bûchers ou assistaient à ces auto-dafés n'y voyaient certainement qu'une occasion d'exprimer leur haine pour le pouvoir responsable de l'asservissement du pays. C'était pratiquement un moyen de propagande extrêmement efficace. On n'aurait jamais obtenu les mêmes résultats si on s'était borné à persuader au peuple de renoncer aux tissus étrangers. N'oublions pas que les produits britanniques étaient meilleurs et moins chers que les produits des manufactures indiennes. Dans l'Inde l'appel au sentiment moral a toujours quelque chance de l'emporter sur les considérations de l'intérêt immédiat. Cette propagande par l'action a réveillé dans les masses somnolentes le vif sentiment de l'exploitation économique dont elles étaient victimes. Même les gens qui ne pouvaient être amenés à jeter leurs vêtements dans le feu étaient décidés à ne plus acheter de tissus étrangers.

Un procédé original, connu sous le nom de « picketing » eut également un grand succès. Des « piquets » de volontaires se postaient aux abords des magasins qui vendaient des produits étrangers, ils faisaient appel au sentiment national du public pour l'amener à ne pas acheter les marchandises non indiennes. Si la persuasion ne suffisait pas, ils opposaient une résistance physique mais, naturellement, sans recourir à la moindre violence.

Le gouvernement ne pouvait tolérer cette propagande pacifique. Des milliers de volontaires, hommes et femmes de toutes les classes sociales, furent jetés en prison. Mais l'enthousiasme était si grand, le peuple en était si profondément pénétré que de nouveaux volontaires venaient immédiatement reprendre les places vacantes.

Le succès du boycott n'a pas tardé à inquiéter les industriels anglais. Au bout d'un an les importations des cotonnades avaient diminué de presque la moitié en regard de

l'année précédente. Le gouvernement de l'Inde était pratiquement réduit à l'impuissance par l'activité du Congrès National. Jamais encore celui-ci n'avait acquis autant d'empire sur le peuple indien. Le boycott des institutions législatives récemment établies, des tribunaux et des établissements scolaires n'était pas moins efficace que le boycott économique. Le jour où le Prince de Galles devait arriver à Bombay, le boycott des fêtes organisées en son honneur par le gouvernement fut si bien observé que l'héritier de la couronne britannique trouva, en débarquant, une ville déserte, volets clos, stores baissés, tout trafic arrêté, pas un être humain dans les rues. C'était un exemple éloquent de la volonté farouche d'un peuple décidé. Lord READING, alors vice-roi de l'Inde a dû reconnaître publiquement qu'il avait été frappé de stupeur et d'étonnement (« perplexed and puzzled ») devant un mouvement aussi bien organisé.

Le gouvernement était prêt à s'entendre avec le Congrès, mais insuffisamment disposé à accepter les revendications du pays. Mahâtma GANDHI était trop sûr de la solidité du mouvement. Le pays n'a pas déçu les espoirs de son chef, mais l'exaltation du peuple ne pouvait pas toujours se plier à la doctrine trop rigoureuse de non-violence, telle que la concevait le Mahâtma. Des troubles violents éclatèrent dans un village du nord.

« Dieu a été d'une bonté excessive pour moi écrit GANDHI, « il vient de m'avertir pour la troisième fois que, dans l'Inde, « ne règne pas encore cette atmosphère de Vérité et de Non-« Violence qui peut seule justifier la Désobéissance civile en « masse, celle qui peut être vraiment nommée civile, c'est-à-« dire, douce, humble, sage, volontaire et cependant aimante, « jamais criminelle ou haïssable... La tragédie de Chauri-« Chaura fut donc pour nous un réveil absolu... Je suis prêt à « souffrir n'importe quelle humiliation, n'importe quelle torture, « un ostracisme absolu et la mort même, pour empêcher ce « mouvement de devenir violence ou précurseur de violence... »

Ces considérations formulées, GANDHI donna l'ordre de suspendre toute action. Le pays n'approuvait pas cette décision, mais la volonté du Mahâtma était sacrée, il fut obéi. Ce qui n'empêcha pas le gouvernement de faire arrêter l'apôtre de la paix. Il fut condamné à six années de prison.

Ainsi se termina en 1922 la campagne de boycott. Il n'appartient pas à notre sujet d'examiner les conséquences politiques d'une agitation avortée. Dans le domaine économique le mouvement n'a pas eu d'effets durables sur le commerce britannique dans l'Inde et, en particulier, sur les importations de coton. Les données statistiques n'en donnent pas une idée assez précise. En une année, les importations d'Angleterre ont diminué de 23 %, mais cette baisse a été de courte durée. Dès l'année suivante le commerce du coton britannique a repris son équilibre, mais sans atteindre toutefois le chiffre de 1920.

Le résultat effectif du mouvement du boycott a été en premier lieu, d'avoir amené la population indienne à se pénétrer de l'importance du Swadeshi, en tant qu'instrument politique et facteur important de l'économie nationale de l'avenir. L'adhésion du peuple à la doctrine du Swadeshi a commencé en 1921 ; à partir de cette date ce mouvement a continuellement grandi et a rendu d'immenses services à la lutte de ces dernières années.

D'autre part, le Congrès National a puisé dans les événements de 1921 un enseignement précieux : il a compris, notamment, que pour mener à bien le boycott des marchandises britanniques il avait absolument besoin de l'appui des industriels indiens. Lors du mouvement précédent le boycott avait été fondé sur des bases idéologiques plutôt que sur de solides principes économiques. GANDHI, fervent zélateur du tissage à la main, a exigé l'application rigoureuse du boycott aussi bien aux produits manufacturés de Bombay et d'Ahmadabad qu'à ceux du Lancashire. Le « picketing » ne faisait aucune différence entre les marchandises étrangères

et les produits des fabriques indiennes. La campagne en faveur du filage et du tissage à la main avait à peine commencé ; on n'avait pas encore de réserves de tissus ainsi fabriqués, susceptibles de remplacer les immenses quantités de produits manufacturés consommés dans le pays. L'appel patriotique du Mahâtma et de ses adeptes pouvait tout au plus amener le peuple à s'abstenir pendant quelque temps de tout achat d'articles étrangers. Mais cette abstention, évidemment, ne pouvait durer ; la réaction s'annonça au bout d'une année de campagne et le commerce britannique reprit son cours normal.

Lors du mouvement qui commença en 1930, le Congrès National eut la sage précaution de ne plus confondre les fabricants du pays et les fournisseurs étrangers. Certes, une préférence est accordée en premier lieu au khaddar, c'est-à-dire à la fabrication à la main. Mais ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter les tissus ainsi fabriqués ou dont la situation ne leur permet pas d'encourir le mécontentement du gouvernement, sont autorisés à acheter les produits des manufactures indiennes. Le « picketing » cette fois ne vise que les boutiques qui vendent des marchandises étrangères. Et même parmi ces dernières, un boycott rigoureux ne frappe que les marchandises de provenance britannique. Parmi les fabriques indiennes seules sont exemptes du boycott celles qui ont plus de 50 % de capitaux indiens et dont l'administration est exclusivement indienne. Le Congrès National a fait une enquête minutieuse sur la nature des capitaux investis dans les manufactures et sur leur administration. Les établissements qui répondent aux conditions requises et qui s'engagent à les observer, sont autorisés à vendre leurs produits. Toutes les manufactures qui se servent de fil étranger sont frappées d'un boycott rigoureux. De son côté l'association des filateurs indiens, qui prête un concours énergique au Congrès, a adressé des circulaires à ceux de ses membres qui ont accepté toutes les conditions imposées, y compris

l'engagement de vendre leurs produits à des prix déterminés, sanctionnés par le Congrès.

Au cours des mouvements précédents, il a été constaté en effet que les industriels indiens profitaient du boycott pour vendre leurs marchandises à des prix extrêmement élevés. C'est pour protéger les consommateurs patriotes contre la cupidité des fabricants qu'on a jugé nécessaire de fixer les prix des diverses catégories de produits manufacturés. Cette mesure a beaucoup contribué au succès du boycott dans les deux dernières années.

D'autre part, l'appui que les industriels indiens prêtent au mouvement national, assure au Congrès une base financière solide. Le Congrès contribue au développement de l'industrie locale en faisant une propagande énergique en faveur du boycott des marchandises étrangères ; et les industriels de leur côté mettent à la disposition du Congrès des hommes et des fonds. A l'heure actuelle, alors que le monde entier se débat contre une crise désastreuse, les affaires des manufacturiers de Bombay et d'Ahmadabad sont plus florissantes que jamais. Leurs machines travaillent à plein rendement ; beaucoup de fabriques occupent plus d'une équipe d'ouvriers par jour. Rien d'étonnant dans ces conditions que les milieux industriels et commerçants de Bombay, ordinairement si modérés et si timides quant à leurs idées politiques, se soient entièrement ralliés au mouvement national. Il leur assure en effet une véritable mine d'or. Ce n'est pas l'amour de la liberté qui les pousse à s'enrôler sous le drapeau de GANDHI, mais l'avantage matériel qu'ils tirent du mouvement national. C'est pour eux un devoir bien doux que de prendre leur revanche sur le Lancashire auquel leurs intérêts avaient été sacrifiés pendant les soixante-quinze dernières années.

Le succès du boycott est éloquemment exprimé par les données relatives à l'importation des cotons dans l'Inde. En 1929, l'Angleterre y avait importé 1.900 millions de yards

de tissus ; en 1931, ce chiffre est tombé à 868 millions, ce qui représente une diminution d'environ 54 %.

Outre la coopération des industriels, le mouvement trouve un appui puissant dans le développement du filage et du tissage à la main qui ont pris une immense extension en ces dix dernières années. Ce phénomène est un des traits les plus extraordinaires de l'époque. Son importance réside moins dans ses conséquences économiques que dans sa valeur morale : il démontre éloquemment comment un programme idéaliste et utopique peut aboutir à une action formidable sous l'impulsion du sentiment national et sous l'influence personnelle d'un homme de grand cœur.

Le caractère particulier de ce développement d'une industrie primitive qui arrive à tenir tête à la production mécanique mérite une étude plus détaillée. Nous allons donc examiner la nature économique de ce « retour au rouet des ancêtres ».

B. — L'aspect économique du Khaddar (1).

En ces dernières années peu d'hommes ont plus attiré l'attention du monde que la personnalité mystique de GANDHI. Saint, philosophe, agitateur et homme d'Etat à la fois, il a surtout éveillé l'intérêt du monde occidental par sa simplicité, son attachement à la non-violence, son amour inébranlable de la vérité. Mais un trait important de sa personnalité est resté à peu près ignoré, nous voulons parler de GANDHI économiste. Ce n'est pas entièrement la faute des économistes s'ils n'ont pas su reconnaître en lui un confrère : c'est qu'il

1. Le mot *Khaddar* ou *khaddi*, dans son acception actuelle, ne figure dans le vocabulaire indien que depuis une quinzaine d'années. Autrefois, il signifiait d'une façon générale, « étoffe grossière ». Aujourd'hui, il s'applique exclusivement aux étoffes tissées à la main avec du coton filé à la main. Un tissu de fabrication mécanique si grossier qu'il soit, n'est pas *khaddar*. Par contre, on désigne par ce mot jusqu'aux étoffes les plus fines, tissées quelquefois avec du fil au-dessus du numéro 200, à condition que toutes les opérations de filage et de tissage aient été faites à la main.

est trop différent d'eux, la foi qu'il professe semble être une antithèse de la doctrine économique telle qu'on la conçoit généralement ; il ne calcule pas le bonheur des hommes en termes de finance. Les économistes, au sens habituel de ce terme n'arrivent pas à comprendre, ou du moins, considèrent comme irréalisables sa conception de la régénération économique de l'Inde, les remèdes qu'il propose contre les conséquences néfastes de l'industrialisme, son effort pour contrecarrer les tendances de la civilisation moderne et restaurer le bonheur frugal de l'antique existence rurale. Il est un visionnaire, un utopiste, n'est-ce pas assez pour le rendre suspect aux économistes proprement dits ?

Et cependant GANDHI a réussi à ramener des millions de ses compatriotes au rouet à la main. Le mot d'ordre de son apostolat : revenons au rouet ! n'a pas été clamé dans le désert. Certes, il est douteux que ses adeptes aient été convertis à la doctrine du rouet pour des considérations d'intérêt économique. Cependant le fait même qu'il ait pu imposer sa volonté à une immense partie de la population indienne marque un succès incontestable de cette doctrine.

En 1918, le projet de faire ressusciter le métier manuel semblait aussi absurde que ridicule : autant proposer au Conseil municipal de Paris, pour éclairer les Champs-Élysées, de remplacer les puissants projecteurs électriques par des lampes à huile. Par bonheur, il n'y a eu à la tête de la ville de Paris personne qui ait risqué de passer pour fou en se laissant aller à l'envie romanesque de revoir en 1932 les Champs-Élysées de 1832.

Mais l'Inde n'est pas Paris, et GANDHI ne risquait rien en invitant les gens à réparer les vieux rouets que leurs grand-mères avaient fait tourner dans leur enfance, aux environs de 1850. Et quinze ans d'épreuve semblent avoir démontré que cette idée, si absurde à première vue, n'était ni utopique ni contraire aux intérêts économiques du pays.

La résurrection du rouet date de 1918. En ce temps, bien

des gens n'avaient qu'une vague idée de ce qu'était un rouet. Le Mahâtma lui-même eut beaucoup de peine à en retrouver un vieux modèle. Une vieille dame le combla de joie en le lui procurant. Pendant deux ans les démonstrations de filage à la main ne se faisaient qu'à l'école de GANDHI à Ahmadahad. C'était l'époque où le Mahâtma méditait un nouveau programme du mouvement national. Bien entendu, il y fit une large part au rouet, appelé à devenir l'arme par excellence dans la bataille qu'il songeait à livrer aux Britanniques. Ainsi le succès du rouet s'associe au rôle de chef assumé par GANDHI. S'il ne s'était pas mis à la tête du mouvement national de 1920, le rouet, aujourd'hui encore, n'aurait de place que dans quelque musée d'antiquités. La lutte pour la liberté n'était pas du tout l'œuvre de GANDHI, mais sa puissante personnalité est seule responsable de la résurrection du rouet. Nul doute cependant que sans un fort sentiment national, l'idée de revenir au filage à la main n'eût pas été prise au sérieux.

Le développement de l'industrie nationale et le boycott des marchandises britanniques en tant que moyens de reconquérir la liberté politique et économique, répondaient à une conception déjà ancienne, mais il appartient à Mahâtma GANDHI d'avoir rajeuni et rénové la portée idéologique de la formule : l'indépendance nationale (*svarâjya*) par la production nationale (*svadeshi*). L'ancien terme *svadeshi* avait, aux yeux de GANDHI, une portée plus vaste et plus profonde que ne lui avaient attribuée les promoteurs du mouvement de ce nom en 1905.

Dans l'idée de GANDHI, il ne s'agit pas seulement, pour le peuple indien, de satisfaire par ses propres moyens à ses besoins économiques. En ce qui concerne en particulier les tissus, pour qu'ils soient *svadeshi*, il ne suffit pas qu'ils soient fabriqués dans l'Inde, il faut encore qu'ils soient fabriqués à la main. L'article de GANDHI, intitulé : *Le svarâjya par le svadeshi* et paru dans sa revue hebdomadaire *Young India*

du 10 décembre 1919, formule nettement sa conception du svadeshi (1) :

« La véritable réforme nécessaire à l'Inde est l'adoption du
« svadeshi au sens exact du mot. Le problème immédiat que
« nous avons à résoudre n'est pas de savoir comment organiser
« le gouvernement du pays, mais comment nous vêtir et nous
« nourrir. En 1918, nous avons envoyé hors de l'Inde 600 mil-
« lions de roupies pour acheter des tissus. En continuant
« d'acheter à l'étranger à ce taux, nous privons d'autant les
« Indiens qui tissent et qui filent sans leur mettre entre les
« mains un autre métier. Rien de surprenant si la dixième
« partie de notre population est condamnée à mourir de
« faim, et si le reste est en majorité insuffisamment nourri.
« Qui sait regarder peut se rendre compte par lui-même que
« la classe moyenne est déjà sous-nourrie et que nos petits
« n'ont pas assez de lait. Le projet des réformes, quelque
« libéral qu'il soit, n'aidera pas à résoudre le problème avant
« un certain temps. Le Svadeshi le résoudra immédiatement.

« Le Pendjab m'en a rendu la solution encore plus claire
« Dieu merci, les belles femmes du Pendjab n'ont rien perdu
« de la souplesse de leurs doigts. Nobles ou humbles, toutes
« savent filer. Elles n'ont pas brûlé leur rouet, ainsi que l'ont
« fait les femmes du Gujerate. J'éprouve une joie véritable,
« lorsqu'elles me lancent leurs balles de fil sur les genoux.
« Elles disent qu'elles ont le temps de filer et que le Khaddar
« tissé à la main avec leur fil est bien supérieur à celui que
« l'on fabrique avec du fil filé à la machine. Nos ancêtres
« parvenaient à se vêtir avec confort, sans difficulté et sans
« l'obligation d'acheter leurs tissus sur les marchés étran-
« gers.

« Cet art merveilleux et si simple pourtant risque de dispa-
« raître si nous ne nous réveillons pas à temps. Le Pendjab
« nous montre ce qu'il peut faire. Mais au Pendjab aussi, il

1. Traduction française d'Hélène Hart, *La jeune l'Inde*, p. 22.

« disparaît rapidement. Chaque année voit diminuer la
« quantité de fil préparé à la main, ce qui signifie une pauvreté
« plus grande et plus d'oisiveté. Les femmes qui n'emploient
« pas leur temps à filer le passent à bavarder et ne font pas
« autre chose.

« Pour obvier au mal, il est indispensable que tout Indien
« instruit et se rendant compte de son devoir élémentaire,
« offre immédiatement un rouet aux femmes de son entourage
« et leur procure le moyen d'apprendre à filer. Des millions de
« mètres de fil peuvent ainsi être filés chaque jour. Tout In-
« dien cultivé prêt à porter le tissu fabriqué avec ce fil, aidera
« à faire renaître la seule industrie villageoise de l'Inde.

« Sans industrie villageoise, le paysan indien est perdu.
« Il ne peut vivre du produit de la terre. Il a besoin d'une
« industrie complémentaire. La plus facile, la plus écono-
« mique et la meilleure est celle du rouet.

« Je sais que c'est demander une révolution dans notre
« conception mentale. Et parce que c'est une révolution, je
« prétends que le Svadeshi mène au Swaraj. Une nation qui
« peut économiser 600 millions de roupies chaque année et
« distribuer cette somme énorme parmi les fileurs et les tis-
« serands, travaillant chez eux, aura acquis une puissance
« d'organisation et d'industrie qui doit la rendre capable
« de faire tout le nécessaire pour son développement.

« Le réformateur porté à la rêverie murmure : « attendez
« que j'aie un gouvernement responsable, et je protégerai
« l'industrie dans l'Inde, sans que les femmes aient à filer ou
« le tisserand à tisser. » Ceci a été dit textuellement par des
« gens qui réfléchissent. Je me permets de suggérer qu'il se
« cache une double illusion derrière une pareille proposition.
« L'Inde ne peut pas attendre un régime protectionniste,
« et ce protectionnisme ne fera pas baisser le prix des vête-
« ments. Secondement, ce protectionnisme sera inutile aux
« milliers d'êtres qui meurent de faim. On ne peut leur venir
« en aide qu'en leur procurant le moyen d'ajouter à leurs

« gains, en leur rendant leur industrie qui est de filer. Par
« conséquent que nous ayons ou non un système protection-
« niste, il nous faudra toujours faire revivre le filage à la main
« et encourager le tissage. »

Il est évident que le Mahâtma réserve strictement la dénomination de Svadeshi aux tissus de coton entièrement faits à la main. Il ne se contente pas de remplacer les marchandises britanniques par des produits de l'industrie mécanique indienne, mais il insiste sur la nécessité du travail exclusivement manuel. « Si j'en avais le pouvoir, dit-il encore, je ferais apprendre à tout Indien à tisser et à filer, je l'obligerais à y consacrer chaque jour un certain temps. »

Treize ans se sont écoulés depuis que ces lignes ont été écrites, mais GANDHI n'a pas atteint le pouvoir politique qui lui permette d'imposer ses idées par le canal des institutions législatives. N'empêche que pratiquement il exerce un pouvoir dictatorial sur les cœurs des masses indiennes et que ses ordres soient spontanément suivis par des millions de gens. Mais il est permis de se demander si le peuple indien aurait accepté l'idée du rouet avec la même foi et la même ardeur au cas où le pays serait libre et que GANDHI fût à même de légiférer.

Lors du mouvement de 1921, le Svadeshi tenait la première place dans le programme positif et, de ce fait, la plus grande importance était accordée au filage à la main. Des modèles étaient fournis aux menuisiers pour construire de nouveaux rouets. Quelquefois ces modèles devaient être envoyés à des centaines de milles de distance d'Ahmadahad. On publiait et répandait les descriptions les plus minutieuses des fuseaux, des écheveaux, etc., etc. De nombreux instructeurs, après avoir reçu une préparation professionnelle à Ahmadahad et dans d'autres centres, étaient envoyés dans les localités les plus lointaines pour y enseigner le filage et le tissage à la main. Au bout d'un an, dans toutes les villes, dans tous les villages, le rouet était, sinon effectivement appliqué, du moins

proclamé comme l'instrument de production fondamental. Cette première année avait été consacrée à la propagande et à la démonstration des nouveaux procédés. Des gens de toutes conditions, avocats, médecins, étudiants et professeurs, qui avaient quitté leurs occupations professionnelles pour se rallier au mouvement, s'appliquaient d'un cœur enthousiaste à filer quelques mètres de coton. C'était assez amusant de voir quelque éminent avocat, disposant d'un millier de roupies (9.000 francs) par jour, aux prises avec le rouet. Ces gens étaient fiers des maigres résultats qu'ils obtenaient au prix de longues heures de travail : quelques mètres de fil irrégulier, absolument inutilisable sur le métier à tisser. Les femmes des classes les plus hautes qui n'avaient jamais touché à aucun travail manuel et qui, autrefois, se seraient récriées à la seule idée de filer — besogne bonne pour les veuves et les vieilles filles pauvres, — apprenaient à manier le rouet avec autant de zèle que d'intérêt. Il serait absurde de vouloir calculer en termes de science économique, les résultats de cette première année de la campagne en faveur du rouet. Mais sa portée éducatrice et morale a été incalculable. Sa valeur proprement économique ne devait apparaître que plus tard.

Certes, on ne pouvait s'attendre à obtenir en une seule année une production de khaddar tant soit peu adéquate à la demande. Au commencement ces tissus, fabriqués par des mains malhabiles étaient de qualité grossière tout en revenant fort cher. Malgré ces défauts, ils étaient très demandés : pour tous ceux qui croyaient à la politique du Congrès National, porter ces étoffes était suivre la mode et en même temps proclamer sa foi et attester son patriotisme. Il existe à certains moments des facteurs qui se superposent aux lois économiques. Le sentiment national, doublé d'un espoir dans un meilleur avenir économique, est certainement le plus sûr de ces facteurs.

Il est très difficile de donner au lecteur occidental une idée exacte de ce que représente le khaddar aux yeux du peuple

indien. Rien qu'à porter cette étoffe, nettement reconnaissable à sa blancheur et à l'irrégularité du fil, l'homme prend une allure distincte qui traduit des tendances politiques déterminées et commande le respect à ceux qui sont habillés autrement. Le mouvement actuel va même plus loin : un homme vêtu de khaddar regarde avec mépris tous ceux qui, par malchance, se trouvent dans l'impossibilité de porter ce blanc symbole de la révolte, ou qui ont l'audace de jeter le défi aux sentiments du peuple. Il n'est pas rare de voir un fonctionnaire montrer à un membre du Congrès National un gilet en khaddar dissimulé sous son vêtement de dessus, comme une preuve de son dévouement au pays qu'il ne peut servir autrement.

Le khaddar a amené un changement radical dans les distinctions extérieures des classes et des conditions sociales. Autrefois, la distinction vestimentaire revenait très cher : les vêtements les plus élégants provenaient des meilleurs magasins de Londres. Aujourd'hui, par contre, la simplicité, voire la grossièreté de la mise est le meilleur moyen de se faire respecter, et de ce fait les inégalités sociales se trouvent atténuées dans une certaine mesure, du moins extérieurement.

Le khaddar a simplifié la vie et porté un rude coup au snobisme, tout en faisant naître, avouons-le, son propre snobisme d'un genre différent.

LE SUCCÈS DU MOUVEMENT. — Dix ans ont passé depuis le commencement d'une campagne énergique en faveur du filage et du tissage à la main. Depuis dix ans, des milliers de travailleurs enthousiastes et dévoués, qui auraient pu prétendre à de brillantes carrières dans diverses professions, consacrent leur temps et leur énergie à organiser cette industrie. Ils vivent d'allocations qui suffisent à peine à satisfaire les besoins les plus pressants de l'existence et qui sont bien inférieures à ce que ces gens auraient pu gagner en exerçant les professions auxquelles les destinaient leurs aptitudes et leur

éducation. Voici un exemple : dans les Provinces-Unies, dans un seul centre de l'industrie du khaddar, il y a dix à quinze volontaires qui ont renoncé à leur carrière antérieure. Ils vivent dans des maisonnettes très modestes et organisent la fabrication et la distribution du khaddar. Ils achètent en gros le coton brut, puis le font filer par des gens du pays moyennant un certain salaire. Tous les quinze jours ils recueillent le fil, le trient selon les qualités et le distribuent aux tisserands d'un village voisin. La même organisation fait rentrer les tissus ainsi fabriqués et les envoie dans les grands centres commerçants, tels que Bénarès, Allahabad ou Delhi. Ainsi la production de khaddar se trouve entre les mains d'une organisation patriotique de volontaires, qui en règle toutes les opérations, depuis l'achat des matières premières jusqu'à la vente des tissus aux consommateurs. Chaque province compte quinze à vingt organisations de ce genre, fédérées en une Direction pan-indienne du khaddar (All India Khadi Board). Cet organisme central établit les nouveaux plans d'action et organise des expositions d'articles fabriqués à la main, afin d'en propager l'usage. C'est lui aussi qui règle les prix. A mesure que la production du khaddar se développe, ses prix tendent à baisser. En 1921, le khaddar de qualité très grossière était vendu 10 annas le yard (6 francs au pair). En 1931, on peut en acheter à 4 annas (2 francs) le yard. Cependant, la qualité du tissu s'est considérablement améliorée ; de plus, on réussit à en varier le dessin et la texture. Aujourd'hui le khaddar arrive à satisfaire la partie de la population qui aime se vêtir de tissus d'un dessin agréable.

Après des années de durs efforts, le khaddar est parvenu à gagner sa place sur le marché des cotonnades. Au point de vue de la quantité son succès est stupéfiant. En 1921, la vente totale du khaddar s'élevait à 250.000 roupies (1). En 1931, la vente nette dans l'Inde entière a atteint 11 millions.

1. Ce chiffre n'est pas très sûr car en ce temps-là on ne se préoccupait pas de statistique.

Etant donné que les prix de vente ont été réduits à 50 % de leur taux d'il y a dix ans, on peut conclure, sans risquer de se tromper, que le métrage du khaddar fabriqué dans le pays a augmenté d'environ 50 fois. Le prix moyen du tissu, toutes les sortes comprises, peut être estimé à 6 annas le yard. Ainsi, au cours de la dernière année, l'Inde aurait produit 28,5 millions de yards d'étoffes entièrement fabriquées à la main. Cependant si magnifique que paraisse ce résultat, il n'est guère considérable en regard des besoins effectifs du pays. L'Inde consomme environ 5.000 millions de yards de cotonnades par an. Le khaddar constitue donc moins d'un demi pour cent de la consommation globale. En d'autres mots, si on estime la consommation par tête d'habitant à 14 yards, la production à la main ne peut vêtir que 2 millions de personnes sur les 350 millions de la population. Ce n'est donc qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Même en envisageant l'avenir du khaddar avec beaucoup d'optimisme, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il remplace un jour le tissu de fabrication mécanique, soit local, soit étranger. Le khaddar doit son succès à l'élan du sentiment national et à la personnalité puissante du Mahâtma GANDHI. D'ailleurs, malgré ce succès et bien que son prix, comme nous avons dit, ait baissé en comparaison avec 1921, le khaddar ne rivalise pas avec les tissus manufacturés. Etant donné la différence de qualité, le tissu à la main coûte toujours 2 à 4 annas par yard plus cher que le produit des fabriques.

Cependant, les gens sont toujours disposés à payer ce prix plus élevé. A tel point que certaines manufactures japonaises et indiennes se sont mises à fabriquer des tissus grossiers qui ressemblent au khaddar, qu'elles font passer pour tel et qu'elles vendent grâce à ce subterfuge, à un prix de beaucoup supérieur à leur prix de revient. La Direction du khaddar et le Congrès National ont été gravement préoccupés des moyens de mettre un terme à ces falsifications. La contrefaçon est surtout difficile à reconnaître lorsqu'il s'agit

de tissus fins. Bien que les magasins d'étoffes faites à la main soient placés sous le contrôle des commissions locales désignées par le Congrès, le faux khaddar est vendu à tous les marchés de l'Inde. Les manufactures japonaises tirent de ce commerce de gros bénéfices.

En 1927, le Pandit Motilal Nehru, chef du parti Svarajya à l'Assemblée législative a introduit un projet de loi qui définissait le khaddar et punissait les vendeurs de faux khaddar. Mais le parti national ayant peu après proclamé le boycott des institutions législatives, la loi en question n'a pu entrer en vigueur. Ainsi le commerce de faux khaddar demeure impuni et le public paye des prix exorbitants pour des tissus fabriqués dans les manufactures. Le seul moyen de réprimer ce trafic déloyal est de renforcer la surveillance exercée par les représentants du Congrès et d'y attirer l'attention des acheteurs même.

LA PORTÉE ÉCONOMIQUE DU KHADDAR. — Le critérium le plus sûr pour juger de la solidité d'un mouvement économique est sa faculté de survivre et de se développer en présence d'autres forces concurrentes. Nous venons de voir que dans les dix dernières années le mouvement en faveur du khaddar a marqué un progrès continu. Cependant, on ne peut affirmer que ce mouvement repose sur des bases économiques assez robustes pour en assurer l'avenir. A vrai dire, tout ce mouvement n'est qu'une plante de serre alimentée par des forces dont la nature, quant au fond, n'est pas du tout économique. Ces forces sont notamment un sentiment national fervent, l'esprit de sacrifice des acheteurs individuels, le pieux dévouement des milliers de jeunes gens et, avant tout, le prestige inspirateur de GANDHI. On entend souvent dire dans l'Inde, et même par des observateurs dont le jugement ne saurait être dédaigné, que « le khaddar est arrivé à un point d'arrêt ». Il est difficile évidemment de prédire l'avenir d'un mouvement dans lequel les motifs d'ordre

sentimental tiennent plus de place que les forces économiques calculables. Il se peut bien que le khaddar subsiste dans l'Inde, soutenu qu'il est par des facteurs extra-économiques ; cependant en nous plaçant au point de vue purement économique, nous croyons pouvoir affirmer, sans risquer de nous tromper, que le mouvement en faveur du khaddar est condamné à disparaître le jour où le Mahâtma aura quitté l'arène politique ou, de toute façon, le jour où l'Inde aura reconquis son indépendance nationale.

La raison qui nous suggère cette assertion est bien simple. Le filage à la main n'est pas lucratif. Il y a aujourd'hui dans l'Inde des milliers de fileurs qui exercent ce métier sans se préoccuper du salaire qu'il leur rapporte. On dit que des milliers de veuves et de pauvres vieilles femmes gagnent leur vie tant bien que mal en filant au rouet ; mais il ne faut pas oublier que dans les circonstances actuelles les acheteurs payent le khaddar plus cher qu'ils ne l'auraient payé en temps normal ; d'ailleurs tout le personnel de l'organisation qui fournit les matières premières, récolte le fil et distribue les articles finis, touche des salaires très insuffisants ou même ne touche rien. Ces transactions d'intermédiaires n'impliquent donc aucun bénéfice. Le jour où l'acheteur aura cessé de payer des prix majorés qui ne sont, au fond, sous une autre forme, que des subventions librement consenties, et que les services des intermédiaires devront être payés, en d'autres termes, lorsque toute cette industrie sera organisée commercialement, elle impliquera une perte d'un anna par yard, au moins. Autant dire que l'organisation commerciale de la fabrication à la main sera impossible.

A l'heure actuelle le prix de revient du khaddar ne se compose que de quatre éléments : les matières premières, le filage, le tissage et le blanchissage des tissus. Cependant, aucune industrie ne peut se développer sur une vaste échelle sans services intermédiaires.

Examinons par ailleurs les salaires des fileurs. Les experts

de l'Association des fileurs de l'Inde estiment qu'un ouvrier habile peut gagner en moyenne cinq à six pies (50 à 60 centimes au taux actuel) par journée de huit heures. Huit heures de travail au rouet n'est pas chose facile. Un ouvrier professionnel peut filer en moyenne 350 yards de fil de 20 filaments. Cela fait une production moyenne d'environ 2.800 yards par jour.

Le maximum qu'un ouvrier puisse atteindre en tenant compte de l'irrégularité du travail manuel, est 8.000 yards (1). Si le fil est plus ou moins régulier et bien tordu, le fileur peut gagner au taux actuel, payé par l'organisation du khaddar, 2 roupies et 12 annas par mois. Cela fait un salaire journalier de moins d'un anna et demi, le maximum de profit auquel le fileur puisse prétendre. Or, dans les autres métiers manuels, le salaire journalier est de 8 annas au minimum. A Bombay, les ouvriers des filatures gagnent en moyenne 14 annas par jour, c'est-à-dire neuf fois plus qu'ils n'auraient gagné en travaillant au rouet.

Il est donc absurde de prétendre que le filage à la main puisse intéresser la masse d'ouvriers pour des raisons économiques. L'argument le plus courant auquel recourent les partisans du filage au rouet est que cette industrie donnait d'excellents résultats il y a cent ans, pourquoi n'en donnerait-elle pas aujourd'hui ? Ils oublient tout simplement d'analyser les raisons qui ont amené le peuple à abandonner le rouet des ancêtres. Et la raison fondamentale était que ce métier avait cessé de se justifier économiquement.

Il est possible que le rouet eût pu subsister quelques dizai-

1. M. PUNTAMBEKAR, dans son livre *Handspinning and Handweaving*, p. 174, estime que le rendement est de 420 yards de fil de 20 filaments par heure. Il semble que c'est exagérer la faculté de travail du fileur. Il est probable qu'un ouvrier habile puisse arriver à filer 3.360 yards en 8 heures de travail, mais il paraît impossible de compter sur le même résultat pendant tous les 30 jours du mois. Après tout l'homme n'est pas une machine. Selon les calculs du même auteur, en fournissant 101.000 yards de fil par mois, le fileur peut gagner 3 roupies et 12 annas (32 francs environ). Inutile de dire que c'est là une rémunération ridicule pour 240 heures de dur travail.

nes d'années de plus, si la politique commerciale de l'Angleterre n'avait pas été hostile à l'industrie indigène. Mais tôt ou tard le rouet devait capituler devant la machine. Une industrie ne peut mourir tant qu'elle tient tête à la concurrence. La survivance du tissage à la main en est la preuve. Il y a dans l'Inde plus de deux millions de métiers à tisser (1) en pleine activité, qui n'emploient que le fil de fabrication mécanique. Ils produisent 1.592 millions de yards de tissu (2) par an, à savoir presque le double de la quantité d'étoffes importées d'Angleterre. Ces métiers arrivent à satisfaire le tiers de la demande. Les tisserand qui font ce travail à la main constituent la catégorie la plus prospère de toute la classe ouvrière de l'Inde. Un ouvrier qui tisse à la main dans quelque village isolé des Provinces-Unies, par exemple à Mau ou Tonda, peut gagner plus de 36 roupies par mois, somme qui dans les paisibles conditions de la vie rurale et familiale lui assure une meilleure existence que les 60 roupies par mois d'un ouvrier des manufactures de Bombay.

Il y a des raisons économiques incontestables qui incitent le tisserand, travaillant du fil manufacturé, à s'en tenir à l'antique métier à la main. Non seulement le tisserand tient tête à la machine mais il réussit à gagner du terrain.

Le rendement moyen des métiers à la main, pendant de longues années avant et pendant la guerre, a été de 900 à 1.000 millions de yards par an. En dix ans cette industrie s'est développée à tel point, qu'elle peut satisfaire aujourd'hui nous l'avons dit, environ 33 % de la demande. Nous venons de voir que sa production annuelle peut se chiffrer actuellement à quelque 2.000 millions de yards. Or, sur cette quantité, les métiers qui emploient le filé à la main ne produisent que 28 millions de yards. Si l'effort qu'on fait pour propager le

1. *Report of the Cotton Tariff Committee.*

2. Tel est le chiffre pour l'année 1928-1929. Pour l'année suivante il est estimé à 2.000 millions. Mais aucune cause profonde ne justifie cette hausse subite. Il se peut que ce soit la conséquence du mouvement de 1930-1931.

khaddar avait été employé à stimuler le tissage à la main, celui-ci aurait pu gagner plus de 50 % du marché indien.

Les chiffres que nous venons de citer attestent que le tissage à la main repose sur des bases économiques solides, mais qu'on ne peut en dire autant du filage au rouet. Il n'était donc que très naturel que le rouet eût disparu alors que le métier à tisser était encore en pleine activité. Cependant, si le mouvement en faveur du rouet a lui-même échoué, il a singulièrement fortifié la position du tissage à la main. La machine était en train d'anéantir d'une façon lente mais sûre le métier à tisser, lorsque l'apparition dans l'arène du rouet lui redonna une nouvelle vie. Pour la masse de la population indienne le khaddar était un idéal difficilement accessible. Elle ne pouvait se permettre d'acheter un tissu évidemment trop cher, mais elle n'était pas restée sourde à l'appel politique dans la mesure où il n'affectait pas trop son budget : on se contenta d'un compromis et acheta des étoffes tissées à la main, mais avec du fil fabriqué à la machine. Du moment que le préjugé d'infériorité, qui s'attachait aux vêtements peu raffinés, était aboli, les gens n'hésitèrent pas à s'adresser de préférence au tisserand villageois dont le produit était moins cher que celui des manufactures de Bombay et du Lancashire.

Les cotonnades tissées à la main avec du fil fourni par les filatures ont pris aussi, par extension, le nom de khaddar. C'est en employant ces étoffes que le gros de la population arrive à concilier ses sentiments patriotiques avec la maigreur de sa bourse. C'est là, certainement, un résultat important, encore qu'indirect, de la campagne en faveur du rouet.

COMMENT GANDHI SOUTIENT-IL SA DOCTRINE DU ROUET ?

Il est difficile, dans un exposé nécessairement sommaire, de rendre toute justice aux idées du Mahâtma relatives au rouet. Il se rend très bien compte que cet antique instrument

de travail n'est pas de force à soutenir la concurrence des manufactures nationales ou étrangères. Mais la concurrence, pour lui, n'est pas le facteur qui compte. Le rouet est à ses yeux le symbole d'une lutte morale, plutôt que d'une compétition dont les résultats se laissent calculer en roupies. Ce qu'il cherche, n'est pas une concurrence victorieuse, mais l'amélioration de la vie humaine. Il a observé la grande pitié des masses. 75 % de la population s'occupent d'agriculture. Cela leur laisse forcément quelque 4 à 6 mois d'inaction. Pour employer ce temps ainsi que les heures de loisir dont ils disposent de temps en temps même pendant la saison des travaux champêtres, ils n'ont, à l'exception du filage, aucune industrie à domicile qui ne demande ni grands frais d'outillage ni connaissances spéciales et qui trouve un vaste débouché pour ses produits. Or, on peut acheter un rouet pour 2 roupies chez le menuisier du village. On trouve du coton chez les cultivateurs des environs. Tous les membres de la famille peuvent utiliser leurs moments de liberté en travaillant au rouet. Et aucun marché de l'Inde n'est aussi vaste que celui du coton. « Le filage, dit GANDHI, ne rivalise pas et n'est pas appelé à rivaliser avec aucun genre d'industrie existant... En mesurer la valeur économique en termes de ristournes et de dividendes ne servirait qu'à en donner une idée fausse. Tout ce qu'on affirme à son sujet, c'est que c'est le seul moyen qui offre une solution immédiatement applicable et permanente du problème de la famine chronique des masses. Le filage au rouet convient supérieurement pour remédier à la détresse économique de l'Inde : (1)

1° Il est immédiatement applicable car :

a) il ne demande pas de capitaux et d'outillage coûteux pour être mis en action ;

b) il ne demande pas plus d'habileté ou d'intelligence que

1. *Economics of Khaddar*. Gregg, 171.

n'en possèdent les masses indiennes frappées d'ignorance et de misère.

2° Il est universel et permanent, puisque, après la nourriture, le coton seul peut toujours trouver dans l'Inde un débouché tout prêt.

3° Il ne dépend pas de la mousson et peut être pratiqué même en temps de famine.

4° Il n'est pas contraire aux susceptibilités religieuses et sociales du peuple.

5° Il apporte du travail dans chaque maison de paysan et évite ainsi la désagrégation de la famille sous l'effet de la détresse économique.

6° Il peut aussi procurer certains bénéfices aux communautés villageoises, aujourd'hui à peu près ruinées.

7° Lui seul peut assurer la distribution équitable des richesses parmi les millions d'habitants de l'Inde.

8° Lui seul peut résoudre efficacement le problème du chômage.

Nul doute que cette analyse de la situation actuelle soit parfaitement exacte. Mais la solution apportée par GANDHI n'est ni pratique ni économiquement stimulante. « Vaut mieux peu que rien du tout », dit un vieil adage. Mais on ne saurait s'en inspirer en toutes circonstances. Il faut une certaine proportion raisonnable entre l'effort et le résultat. Il est permis de rejeter le « peu » lorsqu'il est une quantité négligeable. Il est difficile de persuader à un homme de peiner huit heures par jour pour un salaire de 50 à 60 centimes. L'ouvrier ne peut réduire le prix de son travail au delà d'une certaine limite. Celle-ci dépassée, l'ouvrier n'a qu'à faire le choix entre la misère définitive et un effort excessif qui lui rapporte à peine quelques centimes. Les fileurs indiens se trouvent depuis longtemps devant cette alternative.

Mieux vaut ne donner aucune solution qu'en donner une

qui ne fait que prolonger les souffrances des hommes. La fameuse « frugalité » du peuple, qui n'était au fond qu'une cruelle nécessité imposée par les conditions économiques et sociales, a longtemps été la plaie de l'Inde. Il est temps que cette situation prenne fin.

CHAPITRE VIII

RÉFORMES POLITIQUES ET AUTONOMIE DOUANIÈRE

Dans un chapitre précédent, en caractérisant l'attitude du Lancashire vis-à-vis de l'industrie indienne du coton, nous avons retracé l'histoire des tarifs d'importation appliqués dans l'Inde jusqu'au commencement de la guerre mondiale. La politique douanière du gouvernement de l'Inde a été celle du libre-commerce rigoureusement observé. Nous avons vu que cette politique, si néfaste au développement de l'industrie indienne, ne se fondait nullement sur des principes de progrès économique, mais tendait uniquement à subordonner le marché indien aux intérêts du Lancashire. La politique commerciale du gouvernement de l'Inde, comme tant d'autres domaines de son activité, se trouvait sous le contrôle direct du gouvernement de Londres. Or, en ce qui concerne les produits de coton britanniques, le gouvernement anglais a toujours été aux ordres des manufacturiers du Lancashire, leur sacrifiant, à l'occasion, jusqu'aux besoins les plus pressants des finances indiennes. Les économistes de Manchester ont essayé d'ériger en doctrine la politique de libre-commerce systématiquement appliquée à l'Inde. Celle-ci, prétendaient-ils, a toujours suivi pareille politique. Sous les Moghols le taux ordinaire des droits d'importation était de 3% à 5 % et ils n'étaient levés que pour des raisons fiscales. Mais quelle est la valeur des antécédents historiques dans une question qui appartient par excellence aux temps modernes ? Une politique qui a pu être utile à l'époque d'un régime personnel et primitif, n'est pas nécessairement applicable aux conditions actuelles alors que la face écono-

mique du monde a totalement changé. A mesure que se développe l'économie nationale de chaque pays, les questions de ce genre se présentent à la fois sous leurs aspects politique et économique, d'où le conflit perpétuel entre les intérêts de la Grande-Bretagne et ceux de l'Inde.

La période des réformes effectives ne commence qu'après la guerre. Jusque-là, le soi-disant pouvoir législatif de l'Inde, établi selon le système MINTO-MORLEY de 1909, ne pouvait que discuter les mesures qui lui étaient proposées par le gouvernement. Son opinion n'avait que la portée de simples suggestions. C'est pourquoi, bien que l'opinion publique de l'Inde entière se prononçât unanimement en faveur d'un tarif protecteur, le pays n'en restait pas moins sous un régime de libre-commerce absolu. Jusqu'à 1916, il n'y existait qu'un droit général d'importation de 5 % *ad valorem* ; pour le coton il n'était que de 3 1/2 %. Ces droits constituaient une bien faible protection contre l'active industrie du Lancashire et, d'ailleurs, leur maigre effet était contrebalancé par un droit d'accise de 3 1/2 %, prélevé sur les produits de fabrication indienne.

La guerre provoqua des troubles profonds dans la situation financière du gouvernement de l'Inde. Les dépenses augmentaient rapidement. Les impôts directs, tels que l'impôt foncier et l'impôt sur le revenu, ne pouvaient fournir de fonds suffisants pour parer aux frais de plus en plus lourds de l'Etat. Le seul moyen efficace était de recourir aux impôts indirects. Dans ces circonstances le Gouvernement se vit obligé de porter le taux général des droits d'importation de 5 % à 7 1/2 %. Certaines machines qui avaient été complètement exemptes de droits, furent légèrement imposées. La taxe sur le fer et l'acier fut portée de 1 % à 2 1/2 %. Mais on ne toucha pas aux produits de coton, les plus importants de tous. En fait, ces produits étaient les seuls qui pussent assurer à l'Etat un revenu suffisant ; mais les propositions que le gouvernement de l'Inde fit dans ce sens se heurtèrent

à l'opposition énergique du Lancashire. Sir Austen CHAMBERLAIN alors secrétaire d'Etat pour l'Inde, se laissa facilement persuader qu'en matière des cotons il fallait maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire le droit de 3 1/2 %.

Toutefois, les nécessités de la guerre l'emportèrent sur les intérêts du Lancashire. En 1917 l'Inde fut invitée à verser 100 millions de livres sterling aux fonds de guerre de l'Empire. Les maigres finances du gouvernement de l'Inde ne lui permettaient pas de répondre à cette demande sans imposer les produits de coton. On se décida donc, bien qu'à contre-cœur, à porter la taxe sur le coton à 7 1/2 %. Cependant, comme il existait toujours un droit d'accise de 3 1/2 % sur les produits indiens, le taux d'importation ne fut pratiquement que de 4 %. En 1921, le gouvernement de l'Inde se trouva en présence des nouvelles difficultés financières. Le budget général accusait un déficit de 60 millions de roupies. Il fallut, une fois de plus, recourir à une augmentation du tarif. Diverses raisons rendaient cette mesure inéluctable, dont la plus puissante était l'opinion publique qui, sous l'effet du mouvement national de cette année, se prononçait plus décidément que jamais en faveur des mesures de protection douanière. Le taux général des droits d'importation fut donc porté à 11 % ; pour les produits du coton il fut maintenu à 7 1/2 %. L'année suivante amène de nouvelles mesures de protection : le taux général est porté à 15 %, l'imposition du coton à 11 %. Il convient de noter que, malgré l'augmentation progressive des droits d'importation, déterminée au lendemain de la guerre par l'avènement d'une ère des réformes politiques, la taxe sur les cotons est toujours restée inférieure au tarif général. Toutefois, on ne peut contester que depuis une dizaine d'années une véritable révolution s'est produite dans la politique douanière du gouvernement de l'Inde. En 1931, nous le voyons suivre une politique franchement protectionniste. Le taux général des droits d'entrée est porté à 30 %, la taxation des produits de coton britanniques à 20 %, celle des

produits « étrangers », c'est-à-dire autres que britanniques, à 25 %.

Comment expliquer ce changement imprévu dans la politique douanière du Parlement anglais vis-à-vis de l'industrie indienne ?

Le Lancashire n'a nullement changé d'attitude à l'égard de ses concurrents de Bombay ou d'Ahmadahad, ni perdu quoi que ce soit de son influence à Westminster. Le gouvernement de l'Inde, de son côté, n'a rien fait pour affirmer son indépendance. Le contrôle que le Parlement de Londres exerce sur le mécanisme administratif de Simla, demeure aussi rigoureux que par le passé. Cependant, dans le domaine de la politique douanière le gouvernement de l'Inde est amené d'une année à l'autre à faire de nouvelles concessions à l'opinion publique. Dans maintes occasions le gouvernement britannique a dû admettre l'indépendance virtuelle du gouvernement de l'Inde en matière des questions fiscales. En avril 1931, lorsque les droits sur le coton furent portés de 15 % à 20 %, les industriels du Lancashire firent une démarche de protestations auprès du secrétaire d'Etat pour l'Inde. Celui-ci répondit à leurs délégués que le gouvernement de l'Inde était souverain dans les questions de ce genre et que le gouvernement britannique n'avait pas à y intervenir. De même l'autonomie fiscale de l'Inde fut reconnue d'une façon explicite en mars 1931, lorsque le gouvernement de l'Inde augmenta les droits d'importation sur la soie filée et le fil d'argent. Cette mesure atteignait directement l'industrie des soies de Lyon. Vingt mille ouvriers se trouvèrent sans travail. Le gouvernement français, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, M. BRIAND, fit une représentation énergique au cabinet de Londres. Le chef du Foreign Office, M. Arthur HENDERSON, répondit catégoriquement que le gouvernement britannique ne pouvait intervenir dans la politique douanière de Simla. C'était un moyen commode de sortir d'une situation embarrassante. Il fallait

en effet choisir entre le désir de contenter une puissance amie et celui de se concilier l'opinion publique de l'Inde à un moment où le mouvement national y atteignait à son comble. Le gouvernement de Londres choisit la deuxième solution, et pour de bonnes raisons. Aux termes de la constitution il était parfaitement libre d'intervenir dans la question.

Pour mieux comprendre cette tactique du gouvernement anglais renonçant pratiquement à certaines de ses prérogatives dans l'Inde, il nous faut examiner les réformes dites de Montague-Chelmsford dans leur application à l'autonomie fiscale de Simla. Nous pourrions ainsi nous rendre compte lequel des deux facteurs, à savoir l'Acte de Réforme de 1920 ou la force des événements ultérieurs est responsable de ce changement d'attitude du gouvernement anglais.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la portée politique des mesures stipulées par l'Acte de 1920. Qu'il nous suffise de dire que ces réformes, d'ailleurs très superficielles, étaient loin de répondre aux besoins réels du pays.

En ce qui concerne le tarif douanier, elles sont plus réelles et plus solides. C'est ce qui apparaît dans la pratique et dans les conventions beaucoup plus que dans la lettre de la loi. L'autonomie fiscale tient très peu de place dans le rapport de MONTAGUE-CHELMSFORD. Mais la question est nettement posée. Les promoteurs des réformes se rendent parfaitement compte de l'état de l'opinion publique relativement aux tarifs. Le rapport observe comme de juste : « Le partisan de la théorie du libre-commerce croyons-nous, est à peu près inexistant dans l'Inde... même s'il est prêt à reconnaître qu'il a tort, il n'est pas disposé à admettre qu'il appartient à la Grande-Bretagne de décider pour lui en cette matière. Son expérience, depuis plusieurs générations, le rend instinctivement méfiant à l'égard des intentions du peuple britannique. »

Il est certain que le protectionnisme est devenu un article

de foi pour tout homme politique et tout économiste de l'Inde. Non pas qu'ils contestent la théorie du libre-commerce, mais parce que cette théorie a été utilisée par le commerce britannique pour arriver à ses propres fins.

Obligés de tenir compte de cet état d'esprit décidément favorable à la protection économique, les promoteurs des réformes ont dû faire des concessions bien déterminées en ce qui concerne l'autonomie douanière. « Les changements que nous proposons dans le gouvernement de l'Inde, écrit le rapport, laisseront l'établissement des tarifs indiens entre les mains du gouvernement et du secrétaire d'Etat pour l'Inde ; mais en même temps nous admettons qu'on puisse accepter de prendre en considération l'opinion des éléments cultivés de l'Inde. »

C'est de ce principe que s'est évidemment inspirée la politique douanière du gouvernement de l'Inde dans la dernière dizaine d'années. A en juger par les termes du Rapport, ses auteurs ont surtout insisté sur les droits souverains du Parlement anglais, même en matière des tarifs. Ils n'attachaient qu'une importance secondaire à l'opinion publique de l'Inde même, qu'ils recommandaient cependant de consulter. Ainsi, aux termes de la constitution, le gouvernement de Simla reste subordonné à celui de Londres. Comment se fait-il donc qu'il ait réussi à réaliser une autonomie douanière au point de la faire reconnaître par les autorités britanniques elles-mêmes ?

La raison de cette rupture entre la lettre et l'esprit de la loi, d'une part, et l'état de choses réel, d'autre part, doit être cherchée dans le réveil du sentiment politique dans l'Inde. L'histoire de la législation douanière de ce pays révèle au cours des dix dernières années un changement capital dans l'attitude du gouvernement britannique en ce qui concerne l'exploitation économique du pays. Des considérations politiques plus graves l'ont emporté sur le désir de servir les intérêts immédiats des industriels anglais. La Grande-Bretagne vient peu à peu à conclure que le sentiment politique déter-

miné par les besoins de l'économie nationale ne saurait être méconnu plus longtemps. Elle se trouve désormais devant cette alternative : se concilier les droits dévolus des chefs féodaux, des propriétaires fonciers, des industriels, des commerçants et des financiers, ou bien, en s'obstinant dans son ancienne politique : « l'Inde pour les manufacturiers britanniques », accélérer le cours des événements qui aboutira pour elle à la perte de son empire indien. On ne saurait contester que le gouvernement anglais a choisi la première de ces deux solutions pour consolider son pouvoir dans l'Inde. Cependant, chose curieuse, le mécontentement s'y fait sentir même parmi les classes qui auraient intérêt à ce que le régime britannique se maintînt indéfiniment. La raison en est simple. L'Angleterre n'arrive pas à prendre une décision unanime et bien arrêtée sur la politique qu'elle doit suivre. Les industriels réclament une politique de répression énergique et un monopole sans réserve du marché indien. Ils méconnaissent entièrement le nouveau facteur qui vient d'entrer en ligne, à savoir le réveil national du pays. Ils s'imaginent que le mouvement national peut être réprimé par la force des armes et des troupes. Sans se préoccuper de morale, ils admettent franchement que l'Inde avait été conquise par la force armée ; il faut donc qu'elle soit gouvernée de même, au plus grand bénéfice de l'Angleterre. D'autres représentants de l'opinion publique, tout en partageant l'avis des premiers quant à la nécessité de maintenir le pouvoir britannique dans l'Inde, doutent qu'on puisse y parvenir par la force armée, sans se concilier l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie commerçante du pays. Cependant, toute concession implique quelque perte, et la cupidité des fabricants britanniques ne leur permet pas d'accepter l'inévitable. D'où les continuelles hésitations quant à la marche à suivre. Les concessions ne viennent qu'après les répressions, elles perdent de ce fait tout leur mérite et n'arrivent pas à satisfaire le peuple. Toutes les réformes dans l'Inde, les politiques aussi bien que les

fiscales, sont toujours venues trop tard et restées au-dessous de ce qu'on en avait attendu, conséquence inéluctable d'une politique de tâtonnements et de concessions hésitantes. Il en résulte, entre autres choses, ce fait curieux : il y a sept ans les fabricants de coton indien ne reprochaient au gouvernement anglais que le droit d'accise de 3 1/2 % levé sur leurs produits ; aujourd'hui ce droit est abrogé et la fabrication indigène protégée par une taxe d'importation de 20 à 25 %, et cependant ces industriels se rallient au mouvement nationaliste et révolutionnaire.

Le mouvement politique dans l'Inde s'est accentué en 1921. Beaucoup de raisons y ont contribué. Les Musulmans, qui jusque-là s'étaient tenus en dehors de l'agitation politique, s'y rallièrent cette fois en signe de protestation contre la politique anglaise à l'égard du Khalifat. Nous avons déjà dit comment les espoirs du peuple indien avaient été déçus par les Britanniques et comment la politique de répression adoptée par le gouvernement précipita le pays entier dans le mouvement national. Les chefs du mouvement politique ont su utiliser le mécontentement provoqué par la politique fiscale du gouvernement, si contraire aux intérêts de l'Inde et de ses classes industrielles en particulier. Le public apprit à voir clair dans la politique économique des dirigeants. Les industriels indiens qui souffraient depuis si longtemps de l'invasion des marchandises britanniques, s'empressèrent de se rallier au mouvement national. Comme le point central du programme était le boycott des produits anglais, les fabricants y trouvèrent une excellente occasion de faire fortune tout en se faisant respecter pour leur patriotisme. Ils se plaignaient du droit d'accise, de l'absence de protection économique de leurs produits, d'une politique financière et commerciale contraire aux intérêts de l'Inde.

Afin de ne pas s'aliéner tous les éléments de la population, le gouvernement se décida à modifier sa politique fiscale et à supprimer de ce fait un des stimulants les plus virulents du

mouvement nationaliste. Les Anglais se rendaient compte qu'un jour devait venir où ils ne pourraient plus traiter le marché indien comme une colonie et s'en réserver le monopole exclusif. Bien entendu, le gouvernement chercha à s'appuyer sur les industriels qui, plus que les autres éléments de la population, avaient intérêt à conserver un puissant pouvoir étranger surtout lorsqu'ils se croyaient menacés d'une révolution de l'envergure de la révolution russe.

En outre, l'existence de l'Assemblée législative, si impuissante et inefficace qu'elle fût, empêchait cependant le gouvernement de l'Inde de prendre l'initiative des mesures franchement anti-indiennes. Certes, le veto du vice-roi pouvait infirmer n'importe quelle décision de l'Assemblée, mais à trop abuser de ce pouvoir on risquait à coup sûr de soulever l'opinion publique.

Dans ces circonstances, le gouvernement fut amené, malgré les protestations véhémentes des conservateurs, à adopter une politique protectionniste. En 1925, on abrogea le droit d'accise. Cette mesure s'était imposée à la suite d'une longue grève provoquée par la réduction des salaires dans les filatures de Bombay. Cette grève avait suscité des troubles politiques très graves. Les manufacturiers consentaient à ne pas réduire les salaires si le droit d'accise était supprimé. Le gouvernement se décida à donner suite aux doléances des capitalistes indiens. Grâce à l'abrogation de l'accise, l'industrie cotonnière du pays se trouva solidement protégée par une taxe d'importation de 11 %. En 1930, cette taxe fut portée à 15 % pour les cotons britanniques et à 20 % pour ceux des pays étrangers.

Le nouveau tarif de 1931 comporte une nouvelle augmentation des droits d'importation portés respectivement à 20 et à 25 % ; de plus, un droit spécifique de 3 1/2 annas (deux francs au pair) par livre de marchandises est prélevé sur toutes les cotonnades écruës, de quelle provenance qu'elles soient, lorsque le droit *ad valorem* est inférieur à ce chiffre.

Cette dernière mesure semble à première vue contredire la politique de préférence, accordée à l'Empire britannique. En fait, il n'en est rien, les produits anglais demeurent les plus favorisés, sauf pour les sortes les plus communes. C'est précisément pour réduire l'importation de ce genre de marchandises que le droit spécifique a été établi. Le Lancashire n'en fait qu'un commerce insignifiant. Le droit spécifique en question ne lui cause par conséquent aucun tort. Mais il protège certainement l'industrie indienne contre les produits à bon marché provenant du Japon. Ce dernier pays gagnait rapidement du terrain dans le commerce des tissus de qualité inférieure. En 1928, il avait importé dans l'Inde 174 millions de yards de cotonnades écruës ; une année plus tard ces importations s'élevaient à 325 millions de yards. Cette augmentation prodigieuse ne manqua pas d'inquiéter les fabricants indiens. L'association des filateurs de Bombay (Bombay Millowners Association) fit une représentation pressante au gouvernement de l'Inde. Celui-ci ordonna une enquête sur la nature de la concurrence japonaise. On en vint à conclure qu'un droit spécifique sur les étoffes écruës ne gênerait pas les importations du Lancashire qui consistent dans des tissus plus fins. La politique douanière tend dès lors à maintenir un équilibre entre les intérêts des manufactures anglaises et indiennes. Manchester consent à augmenter la protection de l'industrie indienne à condition qu'elle n'atteigne pas les importations britanniques. Plus nous examinons la récente politique douanière et mieux il apparaît qu'elle tend à rallier les industriels et les commerçants anglais et indiens contre le Japon. La raison d'être de cette alliance est évidente. Le Lancashire ne peut lutter ni contre le Japon ni contre l'Inde en ce qui concerne les étoffes de qualité inférieure ; mais il espère, grâce au tarif de faveur dont il jouit, prendre le dessus sur le Japon dans le commerce des tissus plus fins. Du moment qu'il lui est impossible d'exploiter le marché indien sans abandonner une part des bénéfices aux fabricants du

pays, le Lancashire accepte la mesure en question aux dépens du Japon. D'autre part, tant que les manufacturiers indiens ne cherchent pas à concurrencer le commerce britannique de tissus fins, ils n'objectent pas contre la préférence accordée dans ce domaine à l'Angleterre. En effet, comme les fabriques indiennes font généralement leurs cotonnades avec du fil grossier au-dessous du n° 40, c'est contre le Japon plutôt que contre le Lancashire qu'elles ont besoin d'être protégées. Bien que la qualité du coton indien se soit beaucoup améliorée en ces dernières années, il ne se prête pas encore à la fabrication du fil plus fin. Cependant, à l'heure actuelle, à la suite du mouvement de boycott, les filatures indiennes essayent d'améliorer leur produit. Elles font venir à cet effet du coton de meilleure qualité d'Egypte et d'Amérique. Cette tendance de l'industrie indienne ne laisse pas d'inquiéter ses concurrents britanniques. L'alliance entre le Lancashire et Bombay, si bien accueillie en 1929, est de ce fait sérieusement menacée. A l'avenir, la politique douanière de l'Inde dépendra, dans une grande mesure, de l'ambition et de l'habileté des fabricants indiens. Bien entendu, elle sera déterminée, en définitive, par l'état politique de l'Inde au lendemain de ses luttes actuelles pour l'indépendance nationale.

CHAPITRE IX

L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ET LES CONDITIONS DE VIE DANS L'INDE

Parler de MALTHUS en 1932 risque de passer pour une impardonnable ignorance des conditions économiques présentes. « Il n'est pas à la page, ses théories ne tiennent plus debout », tel est le verdict des économistes. Dans les vingt dernières années, les savants ont accumulé d'imposantes quantités de faits et de chiffres censés pouvoir démontrer que la nature vaincue par la machine peut produire plus que les hommes ne peuvent consommer. On a calculé que de 1920 à 1930 la population du monde entier s'est accrue de 9 %, alors que la production des denrées alimentaires a augmenté de 17 %. Cette dernière augmentation aurait été encore plus considérable si la consommation pouvait augmenter davantage. Il n'en résulte pas que tous les hommes mangent à leur faim. La Chine et l'Inde, par exemple, pourraient consommer beaucoup plus de denrées qu'elles ne le font actuellement. Mais, comme leur capacité d'achat ne leur permet pas d'absorber la « surproduction » de blé du Canada, des Etats-Unis, etc., la consommation alimentaire semble avoir atteint la limite pratiquement possible du marché mondial. D'où la destruction des récoltes de blé et de café au Canada et au Brésil.

Quant à la production industrielle, son développement peut aller plus vite que l'accroissement de la population à condition que le consommateur ait les moyens d'acheter. Les ressources de la nature sont si abondantes, le rendement vir-

tuel des machines est si grand que le producteur, industriel ou agriculteur, peut aisément surpasser la force procréatrice de l'homme. C'est ce qui a amené un éminent économiste anglais à constater : « Nous avons échappé à l'ancien dilemme qui opposait la ladrerie de la nature et à la fécondité de l'homme. »

Certes nous avons vaincu la ladrerie de la nature, mais nous sommes encore victimes de l'avidité des hommes, source des guerres et de la destruction. Les épidémies et les famines ne sont pas définitivement bannies de ce monde d'abondance et de progrès. Or il est tout aussi cruel de souffrir et de mourir de faim au milieu des richesses accumulées qu'au milieu de la pauvreté universelle, et peut-être plus cruel encore.

Si l'on considère le monde comme une unité économique — qu'il est en effet en ce qui concerne les marchés — il faut admettre que les données de MALTHUS ont changé ; mais ses sombres conclusions n'en restent pas moins vraies. Le problème a simplement changé de terrain. Du temps de MALTHUS c'était une question de production, aujourd'hui c'est celle de la distribution. Sans contester le caractère international de l'économie mondiale de nos jours, on peut affirmer qu'aujourd'hui encore certaines théories économiques, inapplicables dans tels pays, le sont encore dans tels autres. Celle de MALTHUS ne trouve nulle part un terrain plus favorable que dans l'Inde, sinon, peut-être, en Chine.

L'Inde a d'innombrables problèmes à résoudre. Le plus important de tous, celui de la liberté, pose à sa suite les problèmes des antagonismes de races, des intouchables, des castes, etc., problèmes de notoriété publique, nettement formulés. Il y en a d'autres par contre qui restent encore dans la pénombre. Le problème dont les hommes politiques et les économistes ne tiennent pas assez compte est l'accroissement excessif de la population. Le nombre effarant de la population indienne est devenu proverbial, mais peu de gens se rendent compte de la rapidité avec laquelle il augmente et du danger

que ce phénomène présente. L'accroissement de la population n'est pas, en lui-même, une chose à redouter. D'autres pays, comme, par exemple, la France où la population a cessé d'augmenter, se trouvent de ce fait en présence d'un problème inverse tout aussi grave. Mais lorsque l'accroissement de la population ne va pas de pair avec une augmentation des ressources économiques et de la richesse nationale du pays, cela ne peut aboutir qu'à l'appauvrissement continu du peuple. L'Inde est dans la situation d'un pauvre chargé d'une immense famille. La misère d'une telle famille ne laisse pas d'affecter ses voisins plus riches. La pauvreté du client doit nécessairement préoccuper ceux qui veulent lui vendre ses marchandises. Or, les industriels anglais ont toujours méconnu cet aspect de la question.

Les économistes anglais, avocats du régime britannique dans l'Inde, prétendent ordinairement, pour en célébrer les bienfaits, qu'il n'y a plus de famines dans l'Inde de nos jours. Le fléau des épidémies, telles que le choléra, la variole, et la peste, a presque entièrement disparu. Il n'y a plus de guerres intestines qui ravageaient le pays avant l'arrivée des Anglais. La propriété et la vie des hommes sont en sécurité. Le banditisme est énergiquement réprimé et la justice impartiale accordée à tout le monde. Les meurtres et les pillages ont cessé d'être des événements quotidiens. Bref, le gouvernement britannique a rendu à l'Inde la paix et la bonne administration.

Certes, les disettes désastreuses ont disparu au ^{xx}^e siècle. Celles qui s'étaient produites en 1802, 1833, 1854, 1860, 1867, 1873, 1878 et 1896 dans diverses parties de l'Inde avaient causé la mort des centaines de millions de gens. Le ^{xx}^e siècle n'a connu aucune calamité de cette envergure. Il est vrai aussi que les épidémies sont à présent moins virulentes et moins fréquentes qu'autrefois. L'épidémie de grippe espagnole, qui a suivi la grande guerre, a coûté la vie à six millions d'habitants (1), mais ce n'était qu'un désastre insigni-

1. Census Report of 1921.

fiant en comparaison avec les ravages analogues des siècles précédents. Pendant la famine de 1770 près de la moitié de la population du Bengale a été exterminée (1). La guerre mondiale a coûté à l'Inde moins de cent mille vies humaines, quantité négligeable si l'on songe au nombre des victimes causées par les disettes du xix^e siècle. Cependant, la disparition des famines, la réduction des épidémies, le triomphe de l'ordre et de la loi n'impliquent pas nécessairement le bonheur et la prospérité du peuple. Si paradoxal que cela paraisse, ces manifestations du progrès ont plutôt causé un tort incalculable à la vitalité de la race. Faute d'une augmentation parallèle des denrées alimentaires et d'autres moyens de subsistance, ce progrès apparent n'a fait qu'aggraver la misère du peuple. Les facteurs de la destruction restent toujours vivaces, mais leurs effets sont en quelque sorte disséminés à travers des espaces de temps plus longs.

A l'heure actuelle la population, plus ou moins à l'abri des épidémies, augmente avec une rapidité effarante. Voici les chiffres des 60 dernières années (en millions d'habitants) :

1871	206
1881	254
1891	287
1901	295
1911	315
1921	319
1931	351

Ces données montrent que l'accroissement de la population se poursuit d'une façon continue sinon toujours régulière. En 60 ans le nombre d'habitants a augmenté de 145 millions. Il faut en déduire quelque 15 millions, incorporés à la population indienne après 1871 à la suite de l'annexion de la Birmanie et du Béloutchistan à l'Empire. Cette réserve faite, il n'en reste pas moins une augmentation de 62,5 % dans une courte période de 60 ans. Certes, il y a d'autres pays, tels

1. André PHILIP, *L'Inde moderne*, p. 23.

que le Japon, les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre où le pourcentage de l'augmentation est plus grand. Dans le même nombre d'années la population des Etats-Unis d'Amérique a passé de 39 à 122 millions, celle d'Angleterre de 22 à 40 millions, celle du Japon de 33 à 67 millions. Aux Etats-Unis le fait est dû à la vaste immigration des pays européens. L'immensité des ressources s'y prêtait aisément à cet accroissement de la population. En Angleterre et au Japon il s'agit de phénomènes de tout autre nature. La population de ces deux pays insulaires a augmenté au delà de leurs moyens intérieurs. Elle s'est alimentée des ressources de leurs empires coloniaux respectifs. Aussitôt que le domaine de l'empire aura cessé d'être la libre proie de l'exploitation économique, il se produira soit un ralentissement automatique de l'accroissement de la population, soit une baisse des conditions matérielles de l'existence. Les deux phénomènes se font déjà sentir dans les Iles britanniques. C'est l'une des principales causes de la crise qui sévit actuellement en Angleterre. Au Japon également la population a augmenté au delà des ressources intérieures du pays, et il lui devient de plus en plus difficile de satisfaire aux besoins de ses 60 millions d'habitants. D'où ses efforts pour fonder son empire économique exclusif sur le Pacifique. La guerre sino-japonaise dont nous sommes les témoins apporte un argument irréfutable en faveur de la doctrine malthusienne.

Le cas de l'Inde est tout autre. Le prorata de l'accroissement de la population y est moins frappant qu'au Japon ou en Amérique du Nord. Mais le chiffre absolu de cet accroissement est plus élevé que partout ailleurs. 130 millions en 60 ans ! Autrement dit, les populations de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et du Portugal comptées ensemble. Rien que dans les dix dernières années la population s'est accrue de 32 millions : l'Inde de 1931, c'est l'Inde de 1921 plus la Perse, l'Afghanistan et l'Arabie. Cependant, les ressources matérielles n'ont pas augmenté.

Cet accroissement stupéfiant de la population est dû à de multiples facteurs. Mais ils peuvent être ramenés à une seule cause fondamentale : l'acceptation résignée par le peuple des misérables conditions de son existence. Se sentir mécontent de sa pauvreté est un trait absolument étranger au paysan indien. Ce n'est pas qu'il ne souffre de la faim ou de l'insuffisance de ses vêtements ; il ne manque pas non plus dans l'Inde d'opulence et de luxe, si usuels parmi les princes et les zamindars (propriétaires fonciers), pour exciter l'envie des pauvres. Mais le paysan indien est à tel point résigné devant le destin qu'il accepte aisément le contraste entre le splendide gaspillage des classes supérieures et son propre ventre affamé, couvert de guenilles. Le pauvre pense qu'il est né pour être pauvre. C'est le destin qui l'a condamné à mener une vie de famine. Il ne fait aucun effort pour améliorer sa situation matérielle. Cette espèce d'indifférence à l'égard du bien-être économique est généralement attribuée — à tort — aux « tendances spirituelles » de l'Hindou. Pareille explication provient de deux sources et vise des buts différents. Il y a, d'une part, ceux qu'on peut appeler les chauvins de la culture nationale, qui exaltent d'emblée tout ce qui est indien. Du moment que l'Inde est matériellement pauvre, ils trouvent une consolation dans sa « spiritualité ». Pour eux, la pauvreté est un bonheur suprême (auquel cependant, dans la plupart des cas, ils se gardent bien d'aspirer pour eux-mêmes) et la résignation une vertu cardinale. D'autre part, il y a les défenseurs du régime britannique : pour justifier la cruelle indifférence du gouvernement à l'égard de la misère de tant de millions de gens, il leur faut affirmer que l'esprit indien place son idéal de la vie au-dessus des contingences terrestres et que par conséquent on tenterait en vain d'augmenter la prospérité matérielle des masses.

En fait le paysan indien est ni féru de spiritualité ni indifférent au bien-être. Il est simplement assez ignorant pour devenir la proie facile de l'habile enseignement des classes

supérieures qui l'exploitent et qui empoisonnent son esprit de dogmes religieux combinés avec une sorte de métaphysique simpliste. La philosophie n'a pas su lui donner le vrai bonheur du renoncement, mais elle a réussi à lui inculquer un pessimisme exempt de toute ambition.

La religion hindoue impose à chacun le devoir de se marier et d'avoir des enfants. L'homme est le débiteur de ses parents, et sa dette ne peut être payée qu'en assurant la continuité de la famille. Il est du devoir des parents de marier leurs enfants. D'où la coutume de se marier très jeunes. 60 % d'hommes et 80 % de femmes sont mariés avant d'avoir atteint 20 ans. C'est à peine si 1 % de femmes et 2 % d'hommes restent célibataires. Ne pas se marier est considéré comme un grand malheur et comme une souillure. On peut parcourir des centaines de milles à l'intérieur du pays sans rencontrer une seule femme non mariée. C'est seulement parmi la jeune génération plus consciente des responsabilités de la vie matrimoniale, qu'on trouve des gens décidés à rejeter l'ancien préjugé.

Le système de la « joint family » est surtout responsable du pourcentage aussi élevé des mariages et surtout des mariages entre très jeunes gens. Qu'un jeune homme soit ou ne soit pas économiquement indépendant, il se marie de toute façon, car il est sûr d'être logé et nourri avec sa femme et ses enfants. Toutes les charges de leur entretien retombent sur les membres de la famille qui travaillent pour gagner leur vie, système fait pour encourager la paresse de ceux qui sont portés à la vie oisive. Dans les pays européens on voit quelquefois des jeunes gens se marier sans avoir ce qu'on appelle une situation, mais il s'agit généralement des familles dont les revenus réguliers peuvent assurer la subsistance du jeune ménage. Dans l'Inde, pareille situation est de règle, et surtout parmi les classes les moins fortunées. C'est plutôt dans la classe moyenne que chaque membre mâle de la famille éprouve le besoin de prendre une part active à la lutte pour

l'existence. Aussi est-ce dans cette classe-là, plus consciente des réalités économiques, que l'usage se répand peu à peu de se marier à un âge plus avancé.

Les considérations d'ordre économique ne jouant aucun rôle dans la fondation des nouveaux foyers, rien n'est fait pour contrôler les naissances. La vie conjugale commence très tôt, généralement à 15 ou 16 ans pour les filles, à 17 ou 18 ans pour les garçons. Rien d'étonnant dans ces conditions que le pourcentage de la mortalité infantile soit très élevé, d'environ 50 % plus élevé qu'en Europe. Cependant, comme la natalité est également très haute, il reste toujours un grand nombre de survivants. En 1926 on comptait sur 1.000 habitants 34 naissances et 26,7 morts ; en 1927, les chiffres respectifs étaient de 35,3 et 24,9 ; le pourcentage de natalité et de mortalité est resté à peu près stationnaire dans les 60 dernières années, à l'exception de certaines années anormales de famine ou d'épidémie, variant de 34 à 37 et de 25 à 28 par mille respectivement. En Angleterre où la natalité et la mortalité sont les plus basses, la première est normalement de 22 à 24 et la deuxième ne dépasse pas 16 par mille.

Ces chiffres montrent que pour le nombre des survivants par 1.000 il n'y a pas beaucoup de différence entre l'Angleterre et l'Inde. Pendant les quarante ans qui ont précédé la guerre l'accroissement relatif de la population était en Angleterre plus élevé que dans l'Inde. Après la guerre il est resté à peu près stationnaire dans ce dernier pays, alors, que dans la Grande-Bretagne il diminue rapidement. De 1921 à 1931, la population de l'Angleterre n'a augmenté que de 2 millions.

Cependant, ce qui détermine la vitalité d'un peuple, n'est pas le nombre des survivants, mais le chiffre de la mortalité. Un chiffre de mortalité très élevé, bien que compensé par une natalité excessive due aux mariages prématurés plutôt qu'à une fécondité plus grande (1), témoigne d'une vitalité amoïn-

1. M. André PHILIP compare les chiffres de la fécondité en Angleterre et dans l'Inde. Le total des naissances par rapport aux femmes

drie de la race, de l'infériorité des conditions hygiéniques, du manque des soins médicaux, d'une alimentation insuffisante, d'une absence de savoir vivre.

On observe dans le monde entier, la Russie, le Japon, la Chine et l'Inde exceptés, une tendance évidente à la réduction de la natalité, mais sans que la mortalité diminue dans les mêmes proportions. Cette tendance ralentit évidemment l'accroissement des populations. Si le rythme de ce dernier était resté continuellement ce qu'il était dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, notre petite planète compterait aujourd'hui au moins 50 millions d'habitants de plus. Une telle augmentation, loin de résoudre le problème de la « surproduction », aurait certainement grossi le nombre des meurtre-faim et des chômeurs. A l'exception de la France et de l'Irlande (1), la population de tous les pays qui pratiquent des recensements a augmenté de 1850 à 1900 d'environ 90 ou 100 %.

L'accroissement de la population dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et le ralentissement de son rythme depuis la guerre montrent clairement dans quelle mesure l'augmentation et la diminution du nombre des habitants dépendent des ressources économiques soit du pays même soit de son empire colonial. L'extension du domaine colonial exerce une influence évidente sur la population de la métropole. La subsistance du surplus de la population étant assurée, l'accroissement du nombre des habitants ne fait pas baisser le niveau moyen des conditions matérielles.

Dans l'Inde, par contre, la population augmente sans que la richesse nationale croisse à l'avenant. Il en résulte un appauvrissement continu du pays. Nous venons de voir que la mortalité y est très élevée. Ceci, par voie de conséquence, réduit

mariées d'âge reproductif n'est que de 160 par 1.000 contre 196 en Angleterre. *Op. cit.*, p. 26.

1. En France, l'accroissement de la population a été très faible. En 60 ans, celle-ci a passé de 35,5 à 38,5 millions. L'Irlande est l'unique pays où la population ait diminué de 60 %.

la durée moyenne de la vie. En 1891, elle était de 25 ans ; en 1921, de 22 ans seulement, alors que dans d'autres pays, tels que les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre, l'Allemagne et la France, elle varie entre 45 et 55 ans.

A. — Insuffisance des matières alimentaires.

On croit généralement que l'Inde est un grand pays agricole et que l'excédent des produits de son sol lui permet d'acheter tous les articles manufacturés dont elle a besoin. La réalité est toute différente. Certes, l'Inde est un très vaste pays avec une superficie des terres arables plus grande que dans beaucoup d'autres pays. Mais l'agriculture y garde un caractère si primitif, le rendement par hectare est conséquemment si petit qu'elle ne peut, malgré la supériorité numérique de sa population, se placer au même rang que les cinq grands pays agricoles du monde. Seules la culture et l'exportation du jute, du thé et du riz — domaines où l'Inde tient pratiquement le haut du pavé — lui permettent d'équilibrer son bilan commercial. Elle exporte aussi du coton mais il est de qualité inférieure et ne trouve d'acheteurs qu'au Japon où l'on fabrique des tissus grossiers.

Pour le thé et le riz, le seul rival de l'Inde est la Chine, pays où le rendement reste aussi bas que dans la péninsule indienne. C'est ce qui permet aux producteurs indiens de ces denrées de maintenir leur place de premier rang dans le commerce mondial. Le seul produit agricole pour lequel il pourrait être question d'une concurrence effective est le blé. Or, que voyons-nous ? Le blé indien participe-t-il à la concurrence sur le marché mondial ? Non. Suffit-il pour les besoins du pays même ? Non plus. Voyons de plus près ce qu'il en est.

Pour ce qui est de la quantité du blé produit, l'Inde est le cinquième pays du monde. La France vient immédiatement après elle. Mais si l'on compare la superficie des cultures de blé avec le nombre des familles qui en vivent, la production

indienne est inférieure à celle de tous les autres pays producteurs de blé.

Le tableau suivant montre la situation effective de l'Inde sur le marché des blés du monde entier en 1928 (1) :

Pays	Rendement par acre (Boisseaux)	Superficie cultivée en millions d'acres	Production totale en millions de boisseaux	Population consommatrice de blé (en millions d'habitants)
Etats-Unis	15,7	58,2	915	122
Canada	23,5	24,4	577	10
U. R. S. S.	11,5	78,1	890	130
Inde	9,1	32,1	291	105
France	21,7	13,1	281	40
Allemagne	33,2	4,3	142	59
Argentine	14,7	20,8	297	11

Ces chiffres montrent que la production de blé dans l'Inde est loin de correspondre à sa consommation, une des plus fortes du monde. Deux raisons en sont responsables. D'abord comme nous l'avons mentionné, les méthodes de culture y sont très primitives. L'usage des machines est inconnu. Même l'usage des chevaux de labour qui, dans certains pays, n'ont pas encore été remplacés par des tracteurs mécaniques, est très peu répandu. Le champ est divisé en petits lopins cultivés par des familles pauvrement équipées. Il en résulte un rendement très bas par acre. Au Danemark et aux Pays-Bas, où la culture est intensive, la récolte est de 48 à 51 boisseaux par acre ; dans l'Inde elle n'est que de 9 boisseaux. D'autre part, la superficie des terres cultivées est insuffisante. La surpopulation est telle que la quantité de terre par tête d'habitant est très réduite. La culture extensive est donc impossible. Le seul moyen de résoudre la difficulté serait la culture intensive. Mais, on ne pourra y songer tant que l'état de l'agriculture restera aussi arriéré qu'il l'est actuellement.

En adoptant les procédés de culture en usage dans les pays

1. Voir *Agricultural Year Book U. S. A.* 1930 ; *International Commerce Year Book* 1930.

occidentaux l'Inde pourrait économiser quelque 50 % de travail humain et augmenter ses récoltes d'au moins trois fois. Le sol indien est fertile et, même avec un rendement inférieur à celui de bien d'autres pays, il peut facilement donner 27 boisseaux par acre.

Quant à trouver un débouché pour ce surplus de la production, la question ne se pose même pas. Actuellement la population indienne est fortement sous-alimentée. Rien qu'à nourrir à leur faim les millions de gens qui en ont grandement besoin, on augmenterait la consommation dans une mesure appréciable. Examinons en effet les données dont nous disposons à ce sujet. Il est difficile, certes, d'établir le chiffre exact de la population qui ne consomme que du blé. Le riz et le blé sont les deux denrées principales de l'Inde. On peut, *grosso modo*, diviser le pays en deux parties, chacune consommant par excellence l'un ou l'autre de ces aliments, abstraction faite d'une certaine partie de l'Inde qui fait usage de l'un et de l'autre. Les provinces du Penjab, du Sindh, du Rajputana, l'Inde Centrale et la majeure partie des Provinces-Unies se nourrissent exclusivement de blé. Le Bengale, l'Assam, la Birmanie, le Bihar, l'Orissa et l'Inde du Sud sont par contre consommateurs de riz. Dans les régions à alimentation mixte on peut estimer les consommateurs de blé à environ 35 % (1). En additionnant toutes les données on arrive à conclure qu'environ 105 millions d'habitants de l'Inde se nourrissent par excellence de blé.

La production moyenne de blé par an, attestée par les statistiques officielles, est d'environ 9 millions de tonnes. Ce chiffre n'est pas d'une exactitude absolue : certaines régions productrices de blé ne figurent pas dans les statistiques ou ne fournissent que des données très inexactes. Le chiffre officiel

1. Ce chiffre s'obtient en calculant approximativement la part du blé dans les deux repas journaliers. Dans certains endroits on mélange les deux céréales ; ailleurs, on mange du riz au repas du matin et du blé à celui du soir.

est donc inférieur à la réalité. On peut admettre que le maximum de blé récolté dans l'Inde atteint quelque dix millions de tonnes.

Il tombe sous le sens que 10 millions de blé ne peuvent suffire à nourrir une population de 105 millions. En France, avec ses 40 millions d'habitants, la consommation de blé a été en 1930 de 8,7 millions de tonnes. Pour assurer à la population ne fût-ce que la même consommation par tête, l'Inde devrait produire 24 millions de tonnes de blé.

Or, un Occidental, dont le régime alimentaire est radicalement différent de celui d'un Indien, a de la peine à comprendre la place que les céréales tiennent dans l'alimentation de la vaste péninsule. La viande et les légumes, accessibles seulement à une petite minorité, sont considérés comme un plat auxiliaire et ne constituent, le cas échéant, qu'une très petite partie des repas indiens. Les plats de résistance sont le pain et le riz.

Un laboureur bien portant consomme par jour une moyenne de pain préparé avec deux livres et demie de farine (livres anglaises) (1), à condition bien entendu, qu'il puisse se le procurer. Même un bourgeois dyspeptique se plaindrait d'avoir perdu l'appétit s'il ne pouvait, à chaque repas, venir à bout d'une demi-livre de farine. En prenant comme moyenne pour toutes les classes sociales une famille de cinq personnes, on obtient pour celle-ci une consommation de 240 livres par mois ou 1,3 tonne par an. Ainsi calculée, la consommation globale de blé pour 21 millions de familles devrait être de 28 millions de tonnes.

Les exportations et les importations étant à peu près équilibrées, on peut dans l'occurrence ne pas en tenir compte. Reste donc un déficit de consommation de quelque 18 mil-

1. Le pain indien n'est pas ce qu'il est en Europe. La proportion usuelle entre le poids de la farine et celui du pain qui, en France, est de 10 à 13, n'est pas applicable au pain indien. C'est pourquoi on ne peut faire entrer en ligne de comparaison le poids du pain même.

lions de tonnes. Ceci dans les provinces qui passent pour « les plus prospères » de l'Inde. Dans l'ensemble du pays la situation est encore pire. M^{lle} UTLEY, dans son livre *Lancashire and the Far-East* (p. 355), vient à conclure que même s'il y avait dans l'Inde une répartition plus équitable de toutes les denrées alimentaires disponibles, on n'assurerait aux consommateurs que des rations de famine.

L'avenir de l'agriculture indienne ne semble guère plus brillant que sa situation actuelle. Plus les moyens de transport seront améliorés, plus seront resserrés les liens qui font du marché mondial un seul et même organisme, et plus le paysan aura de la peine à soutenir la concurrence des denrées introduites du dehors. Cet état de choses est déjà en voie de réalisation. L'aire des cultures diminue. Le froment indien ne peut pas tenir tête à celui d'Australie et du Canada. La menace était si imminente qu'en 1931, le gouvernement de l'Inde a été obligé de venir en aide aux agriculteurs. Un droit d'entrée de 60 % a été imposé sur les blés importés. Sans cette mesure tous les marchés de l'Inde auraient été envahis par les blés étrangers. Si le paysan indien s'attache malgré tout à son lopin de terre, c'est qu'il n'a aucune autre ressource. Son seul moyen de lutter contre la concurrence est de diminuer son propre gain. Telle est la cause profonde de l'appauvrissement continu des populations indiennes.

B. — La capacité d'achat de l'Inde.

L'Inde est un pays essentiellement agricole. D'après la recension de 1921, 73 % de la population vivent d'agriculture. A mesure que la population augmente, la terre vient à manquer de plus en plus. Dans les dix dernières années la population, nous l'avons vu, a augmenté de 32 millions. L'industrie ne pouvant même pas occuper 5 % de ce surplus, c'est évidemment la campagne qui doit en supporter le poids. Nous venons de tracer la situation économique de l'agricul-

ture. Son produit ne suffit même pas pour assouvir la faim du cultivateur. La moitié de son revenu est employé à payer le fermage. Si la terre était sa propriété, au lieu d'appartenir aux « zamindars », sa situation financière aurait été bien meilleure. Sur le reste de son gain il lui faut acheter les articles d'usage courant, tels que le sel et les étoffes. Il lui faut en plus accomplir et payer de nombreuses obligations sociales : mariages, obsèques, cérémonies religieuses. Son budget ne comporte aucun frais de distractions, à moins que celles-ci ne fassent partie des rites religieux. Les soins médicaux sont un luxe que les paysans ne peuvent se permettre. Bref, près de 80 % de la population ne peuvent rien acheter à l'exception du sel et des cotonnades.

On peut se faire une idée de la capacité d'achat moyenne d'un Indien en examinant le revenu moyen par tête d'habitant. Sur ce point on a des estimations très variées. La première a été faite en 1867 par Dadabhai NOROGI, qui vint à conclure que le revenu moyen était de 20 roupies par habitant. En 1914, G. B. JOSHI l'a évalué à 44 roupies. Le professeur K. T. SHAH, qui fournit les témoignages les plus sûrs, estime dans son ouvrage *Wealth and Taxable capacity of India*, qu'en 1923 le revenu annuel moyen était dans l'Inde de 74 roupies (670 francs au pair). M. SLATER, professeur à l'Université de Londres, donne, pour 1921, le chiffre de 75 roupies. Quelles que soient les différences d'estimation, il est certain que ce dernier chiffre représente le maximum du revenu moyen *per capita*. On reconnaîtra qu'il est loin d'être excessif. On ne peut raisonnablement le faire entrer en ligne de comparaison avec les données respectives des autres pays. Le tableau suivant témoigne éloquemment de la pauvreté de l'Inde et, partant, de l'insuffisance de sa capacité d'achat :

Pays	Rendement annuel per capita en francs en 1929 (1 livre = 124 francs)
Etats-Unis	9.500
Grande-Bretagne	6.600
France	5.200
Allemagne	4.150
Inde	715

M. André PHILIP estime qu'en 1914 ces chiffres se présentaient ainsi que suit (en £) :

Etats-Unis	72
Grande-Bretagne	50
France.....	32
Allemagne.....	30
Inde (1).....	5

Il est évident que la capacité d'achat de l'Inde est incomparablement inférieure à celle des autres pays. Mais ces chiffres mêmes ne peuvent donner une juste idée de l'atroce misère des masses indiennes. L'Inde est le pays où l'extrême pauvreté offre un contraste frappant avec une richesse non moins extrême. Nous ne voulons pas dire que ce contraste n'existe pas dans les autres pays, mais dans l'Inde il est plus évident que partout ailleurs. Dans les pays occidentaux, où le capitalisme est au comble de son développement, il existe, certes, d'immenses fortunes individuelles, mais l'abîme entre la classe moyenne et la classe ouvrière n'est jamais aussi profond que dans l'Inde. Pour s'en persuader, on n'a qu'à comparer les revenus moyens de l'une et de l'autre classe. Un bon domestique est payé dans l'Inde 12 à 15 roupies par mois, sans être nourri, alors qu'un fonctionnaire de province gagne en moyenne 500 roupies par mois, ce qui fait une proportion de 1 à 30. Pour les fonctionnaires supérieurs, Anglais et Indiens, la différence est encore plus frappante. Un membre de l'administration de district gagne généralement 150 fois plus qu'un agent subalterne. Pareille différence n'existe nulle

1. Pour l'Inde, M. PHILIP semble avoir donné les chiffres de 1923.

part au monde. Elle serait inimaginable en France ou en Angleterre. Dans ces pays un ministre même ne gagne pas plus de vingt fois autant qu'un agent de police. De même, un professeur d'Université a dans l'Inde un traitement mensuel de 800 roupies en moyenne, alors qu'un instituteur d'école primaire ne touche que 15 roupies. Certes, on peut comprendre qu'il y ait une différence entre les émoluments du personnel de l'enseignement supérieur et ceux du personnel des écoles primaires ; cette différence existe partout, mais nulle part elle n'est aussi grande que dans l'Inde. Nous avons pris l'exemple des fonctionnaires d'Etat pour la bonne raison qu'on trouve parmi eux les représentants d'à peu près toutes les classes de la société.

Le tableau suivant donne une liste détaillée des diverses catégories sociales et de leurs gains mensuels respectifs :

CLASSES	Gain mensuel en roupies (1 roupie = 9 fr. au pair)
<i>Classes inférieures.</i>	
Travailleurs (90 % de toute la population) :	
a) Domestiques, policiers, laboureurs, employés des P. T. T., soldats, etc.....	10 - 25
b) Artisans, ouvriers, employés subalternes, sous-officiers, instituteurs, cultivateurs.	25 - 50
<i>Classes moyennes.</i>	
Bourgeoisie moyenne :	
a) Employés de bureaux, personnel enseignant des écoles secondaires, petits commerçants, fermiers, etc... ..	50 - 100
b) Médecins, avocats, fonctionnaires provinciaux, professeurs de lycées	100 - 500
c) Médecins, avocats, fonctionnaires moyens, professeurs d'Universités, petits propriétaires fonciers, commerçants moyens	500 - 1.000

Classes supérieures.

Grande bourgeoisie, bureaucratie supérieure,
aristocratie :

- | | |
|---|----------------|
| a) Fonctionnaires supérieurs, civils et militaires, avocats, médecins, propriétaires fonciers, industriels | 1.000 - 5.000 |
| b) Vice-Roi, gouverneurs de province, membres de l'Exécutif, ministres, grands propriétaires, gros industriels... | 5.000 - 25.000 |

Notons que pareille classification ne peut être ni parfaite ni exhaustive. En premier lieu, une classification fondée sur le revenu ne présente pas d'une façon exacte la situation sociale. La caste, l'éducation, la profession des parents, etc. contribuent dans une très grande mesure à déterminer la place d'un individu ou d'une famille dans l'échelle sociale. On trouve souvent une mentalité de bourgeois moyen chez un petit employé gagnant 30 roupies par mois. D'autre part, un charpentier, un ajusteur, un mécanicien, qui gagnent 60 à 75 roupies, n'en sont pas moins des prolétaires quant à leur situation sociale. Un avocat qui gagne 300 roupies par mois a dans l'Inde plus d'importance sociale qu'un commerçant dont le revenu s'élève à 600 roupies.

En essayant d'évaluer la capacité d'achat de l'Inde, nous laisserons hors de la question le cas des princes indiens dont les ressources personnelles ne se laissent pas toujours distinguer des revenus publics. Ces princes, grands ou petits, au nombre de 700, ont des revenus qui varient entre un million et 730 millions de francs par an. Il y a ensuite des zamindars (gros propriétaires terriens) dont la situation politique est celle des simples citoyens. Leurs revenus sont aussi grands que ceux des petits princes et même pratiquement, plus grands puisqu'ils n'assument aucune responsabilité matérielle vis-à-vis de leurs paysans. Il y a dans l'Inde un millier de zamindars dont le revenu annuel va de 2 à 100 millions de francs. On n'a pas de données numériques précises sur ceux

d'entre eux qui, sans rien faire pour les gagner, touchent des revenus annuels de 100.000 à 2 millions de francs. Il y en a de plus petits qu'on peut comparer aux riches propriétaires fonciers des pays européens.

Ni les princes, ni les zamindars, ni les quelques gros industriels, financiers, banquiers et fonctionnaires supérieurs ne constituent la charpente du marché indien des cotons. Leur capacité d'achat exceptionnelle n'a guère plus d'importance pratique que celle des éléments plus fortunés de la classe moyenne avec un revenu de 1.000 roupies par mois. Un prince dépense pour ses chasses et ses Rolls-Royce dix fois plus que pour les vêtements de coton de toute sa famille.

Les gens dont les revenus annuels dépassent 100.000 francs, quelle que soit leur situation sociale, constituent à peine un millième de toute la population.

L'état réel du marché indien des cotons ne peut dépendre que de la pauvreté ou de la prospérité des classes moins fortunées. Or, le revenu annuel d'une famille de 5 personnes est généralement de 375 roupies (3.375 francs). Et même ce revenu moyen, infiniment inférieur à celui d'Europe, est pratiquement inaccessible aux 90 % de la population. Il ne faut pas oublier que les familles indiennes, à l'exception des ouvriers agricoles et industriels, vivent généralement du travail d'un seul de leurs membres. Un homme qui gagne à lui seul 31 roupies par mois — subsistance moyenne d'une famille de cinq personnes — se trouve déjà dans une situation sociale relativement favorable. Ainsi, la moyenne du revenu n'est pas un indice sûr de la capacité d'achat des neuf dixièmes de la population.

Le revenu d'un paysan typique, calculé en espèces, représente ordinairement le maigre total de 100 roupies par an.

1. Au 1^{er} avril 1931, il y avait 1059 fonctionnaires supérieurs, dont 987 Anglais et 72 Indiens, avec des émoluments de plus de 10.000 francs par mois et plus de 100 gouverneurs de province, membres des Hautes Cours et ministres qui touchaient plus de 36.000 fr. par mois (Civil List, 1931).

Cependant comme il vit dans un village et laboure la terre du propriétaire, il n'a pas l'occasion de calculer ses gains en espèces. Il vend une partie de sa récolte pour payer le prix du fermage et acheter les quelques articles indispensables qu'il peut se payer. Ce qui lui reste de grains sert à sa consommation personnelle. Inutile de dire que ce reste n'est jamais suffisant pour les besoins de la famille. Aussitôt qu'un besoin imprévu se présente, il ne reste au paysan qu'un seul moyen : faire des dettes (1). Dans ces conditions il peut réserver tout au plus une dizaine de roupies par an pour les vêtements de toute la famille. Cette somme lui permet d'acheter quelque 25 ou 30 yards de tissu grossier. En 1930 la consommation globale de tissus a été de 5.800 millions de yards comprenant les cotonnades de toutes les catégories : importées, de fabrication indienne, tissées à la main et khaddar. Cela donne une consommation de 16,5 yards par tête contre 14 yards en 1914 et 11 yards en 1901. Ainsi, en 30 ans la consommation *per capita* a augmenté de 5,5 yards. Ceci est dû moins à l'augmentation du revenu qu'au changement des conditions sociales. Les relations plus fréquentes avec les villes entraînent une consommation plus grande de tissus. Un villageois dépense aujourd'hui pour se vêtir plus qu'il ne dépensait il y a 30 ans. Sa conception de l'importance relative des divers besoins a totalement changé. Il y a 30 ans, il se contentait d'un simple

1. La masse de paysans hindous est écrasée par des dettes perpétuelles. D'après les chiffres donnés par la Commission royale de l'agriculture (Royal Agricultural Commission) la situation, sous ce rapport, se présente ainsi que suit dans les différentes provinces de l'Inde britannique :

Provinces	Dettes en millions de roupies
Behar et Orissa	1.550
Madras.....	1.500
Penjab.....	1.350
Provinces-Unies.....	1.240
Bengale.....	1.000
Bombay.....	810
Birmanie.....	600
Provinces centrales.....	360

pagne plutôt que de se priver d'une tasse de lait. Aujourd'hui sa femme aime mieux s'acheter un nouveau sari plutôt qu'économiser de l'argent pendant des années pour se payer un bracelet en argent. De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini. Le changement de goûts, de valeurs sociales et d'habitudes se manifeste dans tous les domaines. Il explique pourquoi les Indiens consomment aujourd'hui plus de tissus sans que leur revenu ait augmenté à l'avenant.

C. — L'extension du marché et le Lancashire.

Pour se rendre exactement compte dans quelle mesure le Lancashire a perdu du terrain sur le marché indien, il ne suffit pas de comparer les chiffres des importations britanniques pour les diverses années. En 1914, le Lancashire vendait dans l'Inde 3.000 millions de yards d'étoffes ; en 1930, son commerce y est tombé à 768 millions de yards. La baisse est immense et irréparable. Elle apparaît d'autant plus grave si l'on tient compte de l'extension du marché due à l'accroissement de la population d'une part, à l'augmentation de la consommation *per capita* d'autre part. En 1913, l'Angleterre fournissait 9,5 yards de cotonnades sur tous les 14 yards de consommation individuelle. En 1930 lorsque la population de l'Inde a augmenté de 35 millions, la part des tissus anglais dans la consommation *per capita* n'est que de 2,5 yards. Si la Grande-Bretagne avait maintenu ses importations à leur niveau de 1913, son débit dans l'Inde aurait été en 1931 de quelque 3.800 millions de yards, c'est-à-dire le double de toute la production de ses manufactures de coton. Mais 31 n'est-il pas l'inverse de 13 ?

TROISIÈME PARTIE

L'avenir des cotonnades britanniques dans l'Inde.

CHAPITRE X

LES EFFORTS DU LANCASHIRE POUR RECONQUÉRIR LE MARCHÉ

Les chefs de l'industrie cotonnière furent assez lents à voir la gravité du danger qui menaçait la suprématie du Lancashire sur les vastes marchés. Le commencement de la crise actuelle de l'industrie du coton peut être rapportée, abstraction faite des effets universellement connus de la grande guerre, aux années qui suivirent l'essor fiévreux de 1920. Ainsi le déclin de cette industrie couvre une période de plus de dix ans. Dans les deux dernières années le gouvernement aussi bien que les industriels de la Grande-Bretagne ont fait d'immenses efforts pour tirer l'industrie de l'impasse où elle s'est engagée. Ces tentatives auraient pu réussir si elles avaient été appliquées il y a quelques années. Ce n'est d'ailleurs pas entièrement la faute des industriels s'ils n'avaient pas prévu une baisse aussi catastrophique de l'exportation des produits de coton. De telles erreurs se produisent de temps à autre.

En 1925, les perspectives étaient plutôt bonnes. Il semblait après les troubles du temps de guerre qu'on allait entrer dans une période de prospérité. L'année de la hausse spéculative exceptée, 1925 marque depuis la guerre le niveau le plus élevé du commerce extérieur des produits de coton. Il était permis d'espérer que l'année suivante amènerait dans des conditions normales, une prospérité encore plus grande. Mais la célèbre grève générale de 1926, a porté un coup irrémédiable au rétablissement de l'industrie. Ce fut l'industrie du

Lancashire qui, après l'industrie du charbon, eut le plus à souffrir des conséquences de cette grève. En une année l'exportation des cotonnades se réduisit de 700 millions de yards, celle du coton filé de 20 millions de livres, ce qui représente une baisse globale de 12 %.

Depuis cette époque l'industrie du coton britannique n'a pu remonter au niveau de 1925. En 1931 l'exportation des cotonnades ne constituait que 38 % des exportations de 1925. Ce ne fut qu'après cette année fatale de 1926 que les industriels anglais se rendirent compte du danger. Depuis ce temps et à mesure que la crise s'aggrave, leurs efforts pour y échapper deviennent de plus en plus énergiques. Le gouvernement, de son côté, est fort préoccupé de la misère d'une des principales industries du pays.

Le 1^{er} août 1929, le Premier Ministre nomma un comité à la tête duquel fut placé M. William GRAHAM qui était alors président du Board of Trade. Ce comité était chargé de « présenter un rapport sur les conditions et les perspectives de l'industrie du coton et de recommander toutes actions qui paraissent désirables et applicables pour améliorer la situation de cette industrie sur les marchés du monde entier (1) ».

Il ne faut pas oublier que ce Comité avait été nommé avant le fameux krach du Wallstreet en octobre et novembre 1929; événement que l'on considère généralement comme le point de départ de la crise actuelle, bien qu'il soit difficile, en fait, d'attribuer à un événement particulier la naissance d'une période de dépression aussi longue. Le krach américain a eu pour effet de faire baisser les prix des matières premières en particulier du coton, du blé, et du caoutchouc. Dans l'industrie du coton l'effet de la débacle financière est particulièrement visible. En une année le montant des exportations des cotonnades est tombé de 3.700 millions à 2.400 millions de yards, soit de 35 %.

1. *Graham Report*, p. 1.

Ce fut dans ces pénibles circonstances, en juin 1930, que le Comité Graham publia son rapport. Depuis ce temps, le gouvernement a directement et activement participé à tous les projets de réorganisation industrielle. Dans les trois dernières années un immense travail a été accompli pour trouver les causes exactes de la situation difficile du Lancashire. Or, tant qu'il s'agit d'analyser les sources de la dépression, la tâche n'est pas bien difficile. La hausse des salaires, les méthodes défectueuses de la vente des produits manufacturés et de l'achat des matières premières, le manque de coordination entre les diverses branches de l'industrie, la difficulté de la rationalisation en présence des puissants syndicats ouvriers, ainsi que des dettes dont sont lourdement grevées les petites entreprises, tous ces facteurs sont responsables du prix de revient élevé des produits du Lancashire. Certes, beaucoup de ces facteurs existaient déjà avant la guerre, alors que les produits britanniques triomphaient dans tous les pays. Mais la situation aujourd'hui n'est plus la même. De nouveaux concurrents, tels que le Japon, l'Inde et la Chine s'emparent des marchés au détriment du Lancashire. Leur force réside précisément dans le bon marché de leur fabrication.

Le Comité du coton écrit dans son rapport de 1931 : « Les avantages particuliers que le Lancashire possédait à un moment donné, n'existent plus et la concurrence à laquelle il lui faut faire face, continue à croître. En Chine comme au Japon, où la main-d'œuvre est d'un extrême bon marché, il n'y a pas lieu de s'attendre à une hausse des salaires, car les ouvriers, surtout au Japon, n'ont pas de choix (1). » Et on lit dans les conclusions du même rapport : « à moins qu'il n'intervienne un changement radical, il n'y a pour le Lancashire aucun espoir d'augmenter son commerce sur les marchés de l'Est. En effet, tant qu'il ne pourra offrir ses produits à des prix

1. *Report of the Cotton Commission*, p. 89.

défiant la concurrence, il continuera à perdre du terrain (1) ».

Ainsi, de toute évidence, le seul problème qui se pose devant le Lancashire est la question de savoir comment il peut réduire les prix de sa fabrication. Il faudrait pour cela que l'organisme entier de l'industrie subit un « changement radical », pour parler comme le Comité du coton. Dans les pages suivantes nous essayerons de montrer comment fonctionne cette œuvre de réorganisation, comment elle se heurte à chaque pas à toutes sortes de difficultés et, enfin, sur quels résultats elle peut compter.

A. — Syndicats industriels.

L'industrie moderne a compris depuis longtemps la nécessité de se constituer en de vastes organismes de production combinée. L'industrie lourde applique déjà ce principe : les entreprises de petite envergure ont à peu près disparu dans les industries du fer, de l'acier, du charbon, des machines. Celle du coton est peut-être la plus importante des industries manufacturières qui n'aient pas encore recouru au système des syndicats. Le fait est qu'on peut fonder une manufacture de coton avec un capital relativement modeste et adapter le nombre des machines aux ressources financières de l'établissement. A l'époque où l'industrie du coton commençait à se servir de machines, on vit surgir un grand nombre de petites fabriques et elles subsistèrent très longtemps. Elles commencèrent cependant à disparaître lorsque cette industrie eut pris de l'extension et que la concurrence intérieure fût devenue plus âpre. Ainsi l'élimination des petites entreprises, opérée souvent au moyen de leur fusion, répond à une tendance relativement ancienne. On estime qu'en 1884 il y avait au Lancashire 101 manufactures de 10.000 broches ; en 1911 leur nombre s'est réduit à 43 ; dans la même période le nom-

1. *Ibid.*, para 225.

bre des fabriques de 50 à 100 mille broches est descendu de 315 à 224. Dans les conditions d'après-guerre l'exploitation avantageuse des fabriques dotées de quelques milliers de broches est devenue impossible. Leur fusion est désormais une nécessité vitale et fait partie du système de rationalisation. La constitution de vastes organismes combinés dans le domaine de la filature et de la fabrication des tissus aurait été extrêmement utile. Un tel système aurait permis de tirer tous les avantages possibles des améliorations techniques éventuelles ; d'autre part, il assurerait une importante économie des frais de fabrication. Il permettrait à l'industrie d'adopter une ligne de conduite commune en assurant la coopération et la coordination des diverses branches de la production. Enfin, les entreprises de grande envergure pourraient par ce moyen fortifier leur position financière. Le gouvernement ou la Banque Nationale pourraient apporter à l'industrie une aide plus efficace s'ils n'avaient affaire qu'à un petit nombre de groupements. Le Japon ne compte que neuf syndicats cotonniers qui commandent 95 % de la production et il leur est plus facile qu'aux petits établissements individuels d'obtenir l'appui de l'Etat.

Malgré ces avantages, on ne pourrait dire que la centralisation de l'industrie cotonnière réalisât des progrès considérables. Au Lancashire il n'existe qu'une seule entreprise combinée de première importance : c'est la *Lancashire Cotton Corporation*, constituée en janvier 1929. L'activité de cette corporation s'étend à tous les stades de l'industrie, depuis l'achat et quelquefois la culture du coton brut, jusqu'à la vente des produits manufacturés et des machines textiles. En trois ans la corporation a obtenu des résultats remarquables : elle a réuni dans ses établissements plus de 10 millions de broches et 40.000 métiers à tisser ; de nouvelles négociations se poursuivent avec diverses entreprises de moindre envergure. La Banque d'Angleterre a prêté à la corporation un puissant appui financier : le montant de ses avances se

chiffre à deux millions de livres sterling. C'est le premier cas où la Banque d'Angleterre offre à l'industrie une aide aussi directe. Inutile de dire que l'exemple du gouvernement japonais y entre pour beaucoup. La fusion a été grandement facilitée par les banques qui avaient avancé des sommes importantes à des petites entreprises. L'exploitation de ces dernières avait cessé depuis longtemps d'être avantageuse. Elles sont entièrement dépendantes des banques dont elles sont les débitrices. Il est fort probable que d'ici deux ans toutes ces entreprises endettées soient englobées par la corporation. Dès à présent, la corporation du Lancashire représente une entreprise gigantesque. Rien que pour le nombre des broches elle est plus puissante que toute l'industrie cotonnière de France ou de l'Inde. Le syndicat possède en outre, des mines de charbon et des exploitations forestières.

La corporation du Lancashire a devant elle un champ d'activité très vaste ; nul doute qu'elle n'améliore la situation de l'industrie du coton britannique. Mais il n'est pas moins probable que la concurrence intérieure tendra à s'intensifier aussi longtemps que toute l'industrie ne sera constituée en organismes analogues ou ne se sera ralliée à la corporation déjà existante. Or, la puissance de la compétition extérieure du Lancashire ne pourra augmenter tant que ne sera relevé le niveau actuel de toute son industrie.

B. — Rationalisation.

A la question de la centralisation industrielle se rattache étroitement celle de la rationalisation. Ou plutôt la centralisation est un élément et une condition indispensable de la rationalisation, au sens le plus large de ce terme. Ici nous n'entendons par rationalisation que les procédés plus scientifiques de l'utilisation des machines, des matières premières et de la main-d'œuvre, destinés à réduire les frais de la fabrication. Ainsi comprise la rationalisation s'exerce dans les

limites plus étroites que la centralisation, mais les difficultés qu'elle offre sont plus grandes. La fusion des entreprises ne concerne que les producteurs et la seule difficulté du problème consiste à trouver les fonds nécessaires à cette opération, à convaincre les propriétaires ou les actionnaires des petites fabriques de l'avantage qu'ils auront à réunir leurs établissements en une seule et vaste entreprise.

Par contre aucun projet de rationalisation ne peut être réalisé sans un accord préalable entre employeurs et employés. Comme la rationalisation implique entre autres choses la réduction de la main-d'œuvre, elle se heurte à une opposition véhémement des syndicats ouvriers. Depuis la publication du rapport de Graham-Comité (en juin 1930) le Comité des syndicats des fabricants de coton (Joint Committee of Cotton Trade Organisations) a fait des efforts énergiques pour concilier les points de vue des propriétaires de fabriques d'une part et des ouvriers d'autre part. Jusqu'à présent ces tentatives n'ont abouti à rien. Le principal point de litige porte sur l'augmentation du nombre des métiers assignés à chaque tisserand. Ordinairement un ouvrier assure le fonctionnement de quatre métiers. Or, le développement des procédés mécaniques permet aujourd'hui à un seul ouvrier de surveiller huit métiers. Il en résulte que le nombre des tisserands pourrait être réduit de moitié. Abstraction faite de la question du chômage, la formule : « plus de métiers par ouvrier » implique la question des salaires et de la durée du travail. Les ouvriers acceptent le principe de la rationalisation mais dès qu'il s'agit de régler les questions de détail on se heurte à des difficultés inextricables.

Un projet de compromis provisoire a été formulé ainsi que suit par les représentants du Comité réuni des tisserands et des propriétaires de manufactures : il est entendu que l'augmentation du nombre des métiers par ouvrier n'impliquera pas, en fait, plus de travail que n'en exige le système actuel de quatre métiers par homme. Le tarif des salaires adopté

permettra à un ouvrier faisant marcher six métiers et produisant le tissu-type de gagner en moyenne 42 shillings par semaine (1). Cependant les fabricants font observer qu'ils ne sont pas tenus à payer ce salaire à titre de minimum. La rapidité du métier sera réduite de 10 % en comparaison avec la rapidité moyenne du système de quatre métiers. Le travail auxiliaire, tel que graissage, nettoyage, balayage, etc., sera assuré aux frais du fabricant. Les fabriques fonctionneront 47 heures 45 minutes par semaine. Le nombre des tisserands faisant régulièrement marcher moins de six métiers sera limité à 20 % du nombre total des tisserands employés dans la fabrique. La répartition du travail ainsi exécuté sera faite de façon à entraîner le minimum de difficultés (2) aux travailleurs.

Dans la mesure où il s'agissait des points ci-dessus énumérés, les fabricants et les ouvriers sont tombés d'accord. Mais le point principal sur lequel on n'arrive pas à s'entendre et qui, jusqu'à présent, a fait échouer toutes les négociations, est la question du « fall back wages ». Les fabricants ont proposé un salaire répondant à 66 2/3 % de la moyenne normale payée aux tisserands qui travaillent selon le nouveau système sans tenir compte des métiers arrêtés. Les ouvriers de leur côté demandent des « fall back wages » de 80 % et qu'un minimum de 35 shillings par semaine leur soit garanti. Ce point important est, quant à présent, la pierre d'achoppement du projet de la rationalisation de l'industrie de tissage (3).

Il est donc évident que la voie de rationalisation est semée de difficultés insurmontables. Le système de six métiers par ouvrier serait une mesure très modeste étant donné le perfectionnement technique des machines employées dans l'industrie du coton. Au Japon un seul ouvrier fait marcher généralement huit à dix métiers, sans parler du métier automatique

1. Les salaires sont calculés ici au prorata de la quantité de travail. Ordinairement ils sont de 18 shillings par 10.000 « picks ».

2. *The Economist*, march 1932, p. 569.

3. Le 19 mars 1932, le Conseil général de la Fédération des Tisserands a rejeté l'accord provisoire.

« toyoda ». N'importe quelle ouvrière peut surveiller 40 à 50 métiers « toyoda ». Ce travail extrêmement productif n'est payé qu'à raison de 13 yens par semaine. Dans ces conditions le Lancashire ne pourra jamais rivaliser avec la rationalisation de l'industrie japonaise. L'existence des puissants syndicats ouvriers en Angleterre oppose sans nul doute le plus grand obstacle à la rationalisation industrielle.

Jusqu'à présent le seul résultat de tous les efforts faits pour réduire les frais de la fabrication a été d'envenimer les rapports entre les fabricants et les ouvriers. Chacun cherche à rendre responsable la partie adverse. La Fédération des filateurs de coton (Federation of the cotton Spinners Association) parle ainsi que suit de ses relations avec les ouvriers : « Aussitôt qu'une proposition est faite pour réduire le prix de revient d'une branche déterminée de l'industrie, une contre-proposition est formulée par les ouvriers qui demandent la révision des prix et des conditions qui soient avantageuses pour les travailleurs. Fait frappant et inquiétant, l'industrie cotonnière du Lancashire ne peut mettre de l'ordre dans ses affaires sans que la lutte industrielle suivie de ses résultats désastreux ne devienne imminente. C'est une chose déplorable que les ouvriers s'opposent avec une ténacité rigide à toute tentative de modifier, en quelques circonstances que ce soit les conditions de la durée du travail et des salaires établis du temps de la hausse. » De l'avis de la Fédération, la réduction du prix de revient ne peut être obtenue qu'en rétablissant dans une certaine mesure la durée de travail et les salaires d'avant-guerre.

Rappelons qu'en 1919 la semaine de travail a été réduite de 55 à 48 heures. En même temps les salaires étaient augmentés conformément à la hausse générale des prix qui caractérise cette époque. Or, il est impossible de s'imaginer qu'au bout de 12 ans les ouvriers veuillent revenir à une semaine de travail de 55 heures et encore moins qu'ils consentent à faire ramener leurs salaires au taux d'avant-guerre.

C. — **Coopération industrielle.**

On sait qu'il existait très peu de coopération entre les diverses branches de l'industrie du Lancashire. Chaque fabrique — que ce soit une filature ou une manufacture de tissage ou de finissage — était un organisme indépendant. Depuis longtemps le besoin se faisait sentir de créer une organisation qui puisse coordonner l'action de toutes les branches de l'industrie afin d'en augmenter la puissance de production et de compétition. C'est pour répondre à ce besoin que s'est constitué un comité réuni des organisations de l'industrie du coton (Joint Committee of Cotton Trade Organisations). Ce comité comporte les représentants des filateurs, des manufacturiers, des commerçants et des ouvriers. Son but est d'étudier les moyens par lesquels l'action combinée de ses différentes branches pourrait restaurer l'industrie du Lancashire. Le Comité envisage des mesures pratiques tendant à une unité de conception et à une action coordonnée des différents secteurs de l'industrie et du commerce.

Le Comité Graham a donné son entière approbation à l'œuvre du comité réuni : « le Comité, lisons-nous dans le rapport, rend de précieux services à l'industrie en procédant à des expériences de production coopérative et à la répartition systématique sur les marchés des produits standardisés. Il appuie les recherches techniques, contribue au développement des centres d'informations et d'études, offre une unité de conception, une politique coordonnée pour toute l'industrie dans son ensemble ».

D. — **Améliorations techniques.**

Le maintien des anciennes machines a été un des facteurs qui ont contribué à diminuer la puissance productive du Lancashire.

Au début du développement de l'industrie cotonnière, la

supériorité du Lancashire a été due principalement à son excellent outillage. Par la suite il a négligé de tirer parti des nouveaux perfectionnements techniques : ses bénéfices étaient assez grands pour ne pas tenir compte de ces innovations. Aujourd'hui la situation n'est plus la même. Les établissements industriels des Etats-Unis et du Japon sont mieux dotés de machines les plus récentes. Ainsi 80 % des broches employées dans les filatures du Lancashire sont d'anciennes mule-jennys d'un rendement inférieur. Il est vrai qu'elles sont mieux adaptées à la filature en fin ; cependant le Lancashire ne saurait désormais se désintéresser des marchés qui consomment du fil plus gros. Dans les filatures japonaises et indiennes on emploie pour la plupart des « ring spindles ». Cette broche est d'invention plus récente que la mule-jenny. Elle demande moins d'habileté et d'expérience de la part de l'ouvrier et de ce fait convient on ne peut mieux aux ouvriers du Japon et de l'Inde.

Si le Lancashire se décide à remplacer la mule-jenny par la « ring spindle » ainsi qu'il a commencé à le faire, il pourra employer le coton indien moins cher que le coton américain et le coton égyptien. Le fil qui sort des « ring spindles » est mieux adapté au tissage sur métiers automatiques dont l'usage permet d'appliquer le système d'au moins 8 métiers par ouvrier.

Renouveler tout l'outillage d'une grande industrie, si indispensable que cela soit, est chose malaisée. Cette mesure exigerait d'immenses ressources financières. D'autre part, sa réalisation dépend en grande partie de la centralisation de l'industrie.

E. — Politique de préférence en faveur de l'Empire britannique.

Tous les moyens que nous venons de passer en revue — centralisation, rationalisation, améliorations techniques — tendent à réduire les frais de fabrication afin que les produits

britanniques puissent tenir tête à ceux des pays concurrents. Ces moyens sont d'ordre intérieur et technique. Il y en a un autre, susceptible lui aussi d'apporter quelque secours à l'industrie du coton. Il consiste à sauvegarder le marché de l'Empire par l'application des tarifs « de préférence ». Rappelons que la Grande-Bretagne jouit déjà des droits de la nation la plus favorisée dans à peu près tous ses dominions et colonies. Le tableau suivant montre comment les produits anglais sont protégés sur les principaux marchés de l'Empire :

	Droits d'entrée sur les cotonnades	
	britanniques	non-britanniques
Inde	20 %	25 %
Canada	12,5 %	25 %
Nouvelle-Zélande	20 %	35 %
Australie.....	libre	15 %
Afrique du Sud.....	»	5 %

Le mouvement en faveur du traitement de préférence gagne à mesure que s'aggrave la crise économique mondiale ; il a surtout trouvé un point d'appui solide dans le tarif de protection adopté en Angleterre. Jusqu'à présent le traitement de faveur était à peu près unilatéral puisque le marché britannique était ouvert à tous. A présent que l'Angleterre revient au protectionnisme, l'application du traitement de faveur réciproque a plus de chances de succès. Elle est surtout bien accueillie au Canada, en Australie, et dans toute la Nouvelle-Zélande car ces pays possèdent des matières premières disponibles — blé, laine, viande — et que l'Angleterre peut leur assurer un marché tout prêt ainsi que des tarifs et un « système de quote-parts » (quota-system), avantageux.

Dans l'Inde ce régime de faveur à moins de chance de succès. L'opinion publique y est opposée. En premier lieu l'Inde n'a pas grand'chose à vendre à l'Angleterre. Le thé excepté, l'Angleterre n'a jamais acheté dans l'Inde des matières premières pour lesquelles elle aurait besoin d'un traitement de faveur. Le commerce du jute est pratiquement son mono-

pole. D'autre part, l'Inde ne voudrait pas s'aliéner l'opinion publique des autres pays par une alliance économique avec l'Empire. Ces deux raisons suffiraient à faire échouer dans l'Inde le projet du système de faveur.

Mais de plus, la situation économique et industrielle de l'Inde est de nature à exclure toute possibilité de conciliation entre les intérêts du Lancashire et ceux de Bombay. Il en serait de même au Canada ou en Australie si ces pays fabriquaient des cotonnades. Plus la capacité de concurrence du Lancashire augmentera et plus l'attitude des fabricants indiens lui deviendra hostile. Il en résultera de nouvelles demandes de tarifs protectionnistes. Pressé par le mouvement national indien, le gouvernement britannique ne pourra refuser cette mesure de protection aux manufacturiers de l'Inde.

CONCLUSIONS

Le bref essor industriel de 1920, auquel M. André SIEGFRIED donne le nom expressif de « *boom* mort-né », avait fait croire aux manufacturiers britanniques que la guerre avec toutes ses horreurs et toutes ses souffrances, avait été profitable à l'Angleterre. Tout est bien qui finit bien, telle a été leur conclusion. Mais cette illusion ne tarda pas à se dissiper aussi vite qu'elle était venue. La réaction qui suivit la hausse artificielle fit apparaître le fait brutal que l'Angleterre d'après-guerre n'était plus l'Angleterre de 1913. A partir de ce moment, la Grande-Bretagne entre dans une période de dépression, tantôt atténuée, tantôt aggravée.

A l'heure actuelle, il est incontestable que les produits britanniques, aussi bien les cotonnades que les charbons, le fer, l'acier, les machines et les navires, ont perdu beaucoup de terrain sur le marché mondial. Pour les produits de l'industrie du coton cette perte est plus frappante que pour tous les autres. Les effets des conditions d'après-guerre n'entrent pas pour le moins dans la réduction du débit des cotonnades anglaises dans l'Inde. La nature et l'intensité respectives de ces effets sont également variées, mais, dans le nombre, deux facteurs irrésistibles semblent dominer la situation. C'est d'abord la tendance évidente de l'industrie du coton à se déplacer vers les pays asiatiques, naguère le principal marché du Lancashire ; ceci se manifeste entre autres choses par le développement énergique d'une industrie extensive au Japon et dans l'Inde. L'autre facteur est le réveil national de l'Inde, facteur plus puissant que le premier, car ce fut lui qui donna un premier essor au développement de l'industrie du coton

indienne. Le boycott et les tarifs protectionnistes, deux éléments qui n'existaient pas avant la guerre, sont la conséquence directe du mouvement national.

Mais ce n'est pas seulement dans l'Inde que les produits britanniques de coton sont en train de perdre du terrain. Le même phénomène se produit à peu près de la même façon dans tous les pays, clients du Lancashire. Au total, l'exportation des cotons anglais, comparée à celle de 1913, a subi en 1929 une baisse de 49 % ; dans l'Inde la réduction est de 56 %. Ainsi la restriction du marché indien est un peu plus prononcée que dans les autres pays, à l'exception de la Chine où la concurrence du Japon se fait sentir d'une façon encore plus redoutable que dans l'Inde. En ce qui concerne certains acheteurs moins importants des produits du Lancashire, en Amérique et en Europe, la quantité des cotons importés d'Angleterre y a diminué, mais leur importance relative, dans l'ensemble des exportations britanniques, a pratiquement augmenté. Les pays de l'Amérique du Sud en offrent le meilleur exemple. En 1913 ces pays ont importé 582 millions de yards de cotonnades, mais ils ne tenaient que la troisième place parmi les clients du Lancashire, n'absorbant que 8 % de ses exportations ; en 1929 ils n'ont importé que 412 millions de yards, mais dans l'ensemble ils arrivent actuellement en deuxième rang, à la suite de l'Inde.

Un autre trait important des exportations britanniques actuelles est que la baisse est plus forte pour les produits plus communs que pour les produits fins. C'est la raison pour laquelle le Lancashire a subi moins de pertes en Europe et en Amérique que dans les pays d'Asie, bien que la productivité de l'industrie européenne et américaine soit supérieure à celle de l'Inde et de la Chine et nullement inférieure à celle du Japon. En ce qui concerne le régime des douanes, les marchés européens sont aussi bien sinon mieux protégés que ceux des pays asiatiques. Dans l'Inde aussi la concurrence de l'industrie nationale et japonaise se fait sentir surtout pour les tis-

sus écrus, plutôt que pour les blanchis. Il est permis d'en conclure qu'à l'avenir l'industrie anglaise du coton devra concentrer tous ses efforts sur la conservation de ses marchés d'étoffes fines. Ces produits trouveront des débouchés sûrs, quoique limités, dans tous les pays du monde et notamment dans l'Inde et en Amérique du Sud, ainsi que dans tous les Dominions et dans toutes les colonies de l'Empire Britannique.

Quant à l'Inde en particulier, si hasardeux qu'il soit d'essayer de déchiffrer l'avenir, on peut dire cependant, après avoir examiné toutes les forces en action, que la Grande-Bretagne ne pourra jamais reconquérir le monopole dont elle y avait effectivement joui dans le passé ni même la situation favorable qu'elle y avait conservée jusqu'en 1925. Certes on ne saurait fonder aucune conclusion sur les conditions extrêmement anormales des deux dernières années. Abstraction faite du succès de la campagne du boycott, il faut faire entrer en ligne de compte un autre facteur non moins formidable, à savoir la baisse des prix des produits agricoles. La capacité d'achat des masses indiennes, déjà très basse en temps normal, est descendue encore plus bas en 1931 et cela aussi a contribué à réduire la consommation des produits britanniques. Cependant ni le boycott ni la crise de l'agriculture ne peuvent être considérés comme des facteurs permanents. Il y a eu boycott en 1921, mais il n'a pas empêché le Lancashire de regagner le marché dans les années suivantes. Le boycott n'est qu'un facteur momentané, mais le développement intérieur de l'industrie, la concurrence du Japon et l'esprit d'indépendance nationale exerceront sur la situation économique une influence durable, et dans la mesure où elle va s'exercer, on peut dire que la baisse des importations britanniques dans l'Inde est un fait *définitif*. Ceci posé et toutes proportions gardées, il y a lieu de croire que lorsque les conditions générales redeviendront normales, l'Inde restera le plus important consommateur des produits de coton britanniques.

BIBLIOGRAPHIE

Les données de la présente étude ont été empruntées à des travaux de statistique, rapports des comités, des délégations des diverses associations prenant part à l'industrie et au commerce du coton. Des ouvrages d'ensemble relatifs à notre sujet sont peu nombreux. On les a consultés pour en tirer des renseignements accessoires et nous faire une idée sur le rapport entre l'industrie du coton et les autres branches du commerce. On a également utilisé un grand nombre de revues et de bulletins périodiques de commerce :

- Anstey (Vera).* — Economic Development of India. Longman Green and Co. London (1929).
- Baines (Edward, jeune).* — History of Cotton Manufactures (1832).
- Baines (Edward, aîné).* — History of Lancaster (1834).
- Bell (H.).* — Trade after the War. London, 1923.
- Bharucha (K. B.).* — A History of the Cotton Mill Industry in western India. Thesis, in Manuscript, University Library, London, 1928.
- Boigeol (Luis).* — La filature du coton en France et en Angleterre. Paris, 1860.
- Bonn (Maurice J.).* — « Prosperity ». La Crise américaine (Grasset. Paris, 1932).
- Borain (G.).* — Commerce du coton du globe. Paris, 1890.
- Bowley (A. C.).* — The Effect of the War on the external Trade of United Kingdom (1917).
- Brayne (F. L.).* — Village Uplift in India (1927).
- Brayne (F. L.).* — Remaking of Village in India (1929).
- Chapman (Sir Sidney).* — Lancashire Cotton Industry (1904).
- Cole (G. D. H.).* — British Trade and Industry. Past, Present and Future (Mac Millan. London, 1932).
- Daniels (George W.).* — The early English Cotton Industry. Manchester, 1920.
- Darling (M. L.).* — The Punjab Peasant in Prosperity and Delit (1925).
- Dass (R. K.).* — Factory Labour in India (1923).

- Demangeon (Albert)*. — L'Empire britannique (A. Colin. Paris, 1925).
- Dennery (Etienne)*. — Foules d'Asie (A. Colin. Paris, 1930).
- Depitre (Edgard)*. — Les toiles peintes en France au xvii^e et au xviii^e siècles. Paris, 1912.
- Dey (H. L.)*. — A Study of Indian Tariffs and their effect on Industry (Thesis, Manuscript, à Bibliothèque d'Université de Londres, 1931).
- Digbey (Sir W.)*. — « Prosperous » British India (Fisher. Unwin, 1901).
- Durant (Will)*. — The Case for India (New-York, 1930.)
- Dutt (R. C.)*. — India in Victorian Age (London, 1904).
- Fisher (F. B.)*. — India's Silent Revolutions (New-York, 1919).
- Fitzgerald (Patrick)*. — Industrial Combinations in England (Pitman. London, 1927).
- Forrester (R. B.)*. — French Cotton Industry. Manchester, 1921.
- Gandhi (M. K.)*. — La jeune Inde (Librairie Stock. Paris, 1925).
- Gandhi (M. K.)*. — La vie de Gandhi par lui-même. Paris, 1930.
- Gandhi (M. P.)*. — How to Compete Foreign Cloth ? (Calcutta, 1931).
- Gregg (Richard)*. — Economics of Khaddar (Ganesan. Madras, 1928).
- Kendall (Patricia)*. — India and the British. London, 1931.
- Keynes (J. M.)*. — Indian Currency and Finance (London, 1914).
- Kohn (Hans)*. — A History of Nationalism in the East (Routledge. London, 1929).
- Lecky (Hilton S.)*. — History of England in xviiith century (Greens. London, 1878).
- Leroi (René)*. — La politique monétaire anglaise dans l'Inde (Girard. Paris, 1928).
- Lovett (Sir V.)*. — Indian National Movement (Pitman London, 1920).
- Mann (James)*. — The Cotton Trade of Great Britain, its rise, progress and present extent (Manchester, 1860).
- Mantoux (Paul)*. — La révolution industrielle au xviii^e siècle. Ballais. Paris, 1906.
- Marshall (sir John)*. — Mohenjo-Daro and Indus Civilization. London, 1931.
- Moon (Parker Thomas)*. — Imperialism and World Politics (New-York, 1927).
- Murray (Malcom W.)*. — L'industrie cotonnière en Angleterre (Rousseau et C^{ie}. Paris, 1925).
- Noroji (D.)*. — Poverty and the un-British Rule in India (1901).
- Orchard (John C.)*. — Japan's Economic Position (MacGraw-Hill. London, 1931).
- Osborne (Col.)*. — Must England lose India ? (London, 1930).
- Pearse (Arno)*. — Cotton Industry in Japan and China (1930).
- Pearse (Arno)*. — The Cotton Industry of India (1929).
- Philip (André)*. — L'Inde moderne (F. Alcan. Paris, 1930).
- Pillai (P.P.)*. — Economic Conditions in India (London, 1923).
- Puntamhekar (S. V.) and Vardachari (N. S.)*. — Handspinning and

- Handweaving all India Spinner's Association (Ahmadabad, 1926).
- Reynal (Abbé)*. — Histoire philosophique, politique et du commerce des Indes., 1774. Editée par Guyot.
- Sapré (B. G.)*. — Economies and Agricultural Progress (1926).
- Shah (K. T.)*. — Wealth and Taxable Capacity of India (1924).
- Shirras (Findley)*. — Report on Wages and Hours of Work in Cotton Mill Industry in India.
- Siegfried (André)*. — La crise britannique au xxe siècle (Armand Colin. Paris, 1931).
- Stamp (Dudley)*. — Japanese Industry (London, 1928).
- Sunderland (J. T.)*. — India in Bondage (New-York, 1929.)
- Todd (James)*. — The Cotton World (1928).
- Utley (Freda)*. — Lancashire and the Far East (G. Allen Unwin. London, 1931).
- Vakil (C. N.)*. — Financial Development in Modern India (Bombay, 1924).
- Vyeshara (S.)*. — The Industries and Trade of Japan (King. London, 1926).
- Wallace (D. R.)*. — The Romance of Jute (1909).
-
- Balfour Committee Report. Survey of British Textile Industry. — H. M. S. O. — London (1925).
- Graham Committee Report on British Cotton Industry. — H. M. S. O. — London (1925).
- Cotton Commission Report on the Far-Eastern Market. — H. M. S. O. — London (1931).
- Report of the Cotton Committee (Noyce Committee) of the Indian Tariff Board. — Calcutta (1927).
- Hardy Report on the Conditions of Indian Cotton Industry. — Calcutta (1929).
- Annual Reports of the Bombay Mill Owner's Association. From 1910 to 1931. — Bombay.
- Reports of the East India Cotton Association. — Bombay (1920-1930).
- Annual Statements of Trade of the U. K. — H. M. S. O. -- London.
- Annual Reports of Master Cotton Spinner's Association. — Manchester (1910-1930).
- Annual Review of India Trade. — 1900-1931. — Calcutta.
- Agricultural Commission Report. — H. M. S. O. — London, 1928.
- Labour Commission Report. — H. M. S. O. — London, 1931.
- Report of the Royal Commission on Indian Reformes, 1919.
- Report of the Royal Commission on Indian Reform, 1930.
- Industrial Commission Report, 1919. — Calcutta.
- Indian Fiscal Commission Report, 1923. — Calcutta.

Currency Commission Reports :

Herschell	Committee	1893
Fowler	—	1899
Chamberlain	—	1914
Babington Smith	—	1920
Hilton Young	—	1926

Annual Reports of the Moral and Material Progress in India. — 1900-1930. — Calcutta.

Périodiques :

Board of Trade Journal. London.
The Indian Textile Journal. Bombay.
The Indian Economic Journal. Allahabad.
The Economist. London.
The Textile Mercury.
The Recorder. London.
Annales de Géographie. Paris.
The Statist. London.
The Manchester Guardian Weekly Commercial Review.
London.
The Commerce. Calcutta.
The Capital. Calcutta.
L'Economiste. Paris.
L'Economie Internationale. Paris.
The Times Special numbers. Industry and Trade.
Vidyaspith. — Bénarès.

Annuaire :

International Commercial Year Book, 1920-1930.
International Agricultural Year Book, 1920-1931.
Indian Year Books. Bombay, 1918-1931.
Financial and Economic Annals of the Government of Japan.
Japanese Year Books, 1922-1930.
Statesman's Year Books (1900-1930).
Encyclopaedia Britanica 14th edition, 1929.
Europe, United States. Publication of International chamber of Commerce, 1931.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	v
Introduction	1

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE BRITANNIQUES ET INDIENS DU COTON JUSQU'A LA GUERRE

I. — <i>Esquisse historique</i>	13
L'industrie indienne du coton avant l'introduction des machines	13
II. — <i>L'Inde se mécanise</i>	23
A) Développement de l'industrie indienne du coton....	23
B) Les points faibles de l'industrie indienne	31
1. Organisation défectueuse	34
2. Insuffisance de développement mécanique et d'habileté technique	35
3. Main-d'œuvre défectueuse	36
4. Mauvaise qualité du coton indien	37
III. — <i>L'attitude du Gouvernement à l'égard de l'industrie indienne</i>	39
A) La politique douanière	39
B) La politique monétaire	48
IV. — A) Le rôle de la Grande-Bretagne dans l'industrie mondiale du coton	55
B) La place des cotonnades dans l'exportation de la Grande-Bretagne	60
C) L'importance de l'Inde parmi les marchés cotonniers de l'Angleterre	62

DEUXIÈME PARTIE

LES CONDITIONS D'APRÈS-GUERRE.

V. — A) Le Japon entre en ligne	69
B) La puissance de l'industrie japonaise du coton	74

VI. — <i>Le réveil national dans l'Inde</i>	84
VII. — A) Le mouvement en faveur de la fabrication nationale (Swadeshi).....	100
B) L'aspect économique du khaddar	111
VIII. — <i>Réformes politiques et autonomie douanière</i>	129
IX. — <i>L'accroissement de la population et les conditions de vie dans l'Inde</i>	140
A) Insuffisance de matières alimentaires	149
B) La capacité d'achat de l'Inde	153
C) L'extension du marché et le Lancashire	160

TROISIÈME PARTIE

L'AVENIR DES COTONNADES BRITANNIQUES DANS L'INDE.

X. — <i>L'effort du Lancashire pour reconquérir le marché</i>	163
A) Syndicats industriels	166
B) Rationalisation	168
C) Coopération industrielle	172
D) Améliorations techniques	172
E) Politique de préférence en faveur de l'Empire Britannique	173
XI. — CONCLUSION.....	176
BIBLIOGRAPHIE	179
TABLE DES MATIÈRES	183

Vu, le 12 avril 1932 :

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

